

Le DG des douanes
**PAS D'IMPORTATION DE VÉHICULES
DE MOINS DE 3 ANS** P.3

بنك التنمية المحلية
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

BDL

FINANCE votre LOGEMENT
au moyen du
CREDIT IMMOBILIER
A TAUX BONIFIE par l'Etat
BDL
une banque qui se modernise
pour mieux vous servir

P.7 à 16 **ACTUALITÉ VUE**
AUTREMENT

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

**ÉGYPTE :
UN PAYS, DEUX
SOCIÉTÉS** DJAMEL LABIDI

- Le service public et le «présentéisme»
CHERIF ALI
- L'Algérie, du terminus au terminus
MIMI MASSIVA
- Le savoir-faire pour le savoir-être
OUANDJLI MUSTAPHA
- Les deux faces d'une même crise
SLEMNIA BENDAOU
- L'Occident à l'épreuve du tribunal du monde
MEDJDOUB HAMED
- «Le temps qui passe profite aux Sahraouis»
DEBARGE JEAN FRANÇOIS
- Quel avenir pour un monde à l'image de l'homme ?
DERGUINI AREZKI
- La com' dans tous ses ébats
B. AHCENE-DJABALLAH

**PAUVRES
ADMINISTRÉS
QUE NOUS
SOMMES**
BEGHDAD MOHAMMED



Une vague de progrès diplomatiques à l'ONU
BAN KI-MOON

Secrétaire général de l'ONU



Drame de Lampedusa : l'Afrique a-t-elle perdu son âme ?
MAURICE NGUEPE

Secrétaire général de l'Organisation Jeunesse Africaine

**LE DOUBLE
PÉRIL D'UN
PÈLERINAGE
À HAUT
RISQUE**

ABDERREZAK BOUCHAMA

**UNE SINGULARITÉ
TUNISIENNE**

AKRAM BELKAÏD

**UNE LEÇON TUNISIENNE
DE DÉMOCRATIE**

**ABDELKADER
LEKLEK**



Alger Un sit-in empêché et des enseignants interpellés

Le sit-in prévu devant l'annexe du ministère de l'Education, au Ruisseau, a été empêché. Un important dispositif de sécurité a été déployé et plusieurs enseignants interpellés.



Salah-Eddine K.

Le sit-in du Cnapest devant l'annexe (direction des ressources humaines) du ministère de l'Education nationale au Ruisseau - Alger n'a pu se tenir. Et pour cause, l'important dispositif d'agents de l'ordre dépêchés sur les lieux, tôt la matinée d'hier, pour empêcher la moindre tentative de regroupement des enseignants. Un périmètre de sécurité a été installé sur 300 mètres à la ronde autour de l'édifice où devait se tenir le rassemblement auquel a appelé le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest). Les enseignants venus de plusieurs wilayas n'ont pas pu se regrouper en ce lieu, les nombreux agents de l'ordre ne toléraient aucune présence devant l'annexe du ministère. Des bus étaient stationnés sur place et les enseignants, qui se sont aventurés à s'approcher de la porte d'entrée de l'édifice, sont automatiquement embarqués dans ces bus et évacués vers d'autres lieux. La consigne était de vérifier tous les passagers se trouvant dans le périmètre en question. On nous signale de nombreux cas d'enseignants qui se sont vu confisquer leurs cartes d'identité. D'autres ont été embarqués dans les bus de force. Des méthodes que d'aucuns estiment «révolues et menaçant les libertés syndicales», a indiqué un enseignant depuis la fenêtre du bus où il a été embarqué. La rage et la fatigue étaient visibles sur

les visages des grévistes qui se sont déplacés la veille ou très tôt dans la matinée depuis leurs wilayas afin d'assister à ce regroupement avorté.

L'on note des interpellations au sein des enseignants qui se trouvaient sur les lieux du sit-in. «Pas de chiffres à communiquer sur le nombre exact des interpellations», a indiqué Messaoud Boudiba, chargé de communication du Cnapest, au moment même où Nouar Larbi, président du Cnapest, passait par là entre 2 agents de l'ordre qui l'emmenaient de force vers l'un des véhicules des forces de sécurité. Cela se passait à 200 mètres du lieu du rassemblement, à l'esplanade du terminus du tramway de cette localité où les enseignants grévistes ont tenté vainement de se rassembler.

Le Cnapest a mobilisé ses troupes dans les lycées du pays alors que dans les autres paliers de l'Education, l'appel à la grève a été peu suivi. Les revendications du Cnapest sont socioprofessionnelles et également liées aux libertés syndicales. La date de la grève reconductible décidée pour le 7 octobre n'est pas fortuite puisque des enseignants syndicalistes de Bouira allaient comparaître ce même jour devant le tribunal de Bouira. Au sujet des revendications socioprofessionnelles, les enseignants estiment que la tutelle ne veut pas ou n'a pas l'intention de faire aboutir leurs revendications légitimes, datant de 2008, pour lesquelles elle avait, pourtant, donné son accord entier pour les satisfaire.

Photographes et journalistes indésirables

S. E. K.

Difficile d'exercer son métier dans ce genre d'événements, les agents de l'ordre, souvent à bout de nerfs, empêchent photographes et journalistes d'accomplir, correctement, leur mission. Hier, pendant le sit-in empêché des enseignants, devant la direction des Ressources humaines de l'Education nationale, au Ruisseau, les photographes ont été priés de quitter les lieux et de ne pas prendre de photos, durant cet événement. Les nombreux journalistes de différents organes ont été priés, eux aussi, de quitter les lieux et de s'éloigner le plus loin possible de l'endroit. Dans la foulée

un photographe essayait d'expliquer à un agent de l'ordre «qu'il ne faisait que son travail de journaliste». L'agent ne branche toujours pas.

«Il s'agit d'ordres à ne pas discuter, sous peine d'être embarqué». Photographes et journalistes rencontrent, souvent, dans leurs missions des embûches pour rendre avec exactitude la réalité des faits auxquels ils assistent. Un autre photographe affirme, qu'à chaque fois «que je prends mon appareil pour prendre une photo, je suis harcelé. Et lorsque je montre ma carte de presse, on me demande si je dispose d'une autorisation ou d'un ordre de mission qui me permet de prendre des photos».

Réunion gouvernement/patronat/UGTA Une tripartite pour tenter de remettre l'économie sur rails

Z. Mehdaoui

Une tripartite, regroupant le gouvernement d'un côté, le patronat et l'UGTA de l'autre sera organisée aujourd'hui jeudi.

Officiellement, toutes les parties vont essayer d'élaborer une charte contenant les grandes orientations de l'économie nationale comme préconisé récemment par le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Ce dernier a multiplié, faut-il le rappeler, les déclarations sur la nécessité d'aboutir à cette charte en toute objectivité pour consacrer un développement qui profitera à l'Algérie.

De nouvelles mesures pour encourager l'investissement viennent d'être introduites dans le cadre du projet de loi de finances pour 2014. Ces dispositions adoptées en Conseil des ministres portent sur des facilitations pour les projets d'investissements dans les wilayas du Sud. En effet, les jeunes promoteurs et les chômeurs de ces wilayas éligibles aux dispositifs Ansej, Cnac et Angem bénéficieront, en matière d'IRG, IBS et de la TAP, d'une prorogation à 10 ans de la période d'exonération fiscale. Les investissements déclarés en Algérie ont plus que doublé durant le premier semestre 2013 pour atteindre 856,7 milliards de DA (11,2 milliards de dollars) contre 411,6 milliards de DA à la même période en 2012, en hausse de 108%, selon le dernier bilan de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI). Renforcer et promouvoir l'entreprise, moteur de toute action de développement écono-

mique, sera, selon les observateurs, au cœur des débats qui seront axés tout particulièrement sur l'environnement institutionnel et économique dans lequel évolue l'entreprise industrielle algérienne.

Le Premier ministre s'est montré par ailleurs très ferme quant à l'urgence de relancer la machine économique du pays à travers notamment la mise en place de mécanismes à même de faire face à l'hydre de la bureaucratie qui hypothèque toute action visant le développement du pays.

Le gouvernement Sellal réussira-t-il là où tout les autres ont échoué ? La question mérite d'être posée, sachant que le patronat dans son ensemble et même l'UGTA, dans certains cas, reconnaissent que le problème ne se pose pas tant sur la prise de décision mais bien dans son application. En fait, la tripartite se déroulera sûrement dans un climat de méfiance partant du constat que les chefs d'entreprise, sont las des promesses sans lendemain des pouvoirs publics.

Il ne s'agit donc de ne pas faire, à l'occasion de cette 15^{ème} tripartite, dans l'effet d'annonce, mais de trouver des voies et moyens d'appliquer les lois de la république qui sont très souvent bafouées par l'administration à tous les niveaux comme s'il y avait un Etat dans l'Etat. L'autre «quiproquo» qui risque de peser lourdement sur cette rencontre est le fait que le patronat part encore une fois divisé. Chacun semble ramer de son côté.

La dernière entreprise d'unir les rangs du patronat algérien commence à montrer des frictions avec le retrait notamment du FCE de l'as-

sociation devant englober huit organisations patronales et qui a été créé dans la perspective de faire front face au gouvernement.

L'autre problème qui porte à équivoque également c'est la décision du gouvernement d'inviter pour la première fois des «associations patronales» qui n'ont, ni poids ni ancrage dans la sphère économique et qui ont été conviées à faire les figurants en tant «qu'observateurs».

Il faut savoir que la quasi-totalité des décisions prises lors des différentes tripartites n'ont pas été respectées sur le terrain. Le président de la Confédération algérienne du patronat, Boualem M'Rakech, nous a affirmé hier que ni les 200 décisions prises lors de la dernière tripartite il y a deux années ni le pacte économique et social et plus récemment les 94 décisions prises par la Commission interministérielle pour l'amélioration du climat des affaires, n'ont été réellement appliquées.

Dans une déclaration au «Quotidien d'Oran», le responsable de cette organisation préconise la création d'un centre de médiation et de veille régulier pour lutter contre la bureaucratie et suivre sur le terrain l'application des décisions prises dans le cadre des différentes tripartites.

«Il y a urgence en la matière pour débloquer le développement économique et social de l'Algérie», tonne Boualem M'Rakech qui attend, dit-il, de cette 15^{ème} tripartite qu'elle assume pleinement sa mission en prenant en compte l'ensemble des partenaires économiques et sociaux.

ANALYSE

Kharroubi Habib

La lutte anti-bureaucratie mise en échec

S'il veut rester crédible au sein de l'opinion publique à laquelle il a promis de s'attaquer au phénomène de la bureaucratie et de rapprocher l'administration d'Etat des citoyens, le Premier ministre Abdelmalek Sellal se doit de revoir la stratégie qui guide l'action gouvernementale vouée à faire aboutir les deux objectifs. En effet, les résultats enregistrés en la matière depuis que Sellal a déclaré la guerre à la bureaucratie ne sont guère probants et les citoyens ne voient pas encore s'ouvrir à eux les portes de l'administration. Depuis qu'ils ont fait l'objet d'une déclaration de guerre, nos «ronds de cuir» à tous les niveaux de la hiérarchie de l'administration publique se sont au contraire ingéniés à redoubler leur perversité dans l'art d'inventer les «trucs» qui «pourrissent la vie» des citoyens quand ils s'adressent au service public.

Chaque acte requérant pour lui qu'il se présente devant un service public est devenu un parcours du combattant pour le citoyen. Du guichet de la poste de quartier à un bureau quelconque de ministère en passant par ceux des mairies et wilayate, le citoyen lambda se retrouve pour la moindre de ses démarches confronté à des situations «kafkaïennes» dont il ne peut le plus souvent se déprendre qu'en sollicitant le «piston» et donc en se pliant aux conditions dont s'accompagne ce genre de corruption.

Le regain de bureaucratie dont pâtissent actuellement les Algériens est dangereux car à leurs yeux il s'assimile à une réplique sous forme de défi des tenants de la gestion bureaucratique aux mesures et préconisations édictées par le Premier ministre dans le cadre de son opération anti-bureaucratie. Il est également la démonstration pour eux que l'ad-

ministration publique est tellement gangrenée par la bureaucratie qu'elle parvient à renforcer celle-ci en s'appuyant sur les mesures et prescriptions censées être destinées à la combattre.

Ce n'est pas par plaisir de noircir le tableau que l'on estime

avoir l'impression que la bureaucratie et ses méfaits ont redoublé de férocité ces derniers temps. Là où ils se présentent les citoyens constatent qu'il leur devient encore plus difficile d'obtenir l'acte ou le service qui les y a conduits. Un constat amer pour eux qui écorne le préjugé favorable et le début de crédit qu'ils ont accordé au Premier ministre quand il s'est engagé à lutter contre la bureaucratie.

En inscrivant la lutte anti-bureaucratie parmi les priorités de l'action gouvernementale, Abdelmalek Sellal a disposé positivement l'opinion citoyenne à son égard. Il est en effet apparu à celle-ci informé que la gestion bureaucratique dont les Algériens sont victimes au quotidien et pour n'importe quel acte ou décision administratifs est l'une des causes principales du mécontentement social qui s'exprime en diverses formes. Le citoyen a perdu confiance en l'Etat notamment pour cette raison. Il faut plus que des injonctions et des circulaires pour espérer sinon extirper l'esprit bureaucratique du moins en atténuer la lourdeur qui désespère les citoyens.

Au Premier ministre et à son exécutif de concevoir une stratégie de lutte plus efficiente. Ils y sont sommés car il est patent que des milieux hostiles au pouvoir en place sont en train de «surfer» sur le manque de résultats de leur action anti-bureaucratie, pour présenter celle-ci comme n'ayant été qu'un «coup de com» de sa part pour prédisposer les citoyens en sa faveur à l'approche de l'élection présidentielle.

Grève des contrôleurs aériens français Deux vols d'Air Algérie sur Paris annulés

La compagnie aérienne Air Algérie a annoncé l'annulation aujourd'hui des vols Tlemcen/Orly/Tlemcen et Alger/Orly/Alger en raison d'une grève prévue le même jour des contrôleurs aériens français.

Ces deux vols «seront résorbés sur d'autres horaires

pour éviter tout désagrément», a précisé la compagnie dans un communiqué et ajoute que l'aviation civile française a demandé, suite à ce mouvement de grève, une réduction du trafic aérien de l'ordre de 30% sur tous les vols.

Tirage du N°5740
119.797 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdu
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021.64.96.39 - Fax : 021.61.71.57

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

Pub
Tél. : 021.64.96.44

Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Le DG des douanes

Pas d'importation de véhicules de moins de 3 ans

«Je ne suis pas au courant d'une telle mesure», a déclaré hier sur les ondes de la radio Chaîne 3 le DG des douanes, M. Med Abdou Bouderbala, au sujet de l'éventuelle réintroduction de l'autorisation d'importation des véhicules de moins de 3 ans.



El-Houari Dilmi

Abordant la question de la lutte contre la contrebande, Bouderbala indiquera qu'«un Conseil interministériel s'est tenu dernièrement pour adopter une batterie de mesures pour justement renforcer la lutte contre la contrebande qui cause une véritable saignée à l'économie nationale». «Parce que la situation est devenue alarmante, avec le trafic massif aux frontières du pays, que les pouvoirs publics ont décidé d'agir pour endiguer ce phénomène qui est en net recul depuis quelques mois déjà», a tenu à expliquer le DG des douanes algériennes. Chiffres à l'appui, Abdou Bouderbala révélera que, pour la seule année en cours, plus de 724.000 litres de carburants ont été saisis, illustrant, du coup, «l'implication active de l'administration des douanes dans la lutte contre la contrebande». Même si les contrebandiers «changent constamment de mode opératoire, nous comptons bien adapter notre stratégie et nos moyens pour les contrer, grâce à la conjugaison de nos efforts avec la Gendarmerie nationale, la Sûreté nationale et l'ANP», expliquera Abdou Bouderbala, ajoutant que mille douaniers sont recrutés pour renforcer les postes de surveillance aux frontières. Au sujet du transfert illicite de capitaux, le DG des douanes expliquera «qu'il s'agit là aussi de contrebande, au même titre que les carburants ou le cannabis», précisant, au passage, que 154 tonnes de kif traité ont été saisis pour la seule année 2012 contre 127 tonnes pour l'année en cours.

Abordant la question du dédouanement et le contrôle des marchandises aux frontières du pays, Abdou Bouderbala soulignera le fait que la limitation du dédouanement des marchandises à huit jours «commence à produire ses effets, en complémentarité avec d'autres mesures de facilitation accordées aux opéra-

teurs économiques, dont 102 ont déjà le statut d'opérateur économique agréé», a-t-il dit. Explicitant sa pensée, Abdou Bouderbala précisera que le délai de 8 jours fixé pour le contrôle et le dédouanement des marchandises aux frontières «pourrait être réduit jusqu'à 48 heures en passant du contrôle systématique au contrôle par ciblage», a-t-il souligné. «En fonction de la qualité de l'importateur et de notre analyse des risques, nous effectuons soit un contrôle à priori soit à posteriori», ajoutera le DG des douanes, indiquant au passage, que plus de 376.000 articles contrefaits ont été saisis durant l'année en cours contre 593.000 articles saisis en 2012.

Concernant le volume global des importations, le DG des douanes expliquera que les prévisions de clôture pour l'année en cours tablent sur plus de 47 millions de tonnes de marchandises importées, soit près de 57 milliards de dollars dont 18 milliards de biens de production, 17 milliards de biens d'équipements, 10 milliards de dollars de produits alimentaires et 4 milliards pour ce qui est de l'importation des véhicules. «Je ne suis pas au courant d'une telle mesure», répondra Abdou Bouderbala au sujet de l'éventuelle réintroduction de l'autorisation d'importation de véhicules de moins de 3 ans. Le démantèlement tarifaire et les accords d'associations passés avec nos partenaires étrangers «ne veulent pas dire que le rôle des douanes sera minoré, bien au contraire, puisque nos attributions se sont élargies», soulignera le DG des douanes. Le plan de modernisation de l'administration des douanes, la révision du code des douanes, les nouvelles positions et sous-positions tarifaires, le niveau de recouvrement, la lutte contre la corruption et le contrôle interne, la prochaine mise en place d'un numéro vert, ont été les autres volets abordés par le patron des douanes algériennes.

Me Benissad

«Il y a eu une stratégie d'infiltration de la LADDH»

Mohamed Mehdi

La LADDH a décidé d'exclure quatre de ses membres accusés d'activités fractionnelles et prépare son prochain congrès début décembre.

Lors de son Conseil national, organisé les 4 et 5 octobre à Bejaïa, la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) a décidé l'exclusion de quatre de ses membres «auteurs de violations des dispositions statutaires et réglementaires et activités fractionnelles», selon un communiqué de l'Organisation. Lors d'un point de presse organisé hier, son président, Me Noureddine Benissad, est allé plus loin en accusant les quatre exclus, à savoir Keddour Chouicha, Kamel Eddine Fekhar, Falah Hamoudi, et Djabria Naili, «affiliés à une organisation syndicale» (SNAPAP, ndlr), d'avoir exécuté une «stratégie d'infiltration» de la LADDH. Le président de la LADDH a rejeté toutes les accusations portées contre lui ainsi que d'autres membres du bureau de la Ligue.

Etaient également présents lors du point de presse, les autres membres du nouveau bureau de la LADDH, en l'occurrence le Pr. Kamel Daoud, Kamel Mammam, Hamid Yahia et Abdelouahab Guenane.

Selon le président de la LADDH, le Conseil national, «l'instance souveraine entre deux congrès» s'est réuni avec une «majorité de ses membres», donnant ainsi un cachet légal aux décisions prises. Outre l'exclusion des membres cités, «qui n'ont pas assisté à la réunion de Bejaïa, bien qu'une invitation leur ait été adressée», le

Conseil national a également adopté «le rapport moral et financier des années 2010 à ce jour». Pour Me Benissad, le rapport a été «adopté à l'unanimité et sans réserves».

Le Conseil national de la LADDH réuni à Bejaïa (après le refus de la wilaya d'Alger d'accorder l'autorisation nécessaire), a également désigné les membres de la Commission préparatoire du prochain congrès de la Ligue qui devra se tenir les 5 et 6 décembre, alors qu'il était prévu pour mars 2014 en raison d'une «contrainte administrative», explique le président de la Ligue. Il s'agit, selon lui, de «se conformer à la nouvelle loi sur les associations». «Tout le monde a été invité, y compris le président d'honneur de la LADDH (Me Ali Yahia Abdenour, ndlr). Se sentant minoritaires au sein du Conseil national, ils (le groupe des quatre, ndlr) n'ont pas voulu affronter les membres de cette instance, et ont choisi la stratégie de l'agitation médiatique», affirme encore Me Benissad. Concernant les critiques de Me Ali Yahia Abdenour, il estime qu'il «a été trompé» et «mal informé».

Concernant les accusations de mauvaise gestion des finances de la Ligue, Me Benissad affirme : «Il est facile d'accuser. Mais s'ils ont des choses contre nous, qu'ils aillent à la justice». Il affirme au passage que la LADDH, qui «ne reçoit pas de subventions publiques» et «fonctionne au jour le jour», «n'est pas tenue d'étaler sa gestion en public». «Nous faisons des bilans devant le Conseil national». Selon lui, mis à part quelques permanents qui as-

surent le fonctionnement quotidien de la LADDH, «comme dans toutes les associations», «aucun membre de la direction ne perçoit de salaire». Quant aux salaires de permanents, «ils sont payés par des partenaires sur des projets précis», ajoute le président de la Ligue.

Mais, selon Me Benissad, le fond du problème, c'est que la Ligue tient à se mettre à distance de tous les acteurs, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. «Nous ne sommes affiliés à aucun parti politique. Nous ne sommes pas dans l'opposition. Notre fonction est de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme d'où qu'elles viennent».

Le professeur Kamel Daoud, vice-président de la LADDH, estime que «ce qui gêne les détracteurs de la Ligue, c'est que nous sommes indépendants». Selon lui, ce n'est pas une question de bilan. «Allez demander au SNAPAP, au FLN ou à d'autres de vous montrer leurs bilans financiers et vous verrez», dit-il encore. Sur un autre registre, et concernant le refus d'autoriser les réunions publiques de la LADDH, en particulier à Alger, Pr Kamel Daoud, considère que «le pouvoir veut pousser à la violence». Selon lui, il y a une «demande de la part des jeunes» d'organiser des rencontres pour débattre de la question des droits de l'homme au pays, mais devant les «refus répétés des autorités» ces rencontres publiques sont impossibles. «On dirait qu'ils veulent pousser les jeunes. Nous refusons la violence et nous ne serons pas amenés sur ce terrain», affirme Pr. Kamel Daoud.

Raïna Raïkoum
Kamel Daoud

Le grand murmure m'a dit

«... **I l a murmuré. Mais c'était in distinct. On n'a pas bien compris ce qu'il a voulu dire alors chacun a décrit l'éléphant selon soi, dans l'obscurité. L'un a dit qu'il va se représenter au quatrième mandat. D'autres ont juré qu'il a dit qu'il va prolonger l'actuel mandat. Ou l'actuelle convalescence ? On ne sait pas, la voix était ténue, faible et ressemblait plus à une respiration. Le murmure était vague, avec un soleil couchant dedans. On lui montra la Constitution, il fit non de la tête. On lui montra Belkhadem, il fit non avec colère. On lui montra Medelci, il ne répondit même pas. Alors on interrogea son frère qui prit son téléphone et qui appela chacun, un par un, par téléphone, alors qu'ils étaient tous là devant lui. C'est ainsi : il y a des habitudes qui deviennent des vices. L'homme au téléphone ne peut plus parler qu'au téléphone, pas aux gens devant lui. Il expliqua cependant le Murmure de Berlin : d'un côté il y a Bouteflika (s) et de l'autre, il y a les autres. Le murmure divise le pays en chaud et froid. Entre deux blocs. En deux familles. Ensuite il interpréta le Murmure : le Frère veut. Mais étant donné qu'en Algérie, depuis le congrès de la Soumam, on est tous frères mais certains le sont plus que d'autres entre eux, on a mal compris. A la question de « que veut Bouteflika ? » s'ajoutait celle plus complexe de « lequel qui veut ? ». Qui a compris ? Personne et c'est ce qui explique que chacun dit aux journaux ce qu'il**

croit avoir compris du murmure et de son frère l'interprétation. Dans le tas, un seul homme sourira, fier, hautain par ADN, aimant la fanfare et les escortes depuis sa naissance : le ministre Bel- laïz. Ses collègues l'appellent Jésus-Christ à cause de sa manière de marcher sur terre comme s'il marchait sur l'eau et ses airs divins et de sultan. C'est la pierre de la nouvelle église, l'homme de confiance, le frère du Murmure, le serviteur de l'intonation. A-t-il compris ce que veut le Murmure ? On ne sait pas. Il ne parle pas et seulement avec un regard étrange, presque moqueur, méchant parfois. Son but est de faire en sorte que le Murmure soit entendu, pas compris. Il est la frontière entre le Murmure du Président et le chuchotement de ses adversaires. Il est le vizir du Royaume.

Enfant gâté de la Famille. C'est ainsi qu'il se voit dans le miroir qu'il adore, homme connu pour rêver éveillé, de lui-même. Passons ! Que dit le Murmure ? Un murmure ne dit rien. C'est une langue ouverte sur toute les langues, un bord de mer, une écriture qui se lit dans tous les sens, un rond-point. On utilise le murmure pour parler aux chevaux ou aux ancêtres dans sa tête. On le fait aussi quand personne ne comprend ce que veulent les yeux. Mais c'est une mauvaise langue pour parler à un pays. Le Murmure ne veut rien dire au fait. Sauf ce que dit le corps : «j'y suis, j'y reste». La chaise est roulante, pas tournante.

Lutte contre le terrorisme

Les sources de financement ciblées

jettis et autorités compétentes, visés à l'article 4 de la loi n° 05-01 du 6 février 2005, modifiée et complétée. Le même article relève que «les assujettis doivent identifier les fonds et les biens des personnes et entités inscrites sur les listes susvisées et communiquer, immédiatement, les résultats de leurs actions à la Cellule de traitement du renseignement financier».

Les assujettis doivent, dès réception des listes récapitulatives, surseoir immédiatement à l'exécution de toute opération des personnes et entités inscrites sur les listes susvisées et la déclarer à la CTRF».

Par ailleurs, précise le même décret, «la Cellule de traitement du renseignement financier peut s'opposer, à titre conservatoire, pour une durée maximale de 72 heures, à l'exécution de toute opération des personnes et entités inscrites sur les listes susvisées, conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi n° 05-01 du 6 fé-

vrier 2005, modifiée et complétée, susvisée». L'article 5 de ce décret indique, par ailleurs, que les listes des personnes sur lesquelles pèsent de fortes présomptions de terrorisme ou de financement de terrorisme, sont établies par les institutions nationales concernées et transmises, dans les mêmes formes, conformément à la législation en vigueur».

Quant à l'article 6, il est relatif au «gel et/ou la saisie de tout ou partie des capitaux ainsi que leur produit, appartenant ou destinés à des terroristes ou à une organisation terroriste, peut être ordonné par le président du tribunal d'Alger, pour une durée d'un mois renouvelable, conformément aux dispositions de l'article 18 bis de la loi n° 05-01 du 6 février 2005».

La décision de gel ou de retrait des listes de terroristes et leur mise à jour sont communiquées par la CRTF «aux assujettis et autorités compétentes, visés à l'article 4 de cette loi», précise le

même décret. Le financement du terrorisme, il faut le rappeler, a fait l'objet d'un amendement, en 2012, de cette loi n°05-01 du 6 février 2005, et relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et qui a été modifiée par l'ordonnance n°12-02 du 13 février 2012. Cette loi stipule, notamment, qu'est considéré comme financement du terrorisme et est puni par les peines prévues à l'article 87 bis 4 du Code pénal, l'acte par lequel toute personne ou organisation terroriste, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, illicitement et délibérément, fournit ou réunit des fonds dans l'intention de les utiliser, personnellement ou de les voir utilisés, en tout ou en partie, par un terroriste ou une organisation terroriste, en vue de commettre des infractions qualifiées d'actes terroristes ou subversifs, faits prévus et punis par la législation en vigueur.

Yazid Alilalt

La lutte contre le terrorisme, le soutien au terrorisme et son financement restent une priorité pour le gouvernement, qui veut, par une législation draconienne, circonscrire, vite, le fléau.

Signé par le chef du gouvernement, Abdelmalek Sellal, le Journal Officiel vient de publier un décret exécutif (n° 13-318 du 16 septembre 2013), relatif à la procédure d'identification, de localisation et de gel des fonds et autres biens, dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. Cette tâche de traquer le financement du terrorisme, est ainsi dévolue à la Cellule de traitement du renseignement financier (CRTF), qui dépend du ministère des Finances. Ainsi la CRTF est chargée (art 4) de communiquer les listes récapitulatives et leurs mises à jour, établies par les organes spécialisés des Nations unies, dès leur réception aux assu-

Tous avec les Verts pour le match barrage face au Burkina-Faso

Maak Yal Khedra, Maak Ya Dzair

COUPE
DU MONDE
2014



BURKINA-FASO



ALGERIE

Samedi 12 octobre 2013
à 17h00
Stade du 4 août
de Ouagadougou



Nedjma, Sponsor Officiel de l'Equipe Nationale et de la FAF

www.nedjma.dz

You Tube f NEDJMA

L'Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT) a annoncé, hier, que la séance publique de déclaration des attributaires provisoires des licences 3G aura lieu, lundi 14 octobre, à la maison de la Culture «Moufdi Zakaria».

3G, les attributaires connus lundi

S. C.

Cette phase survient un mois après l'ouverture des plis contenant les offres des trois opérateurs de la téléphonie mobile, en Algérie pour l'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles de 3^{ème} génération (3G), en l'occurrence: Algérie Télécom mobile (ATM, Mobilis), Watanya Telecom Algérie (WTA, Nedjma) et Orascom Telecom Algérie (OTA, Djezzy).

Les soumissions des trois opérateurs ont été acceptées dans la forme, après leur examen , en séance publique, par la commission désignée à cet effet par l'ARPT. Cette dernière devait procéder à un examen dans le fond des dossiers de soumission. Lors de cette séance, il avait été annoncé que les résultats définitifs seront connus, le 15 octobre. Du fait que cette date coïncide avec le 1^{er} jour de l'Aïd El Adha, l'ARPT a, donc, décidé d'avancer d'une journée la séance de déclaration d'attribution provisoire. Cette opération sera suivie de modalités pour d'autres procédures tel le paiement pour délivrer les licences de manière définitive.

A partir du 1^{er} décembre, le produit sera commercialisé sur le marché. Cette procédure répond aux dispositions contenues dans le décret exé-

cutif du 9 mai 2001, portant définition de la procédure applicable à l'adjudication, par appel à la concurrence pour l'octroi des licences, en matière de télécommunications, qui prévoit, dans son article 13, qu' «après la séance publique, la commission de l'appel à la concurrence se retire pour procéder à l'évaluation des offres, selon les critères indiqués dans le règlement d'appel à la concurrence ». Le même texte stipule dans son article 13, que les travaux de la commission ne sont pas publics et les membres de la commission sont tenus au respect de la confidentialité de leurs travaux, débats, conclusions et recommandations.

Pour mémoire, l'appel à la concurrence pour la 3G a été lancé le 1^{er} août 2013 par l'ARPT. A propos de ce processus, l'ancienne présidente de l'ARPT, Zohra Derdouri, promue au rang du ministre des TIC avait déclaré, le 23 septembre dernier, que « le processus d'octroi de la licence de téléphonie mobile de 3^{ème} génération, se déroule dans de bonnes conditions ». Mme Derdouri avait, par ailleurs, insisté sur le développement du contenu algérien, rappelant que l'Algérie a consenti de gros efforts pour donner une assise aux TIC, notamment en modernisant les infrastructures des télécommunications.

Violences à Ghardaïa Les notables s'en prennent à la presse

Moncef Wafi

Les sages et représentants des habitants de la vallée du M'Zab n'ont pas trouvé mieux, en condamnant ce mercredi les dernières violences qui ont traversé leur région, que de s'en prendre aux médias en fustigeant sans appel la couverture médiatique de ces événements qu'ils qualifient de contraire au « travail journalistique noble » et de « pratiques irresponsables ». Dans un communiqué rendu public hier à l'issue d'une réunion extraordinaire de l'ensemble des sages de la vallée du M'Zab, l'accent a été mis sur « l'irresponsabilité » de certains titres de presse dans la couverture des heurts entre citoyens qui se sont produits récemment dans les quartiers d'El-Ain et de Bab El-Haddad (Ghardaïa). Ces bagarres, suivies de jets de pierres, ont éclaté entre des jeunes suite à une action de protestation contre une coupure d'eau marquée par la fermeture de la route menant vers Daya Ben Dahoua. Des jeunes de différents quartiers situés sur l'axe de la route en question ont voulu briser le mouvement de protestation qui gênait le trafic routier, déclenchant ainsi des disputes et des jets de pierres. Plusieurs véhicules et autobus de transport ont été caillassés durant ces échauffourées avant que les services de police, les notables et les autorités locales n'interviennent pour rétablir l'ordre. Pour les rédacteurs du communiqué, la couverture médiatique de ces événements est un « précédent dangereux », une « apologie » et une « incitation à la division visant la déstabilisation de la région et, par la même, du pays en essayant d'induire en erreur sa jeunesse », sans pour autant préciser les teneurs ni la qualité des titres de presse ciblés. Cette condamnation sans équivoque de la presse ne trouve pourtant aucune jus-

tification valable et l'on comprend mal que les comptes rendus des journaux sur des heurts entre jeunes de quartiers différents soient assimilés à un véritable crime contre l'Etat. Le communiqué en question dénonce également des « parties », qui restent inconnues pour le moment puisque la même source ne les cite pas, et qui ont manipulé ces événements à des fins obscures. Les notables invitent ainsi l'ensemble des habitants de Ghardaïa à s'armer d'une « extrême vigilance » en s'opposant à « toutes tentatives et actes de nature à menacer la cohésion sociale, la sécurité et la stabilité de la région ». Rappelons que trois personnes soupçonnées d'avoir participé à ces heurts ont été interpellées la semaine dernière et présentées devant la justice pour « jets de pierre, outrage et violence contre les passants ». Par ailleurs, et toujours dans la même wilaya, des émeutes ont éclaté à Métlili pour dénoncer les coupures de courant de Sonelgaz. Dans la nuit de samedi à dimanche derniers, des habitants de Métlili avaient incendié le siège de l'agence commerciale de Sonelgaz ainsi qu'un de ses véhicules. Le motif : dénoncer le retard accusé dans le rétablissement du courant électrique tel que prévu dans l'agenda de la société nationale de l'électricité et du gaz. La Sonelgaz avait annoncé, trois jours à l'avance, sur les ondes de la radio locale et sur les affiches placardées dans les quartiers, une coupure d'électricité pour travaux sur le réseau de transport pour le samedi 5 octobre entre 5h00 et 17h00 dans la région sud de Ghardaia (Métlili et Mansourah), mais ses agents n'ont pu rétablir le courant à temps ce qui a mis le feu aux poudres et poussé les protestataires à saccager les bureaux de l'agence commerciale de Sonelgaz de Métlili avant d'y mettre le feu.

M. Aziza

Malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics dans le développement de l'agriculture et en dépit d'une amélioration de la croissance de production, l'Union nationale des agronomes estime que l'Algérie demeure en danger en matière de sécurité alimentaire. Le secrétaire général de l'Union, Yahia Kerrouche, a précisé hier, au forum d'El Moudjahid, lors d'une conférence-débat intitulée «L'agronome au cœur des défis de la production alimentaire», que, selon les prévisions, l'Algérie continuera à importer des produits alimentaires pour longtemps. «La balance des importations est en hausse. On importera 50 à 60% de produits alimentaires pour les 20 prochaines années», a-t-il affirmé. Et d'enchaîner : «Notamment, si on continue à travailler avec des méthodes archaïques dans le secteur agricole». Pour Kerrouche, la croissance démographique ne peut que compliquer la situation. Et de souligner que nous étions 37,9 millions d'habitants au mois de janvier 2013 et on sera 38,7 millions en janvier 2014. Il a précisé que la croissance démographique poursuit son rythme haussier depuis

Produits alimentaires L'Algérie importe à tout-va !

2009 avec en face une production agricole en hausse mais insuffisante. L'expert agronome est catégorique. «Parler d'autosuffisance, c'est vraiment une chimère», a-t-il souligné, en précisant qu'il faut une stratégie révolutionnaire dans le secteur agricole basée sur la science, le savoir et la recherche pour une utilisation rationnelle des terres agricoles et une production en masse.

Les agronomes proposent de revoir la carte agricole qui, certes, est en train de s'améliorer mais sa marge de progression reste faible. Le SG de l'UNA a affirmé que 8,5 millions d'hectares seulement sont des terres cultivées. Et sur 8,5 ha de terres cultivées, 1,2 million d'hectares seulement sont des terres à potentiel agromonomique appréciable. Sans parler des 3 millions d'hectares de terre laissés en jachère.

Le président d'honneur de l'UNA, Abdelmalek Seraï, indique dans le même sens que l'Algérie est réellement en danger en subissant des pressions américaines, canadiennes et françaises par le fait qu'on soit parmi les premiers importateurs de céréales dans le monde. Elle est en danger parce qu'elle subit une importation sauvage des produits ali-

Tizi Ouzou

Le chef de la sûreté de wilaya limogé

Naït Ali H.

Depuis mardi, la sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou a un nouveau chef par intérim en remplacement du divisionnaire Moussa Belabès relevé de ses fonctions par des responsables dépêchés par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a-t-on appris de sources sûres. S'agissant du motif de cette décision de la DGSN, pri-

se sous le sceau de l'urgence, aucune information n'a filtré pour le moment hormis la mise en congé spécial du désormais ex-chef de sûreté de wilaya.

En l'absence de communication officielle, des rumeurs courent autour de ce changement.

Des rumeurs qui dominent les discussions des Tizi-ouzuéens qui ont appris la nouvelle au lever du jour. Belabès était en poste à Tizi Ouzou

Deux chefs de daïras suspendus de leurs fonctions

Suite à l'éclatement de l'affaire de l'usage frauduleux de documents administratifs vierges signés durant l'été dernier à Larbaa Nath Irathen, 27 km au sud de Tizi Ouzou, le chef de cette daïra ainsi que celui de Ain El Hemam, intérimaire au moment des faits, ont été suspendus de leurs fonctions mardi à la demande du wali à titre

conservatoire en attendant les conclusions de l'enquête menée par la police judiciaire. Pour rappel, tout a commencé par des renseignements parvenus aux services de sécurité faisant état d'un trafic de documents administratifs (passeports, cartes grises). Les premières investigations ont permis aux enquêteurs de récupérer des docu-

ments vierges signés après perquisition du domicile de l'un des fonctionnaires. Ces documents ont été signés par le chef de daïra de Larbaa Nath Irathen avant de partir en congé annuel et de confier l'intérim à son collègue de la daïra de Ain El Hemam. Depuis, l'enquête suit toujours son cours.

N. A. H.

Bouira Deux militaires blessés dans l'explosion d'une bombe

Deux militaires ont été blessés dans l'explosion d'une bombe artisanale qui s'est produite avant-hier à proximité du village Ouled Benfodil situé sur les monts de la commune de Kadiria, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de

Bouira. La bombe a été certainement actionnée à distance.

Elle a explosé juste au moment où une patrouille militaire passait par cet itinéraire. Deux militaires ont été blessés lors de cette explosion. Il est à rappeler que jeudi

dernier, sur le même chemin, une autre bombe avait explosé et causé des blessures à trois citoyens civils qui se trouvaient dans un minibus de transport de voyageurs qui passait par là.

B. S.

Emportés par les crues à Djelfa Un mort et quatre personnes secourues

Trois personnes ont trouvé la mort et six autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dans la nuit de mardi à mercredi sur la voie de contournement de la ville de M'sila, a-t-on appris, hier, auprès de la Protection civile.

Les trois victimes décédées, une femme de 33 ans et deux hommes de 21 et de 40 ans, n'ont pas survécu à une collision entre deux véhicules de tourisme, selon la même source qui a ajouté que les blessés (âgés de 3 à 16 ans) reçoivent des soins à l'hôpital Zahraoui de M'sila. Une enquête a été aussitôt ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de l'accident.

Les services de la Protection civile de Djelfa sont parvenus à secourir quatre personnes qui étaient à bord de deux véhicules touristiques emportés par les crues de deux oueds, alors qu'une cinquième victime qui était recherchée, a été repêchée morte dans l'après-midi a-t-on appris, hier, auprès de ces services.

Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la région ont été à l'origine du débordement des oueds Ettarous et El Fercha, sur l'axe de la rou-

te nationale RN01, au niveau de la commune d'El Keddidi, a-t-on ajouté de même source, précisant que les deux véhicules touristiques ont été submergés et emportés par les crues de ces oueds.

Les éléments de la Protection civile des deux unités secondaires de Charef et El Idriissia et ceux de l'unité centrale du chef-lieu de la wilaya ont transféré les personnes repêchées, dont une femme, vers l'hôpital d'El Gueddid pour y recevoir les soins nécessaires.

OFFICE PUBLIC : MAITRE BENHAMED ABDELLATIF
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL DE TLEMCCEN
BT - B N° 09 RESIDENCE EL-BAHDJA - IMAMA - TLEMCCEN
TEL & FAX : 043-21-34-95

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le Commissaire-priseur met en vente, aux enchères publiques verbales et soumissions cachetées, de divers matériels, appartenant à l'APC TLEMCCEN.

LE MARDI 22 OCTOBRE 2013

A 09 HEURES 30 MN AU PARC COMMUNAL ZONE INDUSTRIELLE TLEMCCEN

N°	DESIGNATION	TYPE	SERIE	IMMAT
01	Machine à goudron CAFL ERMONT	1234	7196-6282	
02	Camion Frigo RENAULT SM8	SM813M130S	7741175S	5385-282-13
03	Camion HINO	ZM 802	12033	6886-284-13
04	Camion TOYOTA	BU30	74078	6553-281-13
05	HYUNDAI ACCENT	KMHVE21NP	4529456	990-199-13
06	Daewoo ESPERO			158-196-13
07	Rétro Chargeur	ENMTP	R0065	041-0654-13
08	Chargeur FIAT ALLIS	345B	129003455	
09	Lot de Compresseur de Pompe à eau			
10	V.P. DAEWOO LANOS	KLATF484E	WB269970	689-198-13
11	V.P. HYUNDAI ACCENT	KMHVF21NP	XU529456	990-199-13
12	V.P. DAEWOO ESPERO	KLAJF19V1	VB187231	158-197-13
13	V.P. DACIA			
14	V.P. PARTNER			159-197-13
15	Clark MAL ENMTP CCE	17883332	3029847	051-0431-13
16	Camion TOYOTA	BU 65 LD	906198	1013-292-13
17	Camion TOYOTA	BU 65 LD	906472	1017-292-13
18	Camion TOYOTA	BU 65 LD	906309	1016-292-13
19	Camion TOYOTA	BU 65 LD	905229	1982-292-13
20	Camion ISUZU	NPR66	NNANPR66L02020061	86-204-13
21	Camion ISUZU	NPR66	NNANPR66L02019197	87-204-13
22	Camion RENAULT	JP 13	011376	6885-284-13
23	Dumper	2104 E 50-133		
24	Dumper	2104 E 50-433		
25	Compresseur			
26	Pelle JCB			

CONDITIONS DE VENTE :

- Vente sans garantie.
- Tout adjudicataire est soumis à l'application du décret exécutif 33/97.
- Le matériel est visible à l'adresse sus indiquée à partir de la date de la parution au journal.
- Les soumissions timbrées à 40 DA devront être déposées au bureau du Commissaire-priseur munies de la photocopie de la CIN.
- Les soumissionnaires peuvent déposer l'équivalent de 20% de l'offre au bureau du Commissaire-priseur au plus tard la veille de la vente contre une Quittance.
- Versement 20% non remboursable en cas de désistement.
- Enlèvement se fera au plus tard 08 jours après la vente.
- L'adjudicataire est réputé connaître le matériel et aucune réclamation n'est recevable à ce sujet.
- Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'office du Commissaire-priseur.

Le Commissaire-priseur



AVIS

À Mesdames et Messieurs les Opérateurs dans le Domaine de la Préparation de l'Alimentation Humaine

Dans le cadre de la préservation de la santé publique et suite à la prolifération du phénomène de l'obésité parmi les consommateurs de différents âges, surtout les enfants et les femmes, ainsi que les malades porteurs de maladies chroniques (Diabète, hypertension, cholestérol, maladies cardiovasculaires, cancer...etc.), la Fédération des associations de protection des consommateurs appelle l'ensemble des opérateurs dans le domaine de la préparation des aliments, de procéder à la révision de la liste des composants et intervenir dans l'allègement des aliments préparés en matière de réduction du taux de l'huile et graisse, sucre et féculents y compris, le sel d'une façon graduelle. Une action est à développer chez le consommateur algérien pour s'habituer à consommer les produits allégés en utilisant tous les moyens de publicité, ainsi que l'utilisation des emballages innovants, pour éliminer ou réduire le taux d'incorporation des conservateurs et des colorants conformément au décret exécutif n°12-214 du 15 Mai 2012 fixant les conditions et les modalités d'utilisation des additifs alimentaires.

Par ailleurs, nous vous informons que nous organiserons durant le premier semestre de l'année prochaine un concours national pour la sélection des meilleurs produits et services qui obéissent aux normes de la santé et de la sécurité du consommateur.

Enfin, et pour mieux s'informer sur ce sujet, prière nous contacter par

Email ou par téléphone aux numéros indiqués ci-dessous :

Adresse : Route nationale N°5, Bab Ezzouar – Alger.

N° téléphone/Fax : 021.24.57.17

N° portable : 0661.20.18.63

N° vert : 3000

E-mail : federation16@yahoo.fr

Président de la Fédération
M .Zaki HARIZ



Société de Bâtiment, Travaux Publics et Hydrauliques

BP 11M, ZONE INDUSTRIELLE DE SIDI BEL ABBES – 22000

RECRUTE

01 CUISINIER

- * Expérience : 10 ans et plus
- * Lieu de résidence : Sidi Bel Abbés.

Appeler au : 048 56 76 52

ou se présenter directement à l'adresse suivante :

09, Rue Salim BENTABET
Hai Madina Mounaouara
SIDI BEL ABBES

OFFICE PUBLIC DE MAÎTRE DERBAL AMEUR
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL SIDI BEL ABBES
3, AVENUE TAIB IBRAHIM CHERIFA - SIDI BEL ABBES -
Tél : 05.56.10.20.58

Avis de Vente aux Enchères Publiques Avec Admission de Soumissions Cachetées

Le 21/10/2013 à 10 h 30

- ORAVIO unité aliment de bétail Sidi Brahim.
- Lot N° 01 : Camion SONACOME B230 Imm : 501.281.22.
- Lot N° 02 : S/L1 Camion SONACOME B230 Imm : 502.281.22.
- Lot N° 02 : S/L2 Chariot élévateur Balkancar 2,5 T. N° de série : 05378 sans carte grise (carcasse).
- Lot N° 03 : Camion SONACOME TB 260 Imm : 00016-587-22
- Lot N° 04 : Camion SONACOME TB 230 Imm : 00026-578-22.
- Lot N° 05 : Un lot de Pièces de rechanges :
1- SONACOME. 2 - HINO. 3 - BERLIET. 4 - TOYOTA. 5 - Chariot élévateur BALKANCAR.
6 - FIAT 128. 7 - Estafette. 8 - Volkswagen. 9 - Pièces de rechanges usine (voir liste).
- Conditions de vente : Voir cahier des charges.

Commissaire-priseur
Maître Derbal Ameur

PENSÉE

Hadja Fatima OUAHCINE née OUSDI

Cela fait 10 ans que tu nous as quittés très chère « Mamaya » : « EL-KHALDIA » en laissant un grand vide derrière toi. Toi, qui chérissais et unissais tout le monde. Ton sourire ne nous a jamais quittés ; ton humour, ta bonté, ta générosité, ton sacrifice et ton dévouement pour nous demeurent gravés dans nos cœurs.
Repose en paix « Mamaya » dans Son Vaste Paradis.
Nous t'aimons toujours et pour l'éternité.

الله يرحمك يا ست الحبايب

Tes petits-enfants : Houyam - Louaye - Sidi-Mohamed



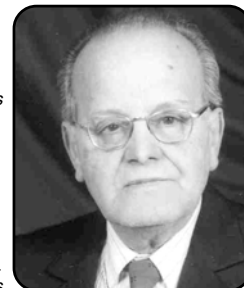
PENSÉE

Cela fait une année que nous avons perdu notre cher père
Dr TERKI HASSAINE TEDJINI.

Un père exceptionnel, il nous a tout appris nous lui devons tout ; les habitants de Tlemcen l'ont tous connu comme un médecin dévoué, probe, juste et d'une générosité rare.

Ba, tu nous manques terriblement, nous avons toujours besoin de tes conseils, de ta forte présence ; mais nous nous soumettons à La Volonté de Dieu Le Tout-puissant.

Nous demandons à tous ceux qui ont connu, apprécié, aimé cet homme d'exception de lire la Fatiha à sa mémoire.
Que Dieu lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.
Son épouse et ses enfants



Ouassinia Asfar

Vous propose
vacances de fin d'année

Andalousie
Grenade, Séville, Cordoba
Catalonia
Barcelone
Demi-pention
Hôtel 3, 4 et 5 étoiles
Appartement
Visa Exigé

76, Av. St-Eugène, Oran-Algérie

Tél.: +213 (0) 41 284 952

Mob.: +213 (0) 550 90 17 97

+213 (0) 560 064 615

+213 (0) 550 90 17 95

E-mail: ouassiniaassfar@yahoo.fr

Importante Société Privée basée à Sétif Met en vente :

Un lot d'accessoires pour
Menuiserie en PVC de marque
« FERCO ». Le lot comporte
« Paumelles Porte, Crémone
OF1 - OF2, Fenêtres
Coulissantes, Vasistas
et des Kits complets OB1 -
OB2 - VR ».

Les personnes intéressées
peuvent nous contacter
par téléphone au :
0555 06 83 39

Parmi les baromètres scrutés, avec attention, par les patrons, pour connaître la bonne santé de leur entreprise, il y a, bien évidemment, le taux d'absentéisme des salariés. Mais, derrière ce fléau, s'en cache un autre, encore plus nocif, le présentéisme.

Le service public et le «présentéisme»

Par Cherif Ali

S l'absentéisme est un phénomène bien connu et relativement bien mesuré, le présentéisme ne fait pas encore l'objet d'une grande attention. Après avoir combattu l'absentéisme, avec ferveur dans les dernières années, les gestionnaires devaient, maintenant, se consacrer à son autre pendant, le présentéisme.

En Algérie, on ne s'intéresse pas du tout, ou pas encore, à ce problème et partant, on a cumulé beaucoup de retard à ce niveau.

Or, il existe, bel et bien, dans nos usines où il est largement répandu, celles, du moins, qui sont encore productives, et il a piri racine dans nos administrations, même les plus reculées, où le minimum de service public n'est pas assuré, par la faute de préposés, pourtant bien présents sur leurs lieux de travail, voire, le plus souvent, en surnombre même.

Regardez, par exemple, nos postes ou nos mairies et les chaînes interminables constituées sur un seul guichet fonctionnel, pendant que des agents d'autres guichets " fermés ", par qui et pourquoi, baillent aux corneilles et se roulent les pouces, à croire qu'ils sont étrangers aux lieux.

Si, on interrogeait les algériens, sur un panel, par exemple, de 100 personnes, "êtes-vous satisfaits des services publics et est-ce que vous avez été victimes de la bureaucratie?", leur réponse serait oui, à 100%!

Et divine surprise, le président de la République lorsqu'il a décidé d'opérer le remaniement ministériel, avait déjà conscience de la nécessité de " faire quelque chose " pour le service public. Il a décidé de la création d'un ministère, placé auprès du premier ministre, pour prendre en charge la réforme du service public, lequel service public n'est plus ce qu'il était, de l'aveu de la majorité des algériens.

Ça sera un " ministère transversal " qui se nourrirait des propositions qui seront portées par les départements ministériels et les institutions concernées, a affirmé Abdelmalek Sellal, lors de la cérémonie d'installation du nouveau ministre.

Alors, Monsieur le ministre chargé de la réforme du service public, j'ai un dossier pour vous.

Ignorer la problématique du présentéisme, c'est le meilleur moyen de faire progresser la bureaucratie et d'exacerber l'impatience des administrés.

Doit-on continuer à aller au travail pour le meilleur et pour le pire et être au boulot physiquement et non pas moralement ?

C'est ça qui définit ce fléau :

- L'employé se présente au travail, alors qu'il n'est

pas apte (psychologiquement ou physiologiquement) à travailler.

- Il est présent physiquement, dans l'entreprise, au bureau, voire même derrière son guichet, mais avec toutes les traductions du désengagement du salarié ou du collaborateur, dans le projet de l'entreprise, ou le programme tracé par sa hiérarchie, ce qui peut entraîner, négligences ou erreurs.

Expliqué autrement, on peut dire que le présentéisme est une omission de s'absenter, alors qu'on aurait une bonne raison de le faire.

Plusieurs exemples pour illustrer cette affirmation: 1. Celui qui a mis cinq années à trouver un emploi, même fortement enrhumé, vient travailler. Ses motivations sont nombreuses :

- peur d'une sanction
- peur du remplacement
- refus de voir son revenu baisser
- sentiment d'être indispensable

Des chercheurs américains ont voulu savoir, par exemple, si ces travailleurs " au nez bouché " -ponctuellement moins productifs- apportaient, malgré tout, quelque chose à l'entreprise, en se penchant sur le cas de 375 000 salariés. Résultat : un salarié malade et présent, ne rapporte rien, au contraire, il coûte plus cher, car il est moins concentré sur la tâche et fait perdre du temps à ses collègues et à son employeur...sans compter le risque de contamination qu'il peut provoquer dans son sillage.

Cette étude, publiée en 2004, démontre que le présentéisme coûte, minimalement, deux à trois fois plus cher que l'absentéisme :

- ✓ quand le salarié est présent, c'est l'entreprise qui le paie, en salaire, mais quand il est absent, pour cause de maladie, c'est la sécurité sociale qui lui verse ses indemnités.
 - ✓ quand il est absent, sans motif, c'est des jours de carence qui ne lui sont pas payés.
 - ✓ Le phénomène est à ce point généralisé, pour qu'on considère qu'il y a plus de travailleurs malades au travail, qu'à la maison.
2. Le travailleur, présent mais non performant, a qui on demandait d'être polyvalent, c'est-à-dire interchangeable et par extension, anonyme. Il perd l'attachement à son travail, il n'est plus productif et son présentéisme, de son point de vue, n'aura pas d'impact sur l'entreprise ou l'administration dont il relève.
3. L'employé à qui on n'a pas assigné des tâches bien définies et qui " se roule les pouces jusqu'à la sortie ", " c'est la faute au chef, dit-il, il ne m'a pas donné de travail ".

En Algérie, loin de toutes ces préoccupations, on s'entête encore, dans les administrations, ministères et autres collectivités locales, à voir le problème à l'envers, parce que l'on pense, encore, que le présentéisme c'est le fait d'être au boulot, donc à l'in-

verse de l'absentéisme. On pense avoir réglé le problème grâce à la pointeuse ou à la feuille d'émargement. Erreur! On est vraiment rivos sur l'absentéisme et ce qu'il faut éviter, c'est que des mesures destinées à l'éradiquer, qui sont parfois simples, entraînent une augmentation du présentéisme.

Ainsi, une autre étude menée dès 2009, au Royaume-Uni, a estimé que les jours perdus, attribués au présentéisme, étaient 1,5 fois plus importants que ceux imputés à l'absentéisme.

En Algérie, les absences et les horaires laxistes sont remarqués et négativement notés et pointés. A l'inverse, la présence est d'autant louée, qu'elle dépasse, le plus souvent, les normes exigées et paradoxalement, on ne fait pas rimer absence avec constance (dans la production ou sur les idées).

Etre encore, à son poste à 20 heures est un signe d'abnégation et de forte implication dans son travail. Peu importe que la productivité de l'individu concerné n'ait pas été au top durant la journée.

4. L'instituteur qui n'a pas préparé sa leçon et qui demande à un élève de surveiller la classe pendant que lui, bien présent pourtant, papote avec un collègue ou discute au téléphone.

En réalité, le présentéisme est loin d'être souhaitable, car, en définitive, il est ravageur :

- qu'il soit le fait de salariés malades qui viennent travailler alors qu'ils feraient mieux de rester chez eux, pour se soigner,
- ou de fonctionnaires zélés qui demeurent au bureau plus que ce qui serait, strictement, nécessaire, parce que, pensent-ils, leur carrière l'exige, comme sont enclins à le penser, tous ces jeunes, frais émoulus, énarques.

Or, un salarié " présent ", en apparence seulement, dégrade la productivité d'une équipe, il finit par pêcher par manque de concentration et son travail est à refaire. De plus, les coûts liés au présentéisme, climatisation, chauffage, téléphone, internet etc, sont difficilement supportables et grèvent, conséquemment, le budget de l'employeur.

Plus encore et cet exemple nous vient de la haute administration où certains chefs, obligés d'être présents au-delà de l'horaire légal, après une injonction ferme de leur nouveau, mais néanmoins dynamique ministre, n'avaient plus de nerfs et s'avèreraient, en définitive, incapables de diriger un staff ou une équipe, sans humerlements, insultes, humiliations, chantages, vexations... Tout cela, parce que ces messieurs avaient besoin de se défouler et qu'ils n'avaient plus aucun recul. Ces personnes représenteraient et représentent, assurément, un vrai danger psycho-social pour leurs subordonnés qui " sont au boulot, sans y être ! " Ces derniers, oisifs par devers-eux, ont d'ailleurs le sentiment qu'on leur a infligé des "heures de colle " com-

me dans les années du lycée.

Dans l'entreprise, l'idée qui prospère dans le milieu des cadres est celle qui les définit comme ceux qui ne pointent pas, qui n'ont pas d'horaires fixes, qui toucheraient un bon salaire..., et qui éteignent les lumières en partant.

Le seul pays, en fait, où cette notion est présente, c'est le Japon où le cadre sort, dans les deux sens du terme, avec ses collègues de travail.

Ailleurs, et aussi surprenant que cela puisse apparaître, les champions des jours congés sont les pays nordiques ; rester au travail au-delà de 18h ou 19h, c'est mal vu, c'est louche.

Ce serait, plutôt révélateur de votre manque d'équilibre. On vous dira que vous négligez, soit votre couple, soit vos enfants et ce n'est pas très sain, y compris pour l'entreprise.

Dernier exemple, pour en finir avec ces explications du présentéisme, qui peut pervertir le monde de l'entreprise ou l'ambiance du bureau, on ne le répètera jamais assez, quand vous récompensez quelqu'un, qui ne fait rien, qui n'a rien prouvé, au seul motif qu'il est le fils de ou la sœur de, cela ne peut aboutir qu'à la démotivation des troupes qui viennent, ainsi, renforcer l'armée des présentéistes, démunie de feuille de route, qui vient pour " tuer le temps ", comme elle peut.

Que dire, également, des cadres de plus de 60 ans, qui restent en poste, malgré tout, parce qu'ils font partie de la clientèle du régime. J'y reviendrais. Pourquoi, amis lecteurs, je vous ai proposé ce sujet maintenant.

Je vous ai donné une première explication qui a trait à la méconnaissance de ce fléau ici en Algérie.

La deuxième raison tient du discours de notre premier ministre, Abdelmalek Sellal qui n'a de cesse d'affirmer, dans toutes les wilayas qu'il visite, " qu'il est temps de passer à la vitesse supérieure, de diversifier notre économie et de ne plus compter sur les hydrocarbures qui ne sont pas pérennes! " Le salut, a-t-il dit en de nombreuses circonstances, réside dans l'investissement productif créateur de richesses et d'emploi".

Quid de la ressource humaine, de la formation, du recyclage, de la mise à niveau des personnels ? Ne sont-ce pas là les fondements de l'économie moderne basée avant tout sur l'humain ?

Alors, pour coller à notre thématique présente, il faut faire en sorte que la qualité de vie au travail soit meilleure et qu'on revioie les choses depuis le commencement.

Et en l'état, l'ambiance au travail avec cette " circulation des 60 ans qui doivent être débarqués, sans aucune autre forme de procès, de leurs postes ", je ne vous dis pas les dégâts ! Franchement, peut-on faire l'économie de l'expertise de certains de ces cadres ? Et puis entre nous, depuis quand une instruction, même émanant du premier ministre, efface des dispositions réglementaires édictées par un décret ? Bref, passons.

Améliorer la qualité de vie au travail, disais-je, et comme le préconisent les spécialistes :

- faire un effort personnel, un travail sur soi donc, pour augmenter le plaisir d'être au travail, comme l'auto-motivation, la recherche de sens, l'augmentation de l'estime de soi.
- Permettre à chacun, selon ses capacités, d'accéder, en toute équité, sans piston, à des formations qualifiantes et qualifiantes, destinées précisément, à faire prendre conscience des leviers de toutes les aptitudes telles que décrites supra.

Monsieur le Ministre chargé de la réforme du service public, j'ai donc un dossier pour vous. Je n'ai pas la prétention, loin s'en faut, de vous dire ce que vous devez faire. Je vous rappelle, simplement et très modestement, qu'il n'y a pas de solutions aux problèmes de l'entreprise et de l'administration, en général, sans la résolution de cette équation : " Absentéisme-Présentéisme-rentabilité ".

C'est ce qui va, à mon sens, vous permettre de faire étalage de toutes vos compétences, et au pays d'en faire bénéficier le pays.

Rappelez-vous, cependant, et surtout gardez en mémoire cette sortie du Président de la République qui a dit, un jour, à propos de l'emploi des jeunes : " ils veulent tous être gardiens et agents de sécurité, pour dormir la nuit et entreprendre un autre job le jour ! " présentéisme, vous disais-je, présentéisme, c'est un vrai fléau, à prendre absolument en compte !

La presse a rendu compte, ces derniers jours, de la réaction des walis, saisis par leur tutelle, aux fins d'installation de commissions chargées de réfléchir sur la réhabilitation des services publics administratifs relevant des collectivités locales.

On a appris aussi, qu'un premier rapport comprenant tous les éléments relatifs à l'accueil et à la prise en charge des citoyens et leurs problèmes, à l'information et à l'orientation des usagers de l'administration, à l'allègement des procédures, à l'amélioration de l'encadrement humain et à l'état des services et institutions publiques, sera établi avant le 10 octobre 2013 et atterrira, très certainement, sur le bureau de Tayeb Belaïz, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales. Vous hériterez, fatalement, " de la patate chaude " car vous êtes à la tête d'un " ministère transversal " comme l'a affirmé Abdelmalek Sellal.

Et là je vous le dis, sans ambages, en vous livrant mes craintes : ce rapport là risque d'être un " remake " d'un ancien rapport qui sera " dépoussiéré " pour la circonstance; il portera le titre ronflant de " bonne gouvernance " qui a été, par le passé, tant et tant galvaudé, sans suite probante. C'est comme du sable qui vous glisse entre les doigts, il n'en restera que quelques recommandations, aussi plates que redondantes, qui seront vite remises dans les tiroirs.

Donc, le risque du «déjà-vu» et du «déjà-entendu» n'est pas à écarter.

Alors, monsieur le ministre chargé de la réforme du service public, autant plancher sur le «présentéisme», c'est le dossier que je vous propose.

Pauvres administrés que nous sommes

Par Baghdad Mohammed

Q uoique vous fassiez, quoique vous preniez comme précautions, quoique vous envisagiez, quoique vous tentiez de l'esquiver, quoique vous essayez de l'amadouer, quoique vous seriez en situation réglementaire, elle ne vous lâcherait pas si elle vous attraperait entre ses tenailles, elle vous mettrait ko avant d'essayer de lui échapper, elle vous épinglerait à son tableau de chasse tel un beau trophée, elle vous aurait au tournant si jamais vous risqueriez de tomber entre ses mortelles griffes. Elle vous abattrait d'un coup de massue à vous envoyer voir les mauvaises étoiles dont vous vous souviendrez très longtemps avant de quitter ce monde. Attention donc à celui qui oserait la défier.

Elle, l'incontournable, l'indéniable, la puissante, qui sans elle vous êtes bloqués jusqu'à ce qu'elle daigne vous entrouvrir enfin ses portes blindées après d'incessants va-et-vient malgré que vous cherchiez à bénéficier d'un coup de pouce pour vous faire délivrer le papier nécessaire, l'emploi ou la fonction désirée, l'air complètement essoufflé mais enfin bienheureux, après un parcours digne d'un combattant dans une jungle infectée de carnassiers.

Attention, vous ne seriez pas au bout de vos peines ! Mais c'est qui elle ? Celle qui est décrite tel un ogre qui bouffe tout sur son infernal passage. Sans doute, à la lecture de cette description

plus ou moins succincte, vous avez une idée sur elle, sur son immense poids et son pouvoir illimité. On n'arrête pas de parler d'elle qu'on évoque tous les jours en chaque coin de discussions en mimant au bout des lèvres ou en cachette. Elle n'arrête pas de faire presque tout le temps la une des journaux, pas en héroïne mais en un mur muet qui se dresse à votre figure lorsque vous l'abordez. Elle est aussi décrite autant par les administrés que par les formations politiques. Lors des échéances électorales. Elle s'est érigée en un véritable système qui permet à certains de l'utiliser à profusion pour accéder aux différents sésames et pouvoirs dans le pays.

Pendant le mois sacré du Ramadhan, elle deviendrait plus pire en tournant au ralenti et en somnolant toute la journée. Au lieu que les administrateurs rejoignent avant à 9h pile leurs bureaux, ce n'est que vers 9h30mn qu'ils commencent enfin à se réveiller lentement de leur long sommeil alors que l'administré qui se présenterait le jour de réception bien avant l'ouverture des grilles, resterait longtemps à moisir avant qu'on daignerait enfin lui ouvrir les portes et le recevoir. Et quel accueil désagréable à celui qui se présente le premier au matin ! Malheur à celui qui oublierait un papier, il tomberait immédiatement dans son piège en lui demandant de revenir la prochaine fois avec le document omis. Et rebelote à l'infini.

A la rentrée des portes, c'est le planton qui vous renvoie en vous posant de tas de questions jusqu'à terminer par vous décourager. C'est le premier difficile obstacle à affronter même si vous

feinterez de ne pas l'apercevoir et l'ignorer. Il a de l'expérience l'œil très vigilant. Il ne vous rateait pas en visant bien la personne ciblée. Il hume sa victime à cent mètres à la ronde. Il ne lâcherait jamais sa proie surtout s'il sentirait qu'elle est désarmée devant son inlassable questionnaire. Vous vous dites : ouf ! Je l'ai échappé belle. Une fois à l'intérieur, vous êtes trimbalés de bureau en bureau sans savoir où se donner la tête avec un service d'information des plus déplorables dont on ne sait pas s'il est fait exprès. Après avoir été lessivés de tous les bords, vous vous résignez à abandonner la partie pour espérer avoir de la chance en revenant le lendemain car celui qui pourrait régler votre situation est en mission indéfinie. Son remplaçant n'est pas là pour signer, il sert juste de remplissage du siège avec la responsabilité et l'honneur en moins. Il faut attendre que le patron revienne pour opposer sa signature comme le messie.

Avant de voir le directeur, il faut subir l'incroyable enquête de la secrétaire qui fait la pluie et le temps. Elle est devenue par la force des choses et l'usurpation des prérogatives la directrice bis ou l'adjointe sans pour autant figurer dans un décret. Vous avez enfin et après de multiples tentatives le grand privilège d'accéder à l'immense bureau du patron tout en étant ébloui par l'immobilier et le faste dans lequel il baigne dans son royaume secret. Une fois à l'intérieur, vous pouvez s'attendre à toutes les surprises et tous les supplices. Cela dépendrait de plusieurs facteurs et de l'humeur du moment. C'est la roue de l'infortune ou la fortune à l'algérienne.

«Alors que le totalitarisme liquide tout ennemi intérieur ou pulvérise tout début d'action de sa part, grâce à des moyens simples et infaillibles, puisque antidémocratiques, la démocratie aura peut-être été dans l'histoire un accident, une brève parenthèse, qui sous nos yeux se referme.» (Revel)

■ L'Algérie, du terminus au terminus

Par Mimi Massiva

Au terminus, on rencontre ceux qui viennent d'arriver et ceux qui attendent. On peut toujours rêver à l'éloquence du vide quand le train repart sans nous. Depuis plus d'un demi-siècle l'Algérie attend au quai telle une princesse guettant son prince charmant. Elle ne voit pas ses cheveux blanchir ses rides se multiplier ses muscles s'atrophier, sa vue qui baisse et sa cervelle qui se détraque. L'Algérie ne fait plus rêver et sa beauté n'est plus concentrée que dans les déchets de sa préhistoire, cet or noir dont l'envolée du prix assure la mangeaille et les comptes en Suisse. Dans son livre " La Suisse l'Or et les Morts ", Jean Ziegler écrit : " Sans les banquiers suisses, la Deuxième Guerre mondiale aurait été terminée plus tôt et des centaines de milliers d'êtres humains auraient eu la vie sauve.

Ils ont fourni des milliards de francs suisses à Hitler, lui permettant d'acheter sur le marché mondial les matières premières stratégiques dont il avait besoin. Les profits astronomiques de la guerre ont ensuite fondé la puissance mondiale de la place financière helvétique. " Sans les banquiers suisses, on aurait pu construire des hôpitaux pour les enfants cancéreux, des classes avec 30 élèves, des poubelles plus grandes pour nos déchets, des administrations accueillantes efficaces, des élus pour de vrai, des jeunes zen des vieux cool et des enfants qui gazouillent sans brailler. On aurait économisé, en reprenant les mots du grand sociologue, des centaines de milliers de morts, des millions d'expatriés et des dizaines de millions de zombies. Dans le plus célèbre livre arabe après le Coran, les Mille et une Nuits, on peut lire : " Ce qui ap-

partient au maître est défendu à l'esclave. " Dans nos familles, le cadet doit respecter l'ainé, la femme l'homme, le pauvre le riche, l'aveugle le borgne etc. Sauf que le respect ne sait pas se décréter, il se veut mérite, il appelle à la réciprocité même apparente. C'est un sentiment dangereux à imposer. En Amérique, Obama se laisse paralyser pour une assurance-santé par la minorité radicale du Tea Party tandis que près de 40 millions d'Algériens sont paralysés par la mauvaise santé de leur Raïs. Les gens censés profiter de la loi ! " Obamacare " c'est-à-dire 17% des Américains avouent ne rien comprendre au bonus à 52 % et plus des 2/3 redoutent ses " effets secondaires ", les subprimes, ces crédits pourris sont passés par là. Même méfiance de la part des gens censés profiter de la mauvaise santé de Bouteflika, ils préfèrent le mandat à vie jusqu'à la mort du cœur et du cerveau. Aux USA, les statistiques ont révélé qu'en 2040 les blancs ne seront plus majoritaires, ils passeront sous la barre des 50%, c'est la panique.

Les hispaniques à la couleur indéfinissable ont fait deux fois la victoire du président métais qui se dit entièrement noir. Tristes politiciens qui surfent sur la pigmentation de la peau pour se faire élire. Tandis qu'en Algérie, tous bronzés et inconnus des sondages, on a peur que la décennie noire ne revienne au galop comme le naturel si on osait crier " barakat ! ". Dans le livre, Histoire des Sultans de Touggourt (Editions Grand-Alger Livres) de L. Charles Féraud, on peut lire dans une lettre d'un Arabe saharien au gouverneur général d'Alger : " ...Si toutefois, ô Sultan, on me reprochait les meurtres que j'ai commis, on aurait tort, parce que ce sont des événements qui se sont accomplis par la volonté de Dieu. C'est, chez nous une habitude de faire traditionnelle ; car, selon l'usage de nos aïeux, nul d'entre eux ne devenait Sultan de notre contrée autrement que par le

meurtre... " Alors chercher un remplaçant à Bouteflika c'est comme chercher un Martien sur la lune. Tous les candidats préfèrent le hara-kiri pour épargner à l'irremplaçable de se salir les mains. Malgré le temps écoulé, le vampirisme a changé de méthode, élargi sa cible vers le bas et raffole toujours de globules rouges. Dans un article " The terrorist who would not die "(Le terroriste qui ne voulait pas mourir), le site anglophone spécialiste des questions militaires, sécuritaires et stratégiques, Strategypage.com, on peut lire : " L'Algérie sera toujours proie d'instabilité, tant que reste en place, cette dictature impopulaire... cette exploitation passe notamment par la falsification des élections et la mise en place d'un appareil sécuritaire efficacement violeur des droits de l'homme...les forces de sécurité ont réussi à mettre au pas les réseaux extrémistes sans vouloir nullement les détruire." Même Bamako magnanime se contente d'affirmer que l'Algérie est la cause et le remède de ses malheurs. Quand le budget de l'armée algérienne est 30 fois supérieur à celui du Mali, notre pays est bien le remède. La raison du plus fort n'est pas seulement la meilleure, monsieur La Fontaine, elle est la seule... Face à la caméra, une victime du blocage budgétaire américain n'a pu cacher sa fragilité : " Avant je vivais le jour le jour, maintenant je ne sais pas quoi faire ? " " Avant, les bombes éclatées partout, maintenant au moins elles sont confinées dans le triangle des Bermudes qu'est devenue la Kabylie. " pourrait répliquer une victime algérienne. Mais l'Amérique n'est pas l'Algérie, au pire le pays de l'oncle Sam même malade peut se défaire de ses Etats, se scinder en deux pour séparer les démocrates des républicains.

Ce phénomène n'est pas nouveau dans l'histoire de l'humanité. Comme les couples, les populations divorcent. Mais quand un Obama se met à singer les dictateurs arabes en affirmant haut et fort qu' " il ne cédera pas ", quand en même temps un Merzouki s'exprime en moine tibétain sur les plateaux d'Al Jazeera, on se dit que si ces deux-là pouvaient échanger leur fauteuil, le monde fatigué des " je ne cède pas " pourrait céder un peu afin de comparer. Certes Obama n'est pas Franklin, ce Père fondateur des USA, cet autodidacte de génie qui affirmait que sans liberté de pensée il ne peut y avoir de sagesse et qui unifiait en ces termes : " Oui, nous devons tous nous serrer les coudes, si nous ne voulons pas qu'on nous serre le cou à chacun séparément. " Et en pleine guerre, il est allé jusqu'à remplacer les mots " poudre à fusil " par " grain " et " canon " par " pompe à incendie ". Chez nous, les Franklin ont trépassé dans l'œuf pour qu'on puisse hériter d'une Indépendance-mirage et d'une Constitution-kleenex. Pour qu'on puisse être momifiés, gouvernés par des spectres qui vérifient notre bandage et alimente notre terreur. Va-t-on vers un scénario à la soudanaise ou à l'irakienne ? Mais on y est déjà dans la réalité, dans l'informel. La masse est livrée à elle-même dans des camps de concentration que

l'Unique et ses clones montrent en Club Med. La pire partition n'est-elle pas celle qu'aucune carte ne mentionne ? À Paris, un sans-papiers algérien peut travailler en noir s'il échappe au naufrage, être régularisé un jour s'il ne fait pas trop de bêtises, mais un chômeur à Ouargla n'a aucune chance de bosser en noir à Hassi-Messaoud. Aucune chance aussi pour un Algérien quelque soit ses capacités d'accéder un jour à n'importe quel poste de responsabilité s'il ne rentre pas dans le moule de la conciergerie du sérail et talonné par l'espion de service. L'Algérie se morcelle en îlots inaccessibles dans l'indifférence totale. Le seul privilège du zombie c'est qu'il n'a plus la migraine avec la désertion de la pensée. Partir où ? Partir comment ? Émigration officielle ou pas, nombreuses sont les conditions à respecter. Nos clandestins sont généralement des hommes jeunes en bonne santé et ayant les moyens de payer leur passeur avec l'équivalent d'une année de salaire d'un cadre. Seulement, ils ne savent pas nager. En Algérie, l'accès à une mer sécurisante est devenu de plus en plus compliqué, les piscines pratiquement inexistantes et la natation absente du programme scolaire. Les naufragés de Lampedusa ne seront pas les derniers, à défaut d'ouvrir ses portes à la misère du monde, l'Europe indignée compatissante finira son deuil comme d'habitude en étalant un tapis au-dessus du trou. Pourtant on ne voit qu'une seule solution pour qu'elle économise ses beaux cerceaux lustrés. Il est urgent qu'elle s'interroge sur l'énigme de ces envahisseurs d'un nouveau genre alors que l'Afrique en général et l'Algérie en particulier possèdent des richesses naturelles à faire fantasmer toutes les destinations. Il faudrait que les présidents européens oublient un moment leur élection les valises à billets et aient le courage d'affronter les oligarchies africaines qui sèment la ruine la misère les génocides pour se maintenir au pouvoir indéfiniment. Il y va de la survie de deux continents.

C'est en franchissant la ligne rouge dans les sanctions contre l'Allemagne après la Première Guerre Mondiale que l'Europe a causé la Deuxième Guerre Mondiale.

La seule façon d'aider un réfugié c'est justement d'éviter d'en faire un. A l'ère des satellites tournant à la queue leu-leu autour de la planète, à l'ère de l'homme-cobaye, les grands de ce monde savent comment stabiliser déstabiliser un pays. Seulement comme ils sont de plus en plus bêtes, de plus en plus inconscients et narcissiques, ils jouent plus à Bush II qu'à l'abbé Pierre ignorant que si l'instabilité se déclenche facilement, son contrôle l'est beaucoup moins. Quant à la stabilité, c'est " l'élément le plus fragile de la condition humaine. " disait John Saul dans Les Bâtards de Voltaire. Pour l'Algérie du terminus au terminus, le chaos c'est tous ces idiots qui ne se reconnaissent pas dans le duo système -clergé qui s'en vantent, qui veulent s'exprimer dans un espace public qu'ils rêvent de créer. Elle se retrouve donc stable grâce à son instabilité.

■ Le double péril d'un pèlerinage à haut risque

Par Abderrezak Bouchama

Dans une semaine débutera un pèlerinage sur lequel plane la menace d'un virus jusque-là inconnu de l'homme. Ce virus de la famille des coronavirus est très proche de ceux retrouvés chez la chauve-souris. Ce virus provoque une infection respiratoire dont les manifestations varient de la simple toux et de la fièvre jusqu'à la pneumonie mortelle. Depuis sa découverte chez un homme de 60 ans à Djeddah en juin 2012, 135 personnes ont été infectées, dont 58 en sont mortes. La majorité des cas (117) ont été observés en Arabie Saoudite, et le reste en Jordanie, au Qatar et aux Emirats Arabes Unis, ce qui a conduit à sa dénomination de MERS CoV infection (Middle East Respiratory Syndrome Coronavirus infection). Bien que la transmission interhumaine soit établie, les autres modes de transmission, particulièrement à partir d'animaux domestiques ou sauvages, restent inconnus. Parmi les animaux testés jusque-là, des techniques indirectes

basées sur la mesure d'anticorps dirigés contre ce virus, seuls les chameaux semblent avoir été au contact de ce virus. Mais cela reste insuffisant à expliquer comment ce virus est arrivé, probablement de la chauve-souris jusqu'à l'homme, et pourquoi a-t-il émergé en Arabie Saoudite ? Les médicaments antiviraux disponibles ne sont pas efficaces contre ce virus.

C'est dans ce contexte lourd d'une menace, encore mal cernée, que plus de 2 millions de pèlerins dont des milliers de nos compatriotes commencent à débarquer en Arabie Saoudite. Les autorités sanitaires de ce pays sont en alerte maximum et le reste du monde, représenté par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), retient son souffle. En 2003, L'OMS avait lancé une alerte mondiale pour un autre Coronavirus apparue à Hong Kong et provoquant un Syndrome Aigu Respiratoire Sévère ou SRAS qui s'était propagé rapidement dans plus de 20 pays, infectant des milliers de personnes et causant la mort de 800 d'entre elles. Cependant, il reste beaucoup d'éléments inconnus à propos de ce virus, qui ne permet pas à cette vénérable institution au stade actuel de lancer une alerte similaire. Mais il ne faut pas être trompé par ce faux calme, l'OMS conseille une extrême vigilan-

ce et la mise en place d'un suivi rigoureux des pèlerins à leur retour au pays d'origine, car le véritable enjeu est là. Les études épidémiologiques récentes ne semblent pas indiquer que le coronavirus soit aussi contagieux que les virus de la grippe, comme celui de la fameuse grippe espagnole qui reste en ce domaine la référence car elle a tué 40 millions de personnes en 1918. Cependant, le coronavirus se transmet par voie aérienne entre personnes mises en contact direct, et dans le cas précis du pèlerinage, ils seront 2 millions dans une totale promiscuité. Les autorités sanitaires saoudiennes ont déployées des moyens énormes en hommes et matériels pour détecter très rapidement les personnes infectées par le virus et éviter sa propagation. Ils encouragent tous les pèlerins à porter des masques et conseillent aux personnes âgées ou malades et aux femmes enceintes de rester chez elles. Si ces actions de santé publique échouent, un grand nombre de pèlerins finira par être contaminé et, éventuellement, exportera le virus à travers les quatre coins du monde, démultipliant ainsi sa dissémination.

De plus, la détection des porteurs du virus, surtout quand ils sont sains et sans aucune manifestation clinique, sera quasiment im-

possible. De la même manière, la durée pendant laquelle un porteur sain restera contagieux pour les autres n'est pas connue et si, par malheur elle s'avère longue, cela constituera un facteur multiplicateur supplémentaire. Cette situation souligne que ce virus, mortel surtout pour certaines catégories de populations (personnes âgées ou souffrant de maladies chroniques, telles les atteintes pulmonaires, cardiaques, le diabète) est à prendre avec beaucoup de sérieux mais sans panique. Notre pays a déjà pris des mesures en ce sens, en distribuant suffisamment de masques à nos pèlerins. C'est une première ligne de défense mais à condition qu'elle soit effectivement et rigoureusement respectée, par un usage permanent. Il y a également plusieurs autres mesures de santé publique recommandées par l'OMS (lien ci-dessous) et auxquelles les services compétents de notre pays ont très certainement adhéré.

Mais les mesures qui semblent cruciales à prendre, sont celles d'une action de santé publique globale et de grande envergure pour un accueil et un suivi rigoureux de nos pèlerins à leur retour, afin d'éviter un risque épidémique bien réel.

L'Occident à l'épreuve du tribunal du monde ⁽¹⁾

Survol de l'histoire d'avant 1914. Les territoires coloniaux en Afrique et en Asie n'inquiétaient pas outre mesure les puissances occidentales.

Par Medjdoub Hamed*

La mainmise sur les peuples assujettis paraissait solide, et aucun ne menaçait l'Occident, sauf en quelques rares contrées, comme en Chine où la révolte des Boxers est finalement brisée par une coalition de puissances.

Le nom des «Huns» et leur chef «Attila»

Le mouvement des Boxers, dirigé contre les «barbares blancs», s'est étendu à toute la Chine du Nord, tout ce qui représente l'Occident constituait une cible. C'est dans les années 1896-1898, après l'éclatement des émeutes, que cette nouvelle secte est apparue, ses initiés pratiquaient la «boxe sacrée». Elle répondait à la crise qui a affecté l'ensemble de la Chine depuis la guerre sino-japonaise. Les calamités naturelles se surajoutaient aux réquisitions, aux surtaxes, aux emprunts forcés à des taux élevés auprès des puissances. D'autres griefs comme l'exploitation forcée des mines par les Occidentaux, les «concessions» et cessions de territoires chinois : «Les noms des Huns et leur chef Attila venus il y a plus de mille ans sont restés légendaires. Que le nom des Allemands reste pareillement gravé dans les esprits pour des millénaires afin que jamais plus un Chinois n'ose même lever les yeux sur un allemand.»

Ce discours des Huns est révélateur de l'esprit qui prévalait à l'époque. Il témoigne de l'écrasante puissance militaire occidentale, ces peuples n'avaient aucun espoir pour recouvrer leurs libertés, bien plus, l'expansion des puissances occidentales était générale. Toute révolte était vaine. Si des velléités existaient encore, les «punitions» étaient extrêmement sanglantes et douloureuses. Surtout que les marges devenaient de plus en plus étroites dans l'expansionnisme occidental, de nouveaux acteurs sont entrés en concurrence (Allemagne, États-Unis, Japon) avec les existants et cherchaient à se tailler des parts de territoires outre mer, voire même sur les possessions des autres.

En août 1911, l'agence Reuter de Londres diffuse une rumeur de guerre, annonçant le début de la guerre entre la France et l'Allemagne. La tension entre ces deux pays montait. L'Allemagne exigeait que la France lui cède l'Afrique équatoriale en échange de son retrait du Maroc. Le 21 août 1911, un démenti est diffusé, un rectificatif parvient de Paris et de Berlin : il n'est pas question de guerre, et les négociations continuent.

Les trois «contingents» qui ont changé le cours de l'histoire du monde

Le nationalisme exacerbé en Europe, la guerre était déjà dans les esprits, bien avant son déclenchement en 1914. Mise en place systématique de la conscription, durée du service militaire allongée, partout les budgets militaires ont massivement augmenté. La guerre était en l'air avant même son avènement, comme si la «Nature» avertissait de ce qui allait advenir. Il ne fallait qu'une conjoncture propice, un détonateur que l'on actionnerait...

Les pays colonisés d'Afrique et d'Asie, face à la puissance militaire occidentale écrasante, étaient tous soumis. Sauf les peuples européens des Balkans qui, existant au cœur même du «Centre de décision du monde», assujettis précisément aux empires européens, étaient traversés par un «mimetisme de proximité», «tenace et naturel» chez tous les peuples. Si l'empire ottoman a vacillé dès le début du XIXe siècle, avec l'avancée de l'unité allemande et italienne, des mouvements nationaux de proximité ont suivi. Les peuples des Balkans aspiraient eux aussi à l'indépendance, surtout qu'on ne pût les convaincre d'être «inférieurs» par des «blancs» comme eux qui les régentaient. Des gouvernés qui étaient «blancs» et égaux de leurs maîtres coloniaux par l'éducation, le niveau culturel ou économique. Être gouverné par ses inférieurs ou, plus exactement, par ceux qu'on considère ain-

si, est une expérience particulièrement amère. C'est ainsi que cette double «paranoïa» des armements et des puissances pour annihiler toute volonté des peuples se résoudra par une guerre terrible et ruineuse, en 1914. Une guerre sans merci, illimitée et totale. Une guerre qui commença en août 1914, que tous croyaient qu'elle se terminerait avant l'hiver, aura duré quatre longues années. Ce n'est qu'avec l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 que les événements se sont précipités et amenés la fin d'une guerre devenue mondiale, en novembre 1918. Une guerre qui fut une hécatombe, avec vingt millions de morts.

Cette guerre provoquée par une «humanité dans l'humanité» aura été en fin de compte une «inhumanité dans l'humanité». Comment l'expliquer ? Aucun sujet dans l'histoire n'a été aussi débattu que la Grande Guerre. Toutes les hypothèses ont été émises. Une hypothèse que les grandes puissances s'étaient tout simplement fourvoyées par mégarde. Les marxistes et beaucoup d'autres ont vu dans cette guerre la conséquence inévitable de la rivalité capitaliste et impérialiste entre la France et l'Angleterre d'une part, et l'Allemagne de l'autre.

En réalité, il y a une parenté entre la «guerre coloniale», la «résistance des peuples» au diktat des puissances d'Europe, et la guerre compensatrice de tant de méfaits, de tant de barbarie, de forces inégales entre le barbare venu de l'extérieur et le pseudo barbare de l'intérieur qu'on veut civiliser par la spoliation, le crime et la terreur. La Grande guerre 1914-1918 n'aura été que le «retour du balancier de l'Histoire», ou encore le «premier contingent» nécessaire pour apporter un début de solution aux peuples enchaînés aux empires.

La fin du premier conflit mondial fut un désastre sur le plan économique pour l'Europe. Au sortir de la guerre, une Europe épuisée, endettée et une industrie mobilisée pour une bonne part pour la guerre devait être reconstruite. Alors que les États-Unis, les grands vainqueurs, baignaient dans l'euphorie de l'après-guerre, de la victoire, avec ce nouveau sentiment de puissance sur le monde. Ainsi va s'ensuivre après le premier conflit mondial et la victoire sur l'Allemagne, en Amérique, une soif de vivre des années 1920 que l'on a décrit comme les «années folles».

Au milieu des années 1920, l'Europe comptait de nouveau dans le commerce mondial. A la fin des années 1920, c'est le choc de la crise de 1929 suivi de la Grande dépression des années 1930. Le temps des illusions est venu. La déception et la colère surgit face à la crise économique après les espoirs de la prospérité des années vingt et les perspectives d'abondance que les progrès de la deuxième révolution industrielle avaient laissé entrevoir. Alors que partout s'étendait en Amérique et dans les pays alliés le chômage de masse, en URSS et surtout en Allemagne, le chômage tombait presque à zéro dans la deuxième moitié des années 1930.

Doit-on considérer que ce sont les politiques keynésiennes qui ont joué dans le miracle allemand et soviétique ? Si les politiques keynésiennes sont incontestables, il reste à dire que la sortie de crise pour ces pays s'est faite au prix d'une «liberté sacrifiée». Des mouvements fascistes ont essayé l'Europe.

Face à la crise, la France et l'Angleterre comptaient sur l'énorme potentiel matériel et humain de leurs empires. Conjugués à l'isolationnisme de l'Amérique, les égoïsmes protectionnistes des Occidentaux ont créé un véritable cloisonnement mondial. Le chacun pour soi qui a résulté va de nouveau achever l'Europe dans une guerre effroyable. La guerre qui éclate en 1939, en Europe, deviendra mondiale en 1941.

A la fin de la guerre, les pertes humaines en Europe sont évaluées à 20 millions de morts. En URSS, 26 millions de morts et 25 millions de sans-abri. L'Allemagne, 10 millions de morts, et il ne reste plus qu'un amas de ruines du grand Reich, ses villes détruites et ses habitants sans abri. Au Pacifique, la guerre se prolonge, ce n'est qu'après le largage de la deuxième bombe atomique sur Nagasaki le 9 août 1945 que le Japon capitule sans condition.

Que peut-on dire de ces trois événements qui ont bouleversé la face du monde ? Le Premier conflit mondial, la Crise de 1929 et le Deuxième conflit mondial ? Il faut les comprendre non par les causes qui les ont générés mais par leurs conséquences qu'ils ont eues sur le monde. En effet, la configuration géopolitique mondiale qui en est ressortie après 1945 fait passer le nombre d'États souverains de 50 en 1945 à 154 États en 1989. 94 nouveaux États sont devenus indépendants. Deux continents, l'Asie et l'Afrique, sont sortis de la colonisation, de l'aviilissement et de la servitude que les puissances occidentales ont pendant longtemps maintenus. Le sens de ces grands événements qui ont marqué la première moitié du XXe siècle apparaît comme un processus inexorable, nécessaire et libérateur des peuples. «Trois contingents nécessaires» dans la marche de l'histoire. Si on se réfère à la phénoménologie de Hegel, ces graves événements ont été des «ruses de l'Histoire».

«Dans le cours de l'histoire, le moment de la conservation d'un peuple, d'un État, des sphères

subordonnées à sa vie, est un moment essentiel. C'est ce qui est assuré par l'activité des individus qui participent à l'œuvre commune et concrétisent ses différents aspects. Mais il existe un autre moment : c'est le moment où l'ordre existant est détruit parce qu'il a épuisé et complètement réalisé ses potentialités, parce que l'histoire et l'Esprit du monde sont allés plus loin. [...] Ce processus se produit selon l'évolution interne de l'Idée mais, d'autre part, il est lui-même produit par les individus qui l'accomplissent activement et qui assurent sa réalisation. C'est le moment justement où se produisent les grands conflits entre les devoirs, les lois et les droits existants et reconnus, et les possibilités qui s'opposent à ce système, le lèsent, en détruisent le fondement et la réalité, et qui présentent aussi un contenu pouvant paraître bon, profitable, essentiel et nécessaire. Ces possibilités deviennent dès lors historiques, elles contiennent un universel d'une autre espèce que celui qui est à la base de l'existence du peuple ou de l'État. Cet universel est un moment de l'Idée créatrice, un moment de l'élan de la vérité vers elle-même.» Hegel, la «Raison dans l'Histoire».

L'Histoire se répète ?

Le monde après 1945 entre dans une ère nouvelle. Le progrès technique et les applications civiles s'accroissent : nucléaire à usage pacifique, conquête de l'espace, développement des transports qui permettent les échanges lointains, et favorisent la croissance. Mais technique et économie ne tardent pas à devenir un des éléments essentiels qui opposent les alliés d'hier, vite divisés en deux camps qui entretiennent une guerre froide.

Les Américains persuadés que la guerre a été en grande partie provoquée par la désorganisation monétaire et les réflexes protectionnistes égoïstes des années trente militent pour un ordre économique international qui leur paraît comme la condition même du maintien de la paix. Grâce au «dollar exchange standard» (accords de Bretton Woods, 1944) et la libéralisation des échanges (GATT, 1947) et par la suite, des «rounds» (Kennedy, Tokyo...) pour faciliter des échanges économiques entre zones, la croissance est forte, régulière et durable dans le monde. Des ralentissements du rythme de croissance, provoqués parfois par des plans de stabilisation, mais sans crise profonde avant 1971-1973. La recherche d'un consensus social : l'État providence et les nouveaux droits syndicaux dans le monde, surtout en Occident, joueront beaucoup dans la stabilisation de l'économie occidentale.

Pour les pays décolonisés, l'insignifiance du développement industriel et la mise en valeur des pays colonisés limitée à la production de matières premières ont concouru, malgré les indépendances, à maintenir les masses dans une commune misère et de sous-développement. L'âpre confrontation entre la volonté des pays occidentaux qui cherchent à maintenir par tous les moyens leur domination politique et économique, et celle, amplifiée par les espoirs d'émancipation des peuples accédant nouvellement à la libération n'apportent guère de modifications aux structures réelles des pouvoirs du passé. L'indépendance ne tarde pas à apparaître aux peuples opprimés comme le résultat d'une simple procédure de passage de pouvoir au profit des seules élites, ou des groupes sociaux favorisés par les grandes puissances pour la prise de pouvoir. Ainsi, les nouveaux États, transformés en satellites des puissances et qui ne cessent de se surarmer, sont de plus en plus confrontés à l'incapacité de résoudre les problèmes politiques, économiques et idéologiques de leurs peuples.

Mais cet «écart d'abondance» entre l'Occident prospère et un Tiers monde pauvre plongé dans un nombre incalculable de conflits armés va commencer à se retourner dès 1971. Les «trente glorieuses» qui avaient fait penser, trop vite, que la croissance était à jamais acquise, se terminaient brusquement, avec la guerre du Kippour (quatrième guerre israélo-arabe) qui coïncide avec le premier choc pétrolier, en 1973 – les Arabes, en représailles, quadruplent les pays du pétrole et instaurent un embargo pétrolier contre les États-Unis, le Japon, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud qui soutiennent Israël.

Comment traduire cette montée en puissance des Arabes sur le plan économique mondial ? Est-ce que c'est la guerre contre Israël qui a été à l'origine du choc pétrolier ? Ou est-ce un autre motif plus vital pour les États-Unis qui a amené les pays arabes du Golfe persique, pourtant dépendant du parapluie nucléaire américain, à défier la superpuissance au point de lui imposer un embargo pétrolier ?

Pour comprendre, il faut replacer la situation économique mondiale dans son contexte historique tel qu'il était bien avant les années 1970. Tout d'abord, depuis les accords de Bretton Woods de 1944, le «dollar exchange standard» a joué parfaitement son rôle dans sa fonction d'alimenter l'économie mondiale en monnaie internationale. Jusqu'en 1958, seul le dollar était une monnaie con-

vertible dans le monde. Mais, à partir de 1958, avec la fin de la reconstruction de l'Europe et le retour de la convertibilité progressive des monnaies européennes, il s'est créée une concurrence mondiale dans les échanges internationaux qui s'est traduite forcément pour les États-Unis par de fortes pertes de parts marchées dans le commerce mondial et une diffusion de plus en plus marquée des monnaies européennes (franc, livre sterling, deutsche-mark...) dans les banques centrales, gagnant donc en statut de monnaies internationales de réserves. Les pays concurrents, à savoir l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, vont accumuler des excédents commerciaux avec les États-Unis, qui sont confrontés à des dépenses massives dans la course aux armements avec l'Union soviétique, la recherche spatiale et les guerres menées en Asie (Corée, Vietnam...). Ce qui veut dire qu'avec la baisse continue du stock d'or (engendrée par les excès de dépenses), les États-Unis ne pouvaient plus répondre aux demandes pressantes des pays européens de changer leurs dollars en or. D'où la crise monétaire avec l'Europe et la décision unilatérale des États-Unis de mettre fin à la convertibilité or du dollar, le 15 août 1971.

Cette situation conflictuelle qui continua d'opposer les pays européens et les États-Unis, en 1972 et 1973, amena les pays européens à refuser les dollars américains pour le règlement de leurs transactions commerciales. Les Américains dès lors se trouvèrent devant un dilemme : trouver coûte que coûte un «substitut à l'or» pour forcer les pays d'Europe d'accepter les dollars pour leurs échanges commerciaux, faute de quoi, ils seront obligés de diminuer leurs importations et augmenter les impôts pour financer leurs déficits. D'autant plus que l'Europe constituait le deuxième grand pôle industriel, commercial et monétaire du monde. Quel sera le «substitut à l'or» ? Précisément, ce sera le pétrole, le produit le plus demandé sur la planète, surtout qu'il influe sur toutes les autres matières premières. Et les Arabes, première force des pays de l'OPEP, représentaient environ 40% de la production mondiale. Et un pétrole arabe libellé en dollar obligerait le deuxième pôle du monde, i.e. l'Europe, à accepter voire à rechercher les dollars pour régler leurs importations pétrolières.

Le plus incroyable, c'est que l'écart d'abondance a changé de direction. Initialement des pays du Tiers monde vers l'Occident, après 1973, c'est de l'Occident vers le Tiers monde via les pays arabes et les pays de l'OPEP. Et ce phénomène de «retournement» n'est pas dû à l'homme, mais aux «contingences historiques» liées à l'évolution économique et monétaire internationale. Ce qui nous fait dire que le processus des années 1970 nous rappelle celui des années 1920. En effet, la même situation a prévalu. A la fin de la reconstruction de l'Europe et son retour dans le commerce mondial, les États-Unis, en perdant de plus en plus des parts de marchés dans le monde (au profit des empires européens), se sont rabattus sur leur marché intérieur, le transformant, par un dopage artificiel de titres boursiers, en une économie-casino. Cette économie-casino a été pour ainsi dire un «substitut» à la perte de vitesse de l'économie américaine. A cette époque, le Tiers monde n'existait pas, les Trois-quarts de l'humanité sous tutelle ne comptait pas dans l'«absorption mondiale». D'où la crise, la dépression et la deuxième guerre mondiale. Contrairement à cette époque, la crise survenue dans les années 1970 n'a été «débloquée» que parce que le Tiers monde existait. Car, au-delà de la donne pétrolière qui n'a été en fin de compte qu'un mécanisme de régulation, c'est l'«absorption du Tiers monde» qui a permis de limiter la crise et éviter une dépression mondiale du type des années 1930.

Si le Tiers monde n'avait pas existé, on aurait eu une économie mondiale bloquée avec des dizaines et des dizaines de millions d'emplois détruits en Occident.

On est loin, très loin des guerres coloniales et des guerres mondiales entre les puissances. Ironie de l'histoire, c'est le Tiers monde qui, en absorbant la surproduction occidentale en échange de ses matières premières «revalorisées à leur juste prix», vient au secours de l'Occident. Ainsi se comprend l'importance du Tiers monde dans le monde nouveau d'aujourd'hui. Et se comprend aussi que l'accord qui est ressorti entre les États-Unis et les pays arabes du Golfe persique de libeller le pétrole exporté en dollar obéissait à la fois aux considérations géostratégiques de la puissance américaine – la guerre israélo-arabe n'a été qu'un prétexte – et aux «Nécessités de l'Histoire».

*Auteur et chercheur spécialisé en Economie mondiale, Relations internationales et Prospective.
www.sens-du-monde.com

Notes :

1. L'herméneutique de l'alliance du monde de l'islam et de la première puissance du monde.
- Partie III, par Medjdoub Hamed
<http://www.agoravox.fr/tribune-libre>
2. Du monde de l'Islam et de l'instrumentalisation des «pétrodollars» par les États-Unis à la revanche de l'histoire
- Partie IV, par Medjdoub Hamed
<http://www.agoravox.fr/actualites/international/>

Le savoir-faire pour le savoir-être

Par Ouandjli Mustapha

Depuis quelques années dans le monde, la participation de la population à la formation continue fait l'objet d'une attention croissante de la part du public et du monde politique. Du fait, qu'aujourd'hui, la société est caractérisée par des changements de valeurs et des évolutions constantes qui rendent les savoirs rapidement obsolètes. Pour faire face à ces défis, elle doit plus investir dans la formation continue afin d'assurer et développer la capacité individuelle d'action dans la vie professionnelle et quotidienne.

Aujourd'hui, quel que soit le domaine, tout va très vite. La réactivité est au cœur de nos actions et de notre métier. Pourriez-vous imaginer aujourd'hui de ne pas mettre à jour vos logiciels, apprendre à utiliser le Facebook, Skype ? Ne pas se former, c'est la même chose, c'est ne pas être à jour.

Définition de la formation continue

La formation continue recouvre toutes les activités de formation entreprises par des adultes dans un but explicite d'apprentissage qui se déroulent en dehors d'un cadre institutionnalisé après la scolarisation obligatoire et qui n'aboutissent pas à un diplôme reconnu. Ce type de formation est devenu un processus continu et polyvalent.

Les compétences de base, lecture, écriture, calcul et la capacité à résoudre des problèmes font la liaison entre l'enseignement général et la formation continue.

Quels sont les bénéfices de la formation continue ?

Au plan macroéconomique, la formation continue, contribue à accroître le capital humain, qui est un facteur déterminant pour la compétitivité des pays. En plus, elle influe positivement sur le système social.

Un jour à la sortie d'une courte formation continue en communication interpersonnelle pour des sages-femmes. Une participante à cette formation m'a dit : « maintenant je sais pourquoi j'ai toujours des problèmes au travail et des disputes avec mon mari, cela viens de moi, car j'ai des problèmes dans ma communication ».

Cet exemple, illustre l'impact de cette formation continue sur le côté professionnel et social de la sage-femme.

L'individu, quand à lui, peut, en actualisant ses connaissances professionnelles ou en participant à des cours de formation continue extra-professionnelles, préserver sa compétitivité sur le marché du travail et travailler à son propre épanouissement.

La formation continue dans le monde

De nombreux pays ont mis en place des politiques subventionnant les entreprises désireuses de parrainer de la formation au sein de leurs établissements, mais aussi des lois imposant aux entreprises de financer de la formation continue. Par exemple le système français de formation professionnelle continue a été développé pour l'essentiel, sur le principe d'une obligation faite aux entreprises de former en permanence le plus grand nombre possible de travailleurs. Mis en place dans sa forme actuelle au début des années soixante-dix et largement réformé depuis, il établit le principe « Former ou payer ». Les entreprises de plus de 10 salariés doivent, chaque année, affecter un minimum de 1,5 % (révisé à 1,6 % en 2004) de leur masse salariale à la formation continue et les

entreprises dont les dépenses de formation sont néanmoins inférieures à ce seuil légal s'acquittent d'une taxe ou versent le complément à des organismes publics prestataires de formation.

Dans ce contexte, 21 milliards d'euros annuels (référence 2001) sont investis dans la formation continue.

En grande Bretagne 17,3 livres sterling sont investis dans la formation continue, et en Suisse les dépenses pour la formation continue ont été estimées à 1% du produit intérieur brut (PIB) équivalent à 5, 3 milliards de Francs Suisse.

Au niveau d'entreprise, à titre d'exemple, la société IBM demande à ses technico-commerciaux de consacrer chaque année 15 % de leur temps à la formation, dont une partie à distance.

La chaîne ALJAZEERA, dispose d'un centre de formation pour ses journalistes et son personnel technique (ALJAZEERA MEDIA TRAINING AND DEVELOPMENT CENTER). Ce centre, est un des secrets de la réussite de la chaîne ALJAZEERA.

Certaines sociétés mettent également en place des programmes de formation pour les vendeurs des magasins, même s'ils commercialisent également des marques concurrentes.

Dans l'union Européenne, le processus permanent de développement et de renouvellement des connaissances est considéré comme un enjeu européen fort sous le vocable « formation tout au long de la vie ».

La formation continue en Algérie

Le système éducatif et de formation est mise en place sur la mémorisation d'un paquet de données et la capacité à s'en souvenir au moment de l'examen. Alors, si par hasard, vous avez une stratégie efficace de mémorisation, vous serez bon dans la plupart des sujets ou au moins vous aurez de bonnes notes pour la partie théorique du programme.

Le problème, c'est que nous avons besoin de plus, qu'une bonne mémoire dans notre vie d'adulte.

A cet effet, à la fin du cursus éducatif et de formation le jeune sera en manque d'habilités sociales, de compétences en planification financière, en compétences en résolution des problèmes, d'habilités émotionnelles,....etc.

A titre indicatif, **The Global Competitiveness Rapport 2012-2013** classe l'Algérie au 108^{ème} rang dans l'indicateur enseignement supérieur et la formation « higher education and training ».

Dans un séminaire, un formateur étranger, après avoir fait le constat de la filière Boulangerie en Algérie, il a dit : « vous avez des équipements des années 2000, mais un savoir-faire des années cinquante ».

Malheureusement, ce constat décevant peut être fait à tous les niveaux dans le pays.

De ce fait, en Algérie nous devons faire de la formation continue une priorité pour la mise à niveau de nos compétences où nous enregistrons un grand déficit.

En faisant, un bilan, de nos compétences, en fonction de la simple lecture de la définition du concept de compétence qui est :

« La compétence est la mobilisation ou l'activation de plusieurs savoirs, dans une situation et un contexte données » suivant la définition de Guy le Bortier.

Ces savoirs sont :
1 Le savoir : l'ensemble des connaissances d'une personne acquises par l'étude, par l'observation, par l'apprentissage et /ou par l'expérience.

2 Le savoir-faire : la connaissance des moyens qui permettent l'accomplissement d'une tâche. Le terme équivalent en Anglais est Know-how.

2 Le savoir-être (ou qualités personnelles) : la capacité de produire des actions et des réactions adaptées à l'environnement humain et écologique.

Ces qualités peuvent être résumées comme suit :

Adaptabilité, analyse, communication, négociation, organisation et gestion des priorités, orientation vers les résultats,

« Si vous ne croyez pas en la formation, essayez l'ignorance »

Professeur en management de la qualité-Harvard-

prise de décision, sens relationnel, synthèse et travail en équipe.

Donc, la compétence = savoir + savoir-faire + savoir-être

L'état Algérien a mis en place tout un dispositif réglementaire pour la formation professionnelle continue sur la base de la loi 97-02 du 31/12/1997 portant la loi de finance pour 1998 ses articles 55, 56, 86 et 87 qui stipulent que les organismes employeurs, à l'exclusion des institutions et administrations publiques sont tenues de consacrer un montant égal au moins à 0,5% de la masse salariale annuelle aux actions de la formation professionnelle continue.

A défaut, ces organismes employeurs sont assujettis au versement d'une taxe de formation professionnelle continue.

A ma connaissance, aucune étude n'a été faite pour évaluer l'efficacité de ce dispositif sur le terrain. Par ailleurs, pour les agents de la fonction publique, le droit à la formation et au perfectionnement est garanti conformément à l'article 38 du statut général de la fonction publique, mais le dispositif réglementaire reste jusqu'à maintenant non adopté pour la mise en application de ce droit.

En conclusion, pour relancer la formation continue en Algérie et quelle soit la priorité des priorités (tout le monde doit être formé), une loi doit être adoptée visant à renforcer la formation continue, en tant que partie intégrante de l'apprentissage tout au long de la vie.

Par ailleurs, notre système éducatif et de formation continue devraient permettre aux jeunes et aux adultes d'acquérir les compétences clés nécessaires pour le citoyen du 21^{ème} siècle, et qui peuvent être résumés comme suit :

• la communication dans la langue maternelle ; qui est la faculté d'exprimer et d'interpréter des concepts, pensées, sentiments, faits et opinions oralement et par écrit (écouter, parler, lire et écrire), et d'avoir des interactions linguistiques appropriées et créatives dans toutes les situations de la vie sociale et culturelle.

• la communication en langues étrangères ; qui implique, au-delà des mêmes compétences de base que celles de la communication dans la langue maternelle, la médiation et la compréhension des autres cultures.

• la compétence mathématique et les compétences de base en sciences et technologies ; La compétence mathématique est l'aptitude à développer et appliquer un raisonnement mathématique en vue de résoudre divers problèmes de la vie quotidienne.

Les compétences de base en sciences et technologies renvoient à la maîtrise, à l'emploi et à l'application des connaissances et méthodologies servant à expliquer le monde de la nature.

• la compétence numérique ; qui implique l'usage sûr et critique des technologies de la société de l'information (TSI) et la maîtrise des technologies de l'information et de communication (TIC).

• apprendre à apprendre ; liée à l'apprentissage, à la capacité à entreprendre



et organiser soi-même un apprentissage à titre individuel ou en groupe, selon ses propres besoins.

• les compétences sociales et civiques ; La compétence sociale renvoie aux compétences personnelles, interpersonnelles et interculturelles ainsi qu'à toutes les formes de comportement d'un individu pour participer de manière efficace et constructive à la vie sociale et professionnelle.

Les compétences civiques est la connaissance des notions et structures sociales et politiques (démocratie, justice, égalité, citoyenneté et droits civils).

Donc, avoir un individu qui peut assurer une participation civique active et démocratique.

• l'esprit d'initiative et d'entreprise ; qui consiste en la capacité de passer des idées aux actes. Il suppose créativité, innovation et prise de risques, ainsi que la capacité de programmer et de gérer des projets en vue de la réalisation d'objectifs.

• la sensibilité et l'expression culturelles ; qui implique la conscience de l'importance de l'expression créatrice d'idées, d'expériences et d'émotions sous diverses formes (musique, arts du spectacle, littérature et arts visuels).

Références

- 3 Philip Kotler, Kevin Keller, Delphine Manceau Bernard Dubois. Marketing Management, ed, PEARSON Education, 2009
- 4 Gérard ROUDAUT. Faire soi-même son bilan de compétences, ed, Stydyrama, 2008
- 5 Claude Desbordes, ed, L'EX-PRESS, 2005
- 6 Nathalie Lavielle-Gutnik et Fabrice Gutnik. Réussir la conception et la l'animation de formations, ed, Vuibert, 2005
- 7 Recueil de textes législatifs et réglementaires du FNAC - Algérie
- 8 Développement des compétences clés - CAFOC de Nantes- Gérard Hommage - Avril 2009
- 9 Formation professionnelle générale et continue et croissance économique. Etat de la question et propositions de pistes de recherche en suisse, mars 2006
- 10 Ingénieur d'état en chimie
- 11 Formateur: Training of trainers -TOT- 12 Diplômé du CANADA GLOBAL CENTRE

Les deux faces d'une même crise

Par Slemnia Bendaoud

Ainsi donc, Oum Dounia, était durant la guerre de libération de l'Algérie, ce haut fief qui rassemblait autrefois tout l'état-major politique exilé de la future république algérienne, symbolisé par cet ex GPRA*.

Cette dernière nation était donc en guerre contre le colon français, et sa sœur aînée, l'Egypte, en l'occurrence, dont le Cœur du Caire était cette œuvre grandiose et majestueuse, brillamment réalisée auparavant grâce au savoir-faire et à la sueur des bâtisseurs algériens, se devait donc de l'aider à reconquérir complètement sa liberté et de recouvrer à jamais son espace territorial intime. Ce fut donc l'époque où les officiers libres égyptiens, menés par leur chef inamovible, Djamel Abdennacer, venaient donc de déchoir le Roi Farouk avant de s'emparer eux-mêmes du pouvoir. Ils y installèrent à sa tête, juste pour un moment d'ailleurs, le président Mohamed Naguib, avant de le remercier ou de le renverser, à son tour.

Il leur fallait donc obligatoirement passer par ce petit raccourci ou éphémère parenthèse et de présenter au peuple égyptien cette autre vitrine politique afin de ne pas paraître au sein du paysage politique tels de simples novices ou des intrus nouveaux, peaufinant à l'ombre de ce jeune pouvoir leur aura et carrure politique en devenir.

Cela se passait en 1952. Treize ans plus tard, ce fut le colonel Houari Boumediene qui accédait au pouvoir dans un scénario similaire, presque identique au premier, celui égyptien, au travers de la même échelle, empruntant ce même escalier égyptien qui allait envoyer aux gémonies de l'enfer celui coopté deux années auparavant, pour servir uniquement de vitrine politique ou simple marchepied au pouvoir algérien, et qui avait pour nom Ahmed Ben Bella.

Faut-il par ailleurs rappeler que ces deux ex-présidents algériens avait fourbi leurs armes et autre savoir-faire au pays des grandes pyramides pharaoniennes ? Et qu'entre Djamel Abdennacer et Ahmed Ben Bella, il y eut cette longue et terrible lune de miel qui faisait dire à certains observateurs politiques algériens que le Rais égyptien avait toujours un pied à terre en territoire algérien. Sinon un œil scrutateur et grand observateur sur tout ce qui se passait dans ce pays de la Méditerranée !

Tant son poulain lui restait encore très fidèle pour lui servir -en retour- de modèle d'exemple du genre sur lequel il allait s'appuyer afin de conquérir tout le reste des pays arabes et de rallier tous les pays arabes à sa cause. Sinon, du moins, à partager avec lui les grandes lignes de sa politique extérieure hégémoniste. La grande influence qu'exerçait Fethi Eddib, le patron du renseignement égyptien sur le président algérien Ahmed Ben Bella, ainsi que la présence avérée de nombreux cadres dirigeants égyptiens au sein des rouages supérieurs de la toute jeune administration algérienne en étaient donc la principale cause. De 1965 à 1970, année où mourut subitement Djamel Abdennacer, le monde arabe disposait déjà de deux leaders, en fait : l'un au Machrek, l'autre au Maghreb arabe. Et aller en guerre contre Israël dès 1967 n'était alors qu'une simple évidence. Tant l'élève avait hâte de bien copier ou de disposer de son maître sur ce terrain de vérité, ayant au passage déjà conquis de nombreux galons qui lui faisaient tourner la tête. A la mort du Rais d'Oum Dounia, Houari Boumediene se voulait être la seule alternative possible ou celle qui restait encore probable du "nationalisme arabe" (El Kaoumia El Arabia).

Tandis que ce pays du Nil, encore préoccupé par sa revanche à prendre sur l'Histoire et sur son ennemi juré en terre palestinienne, poussa donc son nouveau Rais Anouar El Sadat à s'appuyer sur l'Algérie afin de disposer de suffisamment d'armes russes et d'hommes algériens de combat lors de son intervention de 1973.

L'Algérie de Boumediene y sera encore une fois bien présente sur ces mêmes lieux, forte de ses hommes de combat, de ses armes de guerre et de son gros pognon. Houari Boumediene, sans même broncher ou réfléchir une seule fois, payera rubis sur ongle la grosse facture d'armement brande par l'ex URSS.

La défaite de 1967 ne put alors malheureusement être transformée en cette espérée grande réussite de 1973. Cependant, l'échec cuisant de la deuxième moitié de la décennie soixante du siècle dernier ne devenait plutôt plus qu'un mauvais ou vague souvenir. Mais Anouar El Sadat n'ayant plus le même poids ni même l'envergure et la carrure de son prédécesseur, c'était plutôt l'Egypte qui reculait d'un cran dans le concert du nationalisme arabe ; chose dont profitera à bon escient Houari Boumediene, son successeur naturel, afin de suppléer l'absence

Entre ce pays du Nil dont les eaux roulent furieuses, houleuses et à grands flots et celui où coule le Chélif en discontinuité ou par intermittence, à l'image de leur mouvement politique et social du moment, il existe ces autres parfaites similitudes qui auront souvent fait changer d'attitude à leurs gouvernants, tout au long de l'histoire rocambolesque de ces deux nations.

du grand chef, emporté alors par cette mort subite, juste quelques années plutôt.

A la manière d'un Grand Nacer pour ce qui concerne les eaux de Suez, le fut, redouté et encore tout petit Boumediene prit alors en 1971 cette historique décision de nationaliser les hydrocarbures algériennes. Les deux chefs d'états devaient donc prononcer le mot imparable : "Quararna... !" (Nous avons décidé... !).

L'homme au cigare de La Havane et au bur-nous Tussor de premier choix ou de poil fin chamelon pur algérien enfilait donc l'élégant costume de son grand mentor. Et même si tout le monde s'accorde à dire que le véritable poulain de Nacer était, en fait, Ahmed Ben Bella, il reste que Houari Boumediene le singeait à la perfection à distance, le copiant bien intelligemment, en toute circonstance.

Ainsi donc, le cas de Ahmed Ben Bella ressemble à s'y méprendre à celui de Mohamed Naguib. Tandis que celui de Houari Boumediene colle davantage -sinon le mieux possible- à celui de Djamel Abdennacer.

Nacer et Boumediene vivaient donc finale-ment pour leurs idées géniales et narcissiques, et surtout pour la postérité de l'histoire. Tandis que les deux autres présidents (leurs prédécesseurs respectifs) le faisaient juste dans le faire-valoir ou le prestige, si ce n'est dans de la pure ou obscure figuration. Le virus de ce brin de folie des grands chefs des deux prestigieuses nations africaines ne tardera pas à s'emparer même du colonel grincheux Maamar Kadhafi, le poussant, lui aussi, à renverser, à son tour, le Roi Senouci. A défaut du barrage vert si cher à Houari Boumediene et de la nationalisation des eaux du Canal de Suez dont Abdennacer avait fait son cheval de bataille, le colonel Kadhafi, lui, se lancera, bien plus tard, dans la construction de ce gigantesque fleuve artificiel, pompant tout seul au cœur même de cette immense nappe phréatique commune, opération dont il ramènera comme équipier hydraulique de base assez conséquent ces pivots d'irrigation des Etats-Unis d'Amérique.

L'idée sera plus tard captée au vol et bon escient par ces jeunes agriculteurs de la région de Oued Souf, travaillant alors sur le sol libyen, afin d'en concevoir localement tous ces pivots en miniature qui irrigueront bien plus tard ces nombreux champs de pomme de terre, fleurissant deux fois dans l'année, aujourd'hui très florissants et bien visibles sur le territoire de cette wilaya limitrophe avec la Lybie. Rachid Benaisa se devait donc, avant de s'enorgueillir ou de s'égosiller des chiffres réalisés par la filière, dire aussi merci à ce tyran d'El Kadhafi, et surtout encourager davantage ce génie des fellahs de la région, en partie transfuges de cette contrebande des produits alimentaires qui aura cessé d'exister depuis la disparition du soutien de l'état à ces denrées alimentaires de base au stade final de leur consommation.

Les coups d'état militaires étaient alors une mode en Afrique, raison pour laquelle, la Mauritanie, à elle seule, en collectionnait déjà toute une interminable série ou chiée de putschs, réussissant par moment à renverser le régime en place à plusieurs reprises.

Il en résultera finalement la prolifération sur ce continent -à l'image de ce qui se passait d'ailleurs en Amérique du Sud- de tous ces tyrans qui ne reculaient devant rien, faisant à chaque fois reculer ou différer d'un cran ce violent vent de la démocratie qui soufflait pourtant sur leur territoire à pleins poumons.

Ils sauront tous se placer dans ce juste milieu qui concilie l'Islam avec la démocratie, ménageant à dessein, quand il le fallait, autant la chèvre que le chou, ne voulant, sans nul doute, ni affamer le loup vorace et bien tenace ni même indisposer et davantage énerver les nombreux bergers et chefs de bergeries de ce grand troupeau humain. Sur ce plan-là, c'était l'Egypte qui était en avance sur l'Algérie. Elle la devançait de loin. Le pouvoir algérien suivait donc la voie (ou la voix) de son maître absolu, celle qui coulait de source dans ces eaux troubles du Nil et dont l'écho était répercuté à grande résonance par ces hautes pyramides pharaoniennes.

Mais l'Egypte, ce don du Nil, pouvait-elle donc indéfiniment rester en tête du peloton ou en pôle position ? Et même si le Nil coule à longueur de temps et sans discontinuité, il ne peut tout de même ignorer totalement ce que charrient occasionnellement, ou d'un moment à l'autre, ces eaux plutôt difficiles du Chélif, ce fleuve jumeau, moins dense certes, à la faveur de sa crue, dans ce vaste pays du Maghreb arabe. Autant le Nil affichait ses grands mystères et indéniables repères, autant le Chélif exhibait, lui aussi, très ti-

midement donc ses interminables misères et grandes chevauchées de très longues galères. La donne allait donc être inversée en ce chaud été de l'année 2013. Et c'est donc la grande Egypte qui singera, à son tour, cette fois-ci, l'Algérie. A l'inverse de ce qui s'y passait au milieu des années soixante du siècle dernier. La page devait être juste tournée, les rôles et les rangs totalement permutés, la pyramide plutôt renversée !

De fait donc, c'est ainsi que Morsi fut renversé par Al Sissi tout comme l'aura fait bien avant lui en 1992 le président algérien Chadli Bendjedid, déposé par ou poussé finalement vers cette porte de sortie à un moment plutôt inattendu par un quatuor nommé le HCE**.

Chose bien curieuse tout de même : les hauts gradés militaires, ayant pris par au putsch, avaient été tous auparavant promus et nommés à des postes névralgiques à leur ministre respectifs de la défense par ces mêmes présidents de la république qu'ils venaient pourtant de renverser. De fait, à son tour, Al Sissi devenait de facto pour la si Grande Egypte tout juste ce que fut, bien avant lui, Khaled Nezzar pour le compte de sa sœur cadette l'Algérie. L'Algérie, en cet été 2013, prenait alors la tête du peloton arabe ; arborant ce mauvais exemple à suivre !

La cause était la même : barrer la route à la montée en puissance et sur le podium du pouvoir à la mouvance islamiste (intégriste !) ; même si le verdict des urnes lui est pourtant très avantageux ou si favorable.

Ainsi, au CNSA (Comité National de Sauvegarde de l'Algérie), créé pour cette même raison, avait correspondu l'érection instantanée de l'Assemblée du Salut de l'Egypte (ASE), montée rapidement sur pied, au HCE (Haut Comité de l'Etat) du premier pays devait succéder cette présidence toute provisoire du second pays, à la dissolution du parti islamiste sorti vainqueur des urnes de celui-ci devrait inévitablement ou inéluctablement aboutir l'autre parti islamiste de cet autre pays arabe qui avait pourtant porté son leader au poste de commandement suprême de ce pays du Nil...

La liste des similitudes est trop longue à pouvoir être intégralement dressée, tant le cheminement est pratiquement le même et la pratique ou conduite à l'égard des événements sur le terrain des opérations plutôt presque identique, en tous points de vue bien semblable.

Ce qu'aura miraculeusement réussi à vendre l'Algérie au monde entier, et à l'occident tout particulièrement, est en passe de devenir (ou tend finalement à l'être) comme une réalité tangible pour l'Egypte envers ces mêmes grandes nations et pays très puissants.

Seulement, pour arriver à convaincre tout ce beau monde-là, une deuxième fois à propos de ce même phénomène et scénario identique, l'Egypte devrait faire face à deux épineux problèmes que sont : sa pauvreté endémique et un développement exceptionnel des techniques et supports de communication, rendant impossible l'instrumentalisation à dessein de l'information, sinon presque caduque sa probable tentative de manipulation de l'information, pas tout à fait réalisable en faveur du pouvoir comme autrefois. L'image est donc devenue, grâce à la science, bel et bien instantanée. Le son n'est, lui aussi, pas en reste : il part, lui également, fusant, à toute vitesse dans cette course contre la montre, défiant par moment le trop rapide rai de la lumière qui tranche comme le coup de feu à l'horizon. Mais à force de suivre le quotidien des égyptiens, on est parfois tenté de croire qu'on revit à postériori et à une bonne distance dans le temps ce différencié algérien. Ces autres séquences bien familières d'un film ou une pièce théâtrale dans leur fond très algérien. Tant les scènes de ménage ou théâtrales se ressemblent parfaitement et les tragédies se confondent totalement l'une l'autre.

La raison ? Elle tient d'abord à ce scénario si savamment orchestré avec doigté et précision dans ces deux pays arabes, à deux époques pourtant très différentes l'une de l'autre.

On a comme cette impression de revoir encore ce qui est considéré pour nous tous comme du déjà vu. Le film, au regard de sa terrible tragédie et intrigues connues, n'incite pourtant guère à être de nouveau revu. Il y va de la vie des deux peuples et de la pérennité des deux nations. Tout concourt, en fait, à dire que la crise est la même. Et là où l'on se trouve, sur ce territoire ou sur cet autre, c'est juste, en fait, du pareil au même. Les méthodes, comme les pratiques, réflexes et appréhensions, eux également, n'ont pas changé du tout. Et déjà à ce rythme-là, l'Egypte aura à se débrouiller ou même inventer de toutes pièces rapidement

et sans jamais tarder son parti de l'administration, ses délégations exécutives communales (DEC), sa commission de dialogue (CE), son conseil national transitoire (CNT), bien avant même de penser à ses camps de concentration du sud, à la loi anti-terroriste et à ses tribunaux spéciaux...

Toute une chapelle de procédures l'attend en bout de chaîne et de pied ferme afin de vivre, à sa façon ou à sa guise, cette autre démocratie parallèle à celle qui n'est autre que le produit de l'urne dont elle se détourne volontairement à présent. Parce que boudant ses résultats jugés paradoxalement comme inconvenants et incommodes !

A charge pour elle de faire rapidement appel à ces grands spécialistes de la fraude électorale, ceux ayant déjà pris leur retraite ou tout simplement ceux depuis peu écartés du système politique égyptien pour "services rendus à la nation" !

Sa nouvelle gouvernance, faisant incidemment dans cette démocratie de façade, devenue à la mode, afin de ne pas rater le train privilégié et surtout le lien obligatoire avec l'occident, vivra longtemps ce cauchemar de la hantise d'une élection libre et transparente, à l'image de celle ayant produit cet islamisme des pays arabes.

Néanmoins, il subsiste encore une toute petite différence entre l'Egypte et l'Algérie : le Parti National Egyptien a depuis déjà deux ans tiré sa révérence de la scène politique pharaonique alors que le Front de libération nationale (FLN) refuse encore une place honorable ou de choix au grand musée de l'histoire algérienne !

Le pays du Nil sombrera, sans nul doute, dans le chaos. A moins d'un véritable ou probable miracle ! La réelle cause ? C'est l'ancien système de Hosni Moubarek requinqué ou remodelé et remaquillé qui revient donc au galop. A la charge !

L'argent de l'Arabie Saoudite, du Koweït, des Emirats arabes Unis, pays arabes craignant pour la contagion de leurs royaumes et surtout l'intrusion d'une véritable démocratie parmi leurs rangs qui aura à terme raison de leurs trônes, restera, tout de même, très insuffisant pour sauver le régime en place et son hégémonie spatiale !

Mieux encore, ni Khaled Nezzar n'aura réussi le coup tragi-comique et terrible mais néanmoins exploit magique, tout de même, de Houari Boumediene, ce maître des grandes décisions, lesquelles auront su lui assurer sa postérité à travers l'histoire, ni même Al Sissi ne pourra, à coup sûr, faire oublier ce grand Djamel Abdennacer, nationaliste à souhait, vénéré par tous les arabes, pour avoir tenté en vain de libérer le territoire palestinien. Les deux anciens dictateurs s'étaient transformés depuis lors -au bonheur de leur peuple !- en deux vrais leaders des pays arabes et du tiers-monde. Par contre, ceux qui leur auront succédé, des décennies plus tard, à un échelon bien inférieur qui était le leur, n'auront fait qu'interrompre le processus électoral pour l'un, et avorter la mise en œuvre ou place d'une réelle démocratie pour cet autre.

Etrangement donc, ces deux là se ressemblent aussi, et s'assemblent de par le rôle qu'ils auront joué dans leurs pays respectifs ! Mais que d'étranges ressemblances ! Et que de rusées manigances !

Au final : ni la République n'a pour autant été complètement sauvée de son continu et durable naufrage et nombreux clivages. Ni même la cohésion sociale ne s'était depuis, pour autant, à jamais raffermie et fortement intensifiée. Le comble des combles est que, tout comme le Front Islamique du Salut (le FIS algérien), l'organisation des Frères musulmans Egyptiens vient d'être, à son tour, elle aussi, interdite de toute activité politique par un arrêt rendu par la cour du Caire !

A force de tenter de prouver à dessein à l'occident que notre mal provient justement de notre religion, ne finit-on pas par nous prosterner à l'ennemi de la nation plutôt que de le faire pour le Bon Dieu seulement ?

Notre véritable mal est dans notre refus catégorique d'accepter cette alternance sur la plus haute marche du pouvoir dont le verdict est pourtant dicté de droit par le résultat des urnes. Notre religion en est finalement bel et bien innocente. A présent, le Nil est bel et bien en réel danger ! Le Chélif est, lui, par contre, à sec depuis la saison de l'été déjà ! L'eau trouble du premier risque de propulser à tout moment la tempête du second.

Le tout donc est une question de ce mauvais temps qui sévit dans la région.

(*) Gouvernement Provisoire de la Révolution Algérienne
(**) - Haut Comité d'Etat.

Egypte : un pays, deux sociétés

Par Djamel Labidi

Le clivage entre ces deux parties de la société est si marqué qu'on peut parler de deux sociétés. Comment caractériser ces deux sociétés? On peut le faire à partir des apparences à travers lesquelles elles se laissent voir, celles de leurs référents culturels: d'un côté une société profonde, où dominent les référents «arabo-islamiques», de l'autre une société où dominent les référents «occidentaux ou «occidentalistes».

C'est en effet sous cette apparence qu'elles apparaissent spectaculairement aux yeux, sous toutes les formes par lesquelles s'exprime la culture, du mode de vie, des apparences vestimentaires à la langue, la religion, et les valeurs. Mais c'est aussi sous des formes culturelles qu'elles s'opposent ou s'affrontent sur le plan idéologique, le plus intensément. On verra cependant que les clivages culturels expriment au fond des clivages sociaux.

J'entends déjà les cris d'orfraie de ceux qui vont s'indigner qu'on divise ainsi nos sociétés. Et pourtant, c'est la réalité, elles sont profondément divisées et l'actualité elle-même le démontre chaque jour. D'ailleurs, si tel n'était pas le cas, nos sociétés ne seraient pas aussi vulnérables. Toute la problématique politique est là. Le mérite sera grand que celui des forces politiques qui sauront les unir.

La dualité

C'est dans l'existence de ces deux sociétés que se trouve probablement l'explication, le secret des particularités des conflits dans les pays arabes, notamment de leur violence extrême et notamment de ce paradoxe qui fait que toutes les parties se réclament de la démocratie, qu'il y a semble-t-il unanimité sur la question, mais que celle-ci a tant de difficulté à s'imposer.

Cette dualité sociale remonte au système colonial. Il faut en effet revenir au colonialisme, à un conflit historique qui n'a pas été encore résolu, qui traîne, qui rebondit, qui se manifeste sous des formes inédites, pour comprendre cette dualité sociale.

Partout où il a existé, le système colonial a créé cette dualité: deux secteurs économiques, l'un moderne, l'autre traditionnel et rural, deux sociétés, l'une coloniale et l'autre autochtone, etc. Les guerres de libération ont d'ailleurs été les plus violentes là où la dualité a été la plus intense et où le colonialisme a fortement influencé des secteurs plus ou moins larges de la population et des élites locales. En cela, la domination occidentale a été et est aussi interne. C'est ce qui explique que les guerres de libération ont pris aussi dans certains cas des aspects de guerre civile, déchirant souvent des familles, des communautés, des ethnies, ou que les luttes actuelles pour la démocratie basculent brusquement dans des guerres civiles, non seulement dans les pays arabes, mais aussi, disons-le au passage, en Afrique ou de nombreux pays sont actuellement à feu et à sang.

La dualité sociale n'a pas disparu avec les indépendances. Elle s'est même accrue. D'où le sentiment à la fois d'échec de l'indépendance et de la voie vers la modernité portée et proposée par les élites dirigeantes des mouvements de libération national du siècle passé. Celles-ci, de manière générale, malgré une phraséologie nationaliste ou socialiste, suivant les cas, n'entrevoient le développement et le progrès des pays arabes que sous la forme de l'accès à une modernité occidentale, enfin apurée de son péché originel, le colonialisme, et devenue donc, enfin, universelle, disponible à tous comme «un prêt à porter». D'où le débat récurrent «sur les aspects positifs du colonialisme» qui ne pouvaient aller plus loin que celle de la reconnaissance par l'Occident de ses fautes par rapport à ses propres valeurs, et de retrouvailles enfin entre le colonisé et le colonisateur. Voilà comment ces élites voyaient le dépassement de la contradiction coloniale.

Mais l'Histoire en a décidé autrement. La dualité sociale mise en place par le colonialisme n'a cessé de s'aggraver, creusant le fossé et les tensions entre une société, apparaissant comme avoir pris la place de la société coloniale, et une autre, la société profonde, laissée pour compte ou marginalisée à des de-

grés divers suivant les ressources du pays. Ce n'est pas un hasard si les explosions, ou les endroits de plus forte contestation, sont aux alentours des zones modernes de l'économie touristique comme à Ismaïlia en Egypte, ou à Sidi Bouzid en Tunisie, ou à Marrakech au Maroc. Comme ces tensions peuvent exister aussi, autour d'îlots de modernisation économique, qui apparaissent d'autant plus étrangers qu'ils n'ont pas d'intégration locale, comme c'est le cas des enclaves pétrolières au Sud de l'Algérie et probablement d'autres pays arabes. Dès lors les tensions économiques deviennent aussi des tensions culturelles, comme la critique et la dénonciation de la société dominante s'appuie sur des valeurs d'identité et rejette une occidentalisation perçue comme la continuation de la domination coloniale.

En Egypte, comme au Maghreb, la dualité coloniale continue d'exister et s'est développée sous la forme d'abord de la dualité économique entre un secteur moderne utilisant la technologie et un secteur traditionnel peu développé principalement dans les campagnes mais aussi dans des secteurs du commerce. Mais cette dualité n'est pas seulement économique, elle s'exprime et se prolonge en même temps sur le plan socioculturel: au Maghreb, tout particulièrement, l'utilisation sociale d'une langue étrangère, qui est la langue du colonisateur, est un véritable marqueur social qui traduit l'appartenance à l'une ou l'autre des deux sociétés, qui anticipe sur les idées, la vision du monde, les valeurs bref la culture de chacun. Il n'est pas jusqu'à la division du travail qui n'épouse cette dualité linguistique et culturelle, le secteur moderne (pétrole, informatique, nouvelles technologies, pharmacie etc.) utilisant la langue française, les secteurs traditionnels la langue arabe ou amazigh. Le résultat est une dualité socioculturelle généralisée: 2 élites, l'une en Arabe, l'autre en Français, 2 Universités, l'une en Arabe, dans les sciences sociales et le droit, l'autre en Français dans les sciences exactes, la médecine, deux presses, etc. Cette dualité influe jusqu'à l'habitat, les quartiers riches ou aisés étant ceux où on parle Français.

En Egypte aussi, la dualité économique est très forte. Elle a une importance politique d'autant plus grande que c'est la haute hiérarchie militaire qui dirige une grande partie de l'économie. Quant à la dualité socioculturelle, si elle est plus discrète en Egypte, notamment sur le plan linguistique, elle n'en est pas moins réelle à travers des canaux particuliers de l'histoire de certaines élites égyptiennes et de ses rapports avec les colonialismes français ou britannique, puis les USA. A Alexandrie, jusqu'il n'y a pas si longtemps, l'état civil se faisait en Français. Le fait d'ailleurs que les télévisions publiques égyptiennes affichent en permanence sur leurs écrans, depuis le coup d'Etat, la mention en anglais «Egypt fights terrorism», un message qui s'adresse donc à l'Occident avant de s'adresser au peuple égyptien, en dit long sur cette extraversion culturelle. Il n'est donc pas étonnant que les clivages socioéconomiques apparaissent d'abord, ici comme ailleurs dans les sociétés postcoloniales, comme des clivages culturels, dont la religion est une dimension civilisationnelle essentielle. C'est bien moins le cas, dans les sociétés développées, homogènes culturellement, où les conflits apparaissent directement sous leurs formes économiques, comme des conflits de classe, et passent de façon bien moins intense par la médiation de la culture.

L'échec dans la réalisation des aspirations nationales est en résumé l'échec des élites occidentalistes postcoloniales, qui se sont révélées incapables de supprimer la dualité économique, culturelle et sociale coloniale et les tensions sociales énormes qui en résultent. C'est par contre, dans l'accomplissement de cette tâche, celle de supprimer la dualité sociale sur les plans économique et culturel, et de trouver une voie nationale vers la modernité, que réside très probablement le secret de la réussite des pays émergents, qu'ils se réclament d'une idéologie libérale comme la Corée du Sud entre autres, de l'islamisme comme la Malaisie, ou d'une idéologie socialiste comme la Chine ou le Vietnam.

Que ce soit le Nassérisme en Egypte, le «Boumédienisme» en Algérie, le «Bourguibisme» en Tunisie, l'«Istiqlalisme» au Maroc, force est de constater, qu'indépendamment des références idéologiques- socialisme ou capitalisme- le résultat «en gros» a été le même, celui du maintien et du développement de la dualité économique et sociale. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il ne faut pas s'étonner que ces pays aient en commun, avec d'autres d'ailleurs, de connaître, à travers la vague islamiste, la dénonciation de la voie occidentaliste vers la modernité et la remise en cause des élites qui la représentent. Soixante ans après, l'échec du Nassérisme s'exprime à travers le retour en force du parti des Frères musulmans, auxquels il s'était opposé, à l'origine, précisément sur la question du chemin vers le développement et la modernité. De la même manière, les auteurs du coup d'Etat, ainsi que les élites qui les soutiennent, se réfèrent de nouveau au Nassérisme, alors que la haute hiérarchie militaire, avec Sadate puis Moubarak, a, depuis plus de 30 ans, progressivement tourné, le dos à la dimension de libération nationale et antisioniste de l'héritage nassérien. Il faut noter aussi que dans bien des pays arabes, c'est l'armée, à travers des coups d'Etat militaires, ou au moins des «révolutions par le haut», qui a présidé à cette tentative de modernisation de la société, et l'échec de cette modernisation est donc perçu comme le sien.

Mais c'est aussi dans l'existence de ces deux sociétés, et leur antagonisme, qu'il faut chercher les racines de la violence extrême des conflits actuels dans bien des pays arabes.

La violence terrible de ces conflits recèle bien des traits de la violence coloniale comme s'ils opposaient deux sociétés étrangères l'une à l'autre, qui se nient mutuellement, qui ne partagent pas la même culture, les mêmes valeurs, la même histoire, c'est-à-dire tous ces éléments qui relient les classes sociales entre elles, adoucissent les conflits en les transcendant dans une solidarité plus grande qui est le sentiment d'appartenance à la même nation, au même devenir et qui rend précisément nécessaire la démocratie comme moyen de gérer les contradictions sociales, les conflits de classe, et donc de vivre ensemble.

C'est d'ailleurs dans le même moteur caché, masqué, qui est celui de toute violence historique, l'appât de propriété et de richesses, qu'il faut chercher le mécanisme intime de cette violence.

Transfert de propriété et violence

Les périodes historiques de transfert de propriété sont les périodes d'extrême violence sociale. Il n'est pas possible d'expliquer ce qui passe actuellement dans bien des pays arabes si on n'a pas en vue cet aspect de la situation, et le sentiment qu'a une partie des classes possédantes (celle précisément comme on le verra qui a «hérité» de la propriété coloniale ou de la propriété d'Etat) que leurs intérêts sont menacés par la démocratie. Là est la clé de la compréhension de la brutalité sociale des conflits autour de la question de la démocratie. Les conflits sont donc fondamentalement des conflits de classe même s'ils apparaissent d'abord aux yeux sous leur angle socioculturel et qu'ils doivent leur spécificité au dualisme postcolonial, c'est-à-dire au fait qu'ils opposent les forces sociales, les classes de deux parties de la société.

La période coloniale fut une période de transfert de propriété d'une violence extrême. Vues sous cet angle, les guerres de libération nationale doivent aussi leur violence si caractéristique à la lutte pour la récupération de la terre de la patrie, et donc à un nouveau transfert de propriété au profit, en principe, des populations spoliées. Dans les pays arabes, qui avaient été colonisés ou dominés, cela s'est fait en général au profit d'une partie de la société, la plus proche le plus souvent de l'ancienne société coloniale, ce qui a prolongé ou maintenu le dualisme de la société.

Dans les pays arabes à «orientation socialiste» ou à capitalisme d'Etat, comme on vou-

dra les nommer, le transfert de propriété postcolonial a d'abord été ajourné au profit de la propriété d'Etat. Mais l'écroulement de l'URSS et du système socialiste européen a déclenché ou accéléré le passage à la propriété privée. Ce tournant historique est aussi une période d'un gigantesque transfert de propriété avec la violence qui peut lui être liée. La coïncidence donc entre ce tournant historique et la crise actuelle dans les pays arabes n'est donc pas fortuite. Cette corrélation entre transfert de propriété et violence peut expliquer aussi que c'est précisément dans les pays arabes à économie d'Etat, où la propriété d'Etat était la plus étendue et où elle a été privatisée de façon accélérée, que la crise est la plus violente.

A cet égard le cas de l'Algérie est plein d'enseignements. A l'indépendance, le choix en faveur d'une «société socialiste» donne lieu à l'existence de la propriété publique sur un vaste secteur d'Etat dans l'agriculture, l'industrie, les services. L'immobilier lui-même, pour la plus grande part et pour sa part la plus riche, est propriété d'Etat sous l'appellation «des biens vacants» (biens abandonnés par la colonie française). L'élément culturel – le capital culturel, le niveau culturel, et sa mesure le diplôme – vont alors jouer un rôle essentiel dans l'accès aux fonctions de l'Etat, aux fonctions administratives et économiques, et aux privilèges qu'ils assurent, notamment dans l'occupation des «biens vacants» immobiliers.

Dans les toutes premières décennies de l'indépendance, un diplôme, quel qu'il soit, était la clé d'entrée aux postes de direction dans les sociétés d'Etat ou la haute administration. Le facteur culturel, déjà important dans la hiérarchisation sociale dans toutes les sociétés, joue un rôle encore plus grand dans les sociétés où domine la propriété d'Etat. Il va être en Algérie survalorisé. De plus, en Algérie, dans les premières années de l'indépendance, son action va être d'autant plus intense qu'il faut remplacer l'appareil administratif et économique colonial, l'«algérianiser». Le facteur culturel va donc se transformer directement en facteur de domination économique et social. Et comme l'instruction, pour ceux qui pouvaient y accéder, s'est faite en langue française pendant la période coloniale mais aussi après l'indépendance, ce sont les élites francophones qui vont constituer l'essentiel des élites économiques, administratives et pour une part importante militaires. On comprend donc les raisons sociologiques de la coïncidence qui s'opère entre langue française et statut économique et social. C'est le cas pour les fonctions administratives et économiques mais c'est aussi le cas pour la jouissance de la meilleure partie des biens immobiliers de l'Etat car c'est à partir de ces fonctions que se fait l'accès à ces biens. Ceci explique que la langue française soit celle aussi des beaux quartiers des grandes villes, et l'existence de ce dualisme culturel et social y compris dans l'espace urbain dont nous avons parlé plus haut.

Lorsque se fait, à la fin des années 80 et au début des années 90 le passage généralisé en Algérie de la propriété d'Etat à la propriété privée, du «capitalisme d'Etat» au capitalisme privé, ce sont donc les mêmes élites qui en bénéficient. Elles vont s'approprier juridiquement, directement, ce dont elles jouissaient indirectement. La démocratie va alors être d'autant plus tentante, d'autant plus séduisante qu'elle va représenter pour ces élites la possibilité de donner la légitimité de l'Etat de droit à leurs nouveaux droits de propriété et de se libérer enfin du populisme égalitariste nationaliste de la guerre anticoloniale. Mais elle va représenter aussi le danger de donner le pouvoir à la majorité, aux masses de ceux laissés pour compte et qui désormais leur demandent des comptes. D'où leur hésitation permanente entre démocratie et régime autoritaire. Ce n'est pas un hasard, si les événements d'Octobre 1988 en Algérie, qui ont annoncé la montée de l'islamisme politique, aient coïncidé avec la vente, bien souvent pour une bouchée de pain, des biens de l'Etat, notamment des biens immobiliers et des réserves foncières.

Suite en page 13

Egypte : un pays, deux sociétés



Suite de la page 12

Beaucoup des revendications populaires, dont on ne parle plus aujourd'hui, portaient alors sur l'exigence de révéler l'origine des biens de chacun et avaient créé une grande peur chez les nouveaux possédants. On vérifie donc sous cet autre angle, les interférences culturelles et sociales signalées plus haut : en effet, dans ces conditions historiques et culturelles particulières de transfert de la propriété, les classes populaires vont assimiler occidentalisation, élites occidentalistes et discriminations économiques et sociales. Les questions d'identité culturelles, et à travers elles religieuses, vont alors prendre une signification sociale. Les contradictions de classe vont prendre le biais des conflits culturels pour s'exprimer. La question sociale va s'exprimer à travers la question nationale, c'est-à-dire à travers l'exigence populaire de parachever l'émancipation nationale, de réaliser les promesses du mouvement de libération nationale.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on retrouve des situations semblables dans les pays du Maghreb. On retrouve aussi en Egypte, probablement avec d'autres variantes, des interférences culturelles et sociales du même ordre, et en tout cas certainement cette violence diffuse ou directe de l'énorme transfert de propriété de l'économie d'Etat à la propriété privée.

Le reclassement

Les périodes historiques de transfert de propriété sont des périodes de reclassement social et donc de reclassement politique et idéologique.

La période de constitution des empires coloniaux en fut une. Des voix «démocratiques» comme celles, en France, de Lamartine et de Victor Hugo ont défendu le colonialisme qui apportait, selon eux, «la civilisation» aux pays conquis. Les révolutionnaires français des révolutions de 1830 et 1848, et plus tard de la commune de Paris, déportés en Algérie se sont peu à peu transformés en propagandistes de «l'œuvre civilisationnelle française», et en défenseurs de l'ordre colonial. Les avantages de la colonisation et de leur reclassement social les avaient fait changer de camp mais le discours humaniste et social était resté le même. C'est d'ailleurs par la suite devenu une tradition de la gauche coloniale française, en Algérie et au Maghreb de masquer la défense des intérêts les plus froids derrière une phraséologie humanitaire et de grands discours sur «la liberté, la tolérance, la défense de la civilisation» contre les «masses musulmanes fanatiques» et la «barbarie». On retrouve d'ailleurs, sous une forme modernisée mais au fond sans grands changements, les grands traits de ce discours comme

discours dominant dans les médias occidentaux. Plus près de nous, le 8 mai 1945, des militants politiques français, mais aussi algériens, se définissant comme progressistes, qualifiaient les nationalistes algériens de «fascistes» pour ne pas vouloir renoncer au mot d'ordre d'indépendance et refuser de le subordonner à la politique des forces de gauche françaises.

L'Histoire se répète. De la même manière, les Frères musulmans sont traités en Egypte, par les partisans du coup d'Etat, de «fascistes», et ceux qui soutiennent le principe de la légitimité démocratique de «traîtres à la patrie, parce qu'ils refusent de subordonner la démocratie à tout autre considération. Un journaliste du journal français «Le Nouvel Observateur» note avec surprise lors d'un reportage en Tunisie que «la violence vis-à-vis d'Ennahdha, souvent traitée de «fascistes» par l'opposition laïque, serait facilement assimilée en France à de l'Islamophobie !» (Jean Marcel Bouguereau, «Egypte, Tunisie, le spectre des années noires algériennes» Le Nouvel Observateur, 28 juillet 2013).

Cette référence au «fascisme» est typique de l'arsenal de l'idéologie occidentale actuelle. Elle est d'abord hors de propos car le fascisme et le nazisme sont un produit historique, politique et culturel spécifique à l'Occident en tant que mélange complexe de racisme, d'intérêts financiers et impériaux et de concurrence entre puissances occidentales pour la domination mondiale. C'est ensuite une contre vérité historique car Hitler n'est jamais arrivé au pouvoir par les élections. Bien au contraire, il était minoritaire au parlement, et il n'a été nommé chancelier, avec seulement 3 ministres au gouvernement, que par la pression de milieux financiers allemands et d'une partie de l'armée sur le président de la République de Weimar : Hindenburg. Il en est de même de Mussolini qui ne prend le pouvoir que par un coup d'Etat, «la marche de Rome» des groupes fascistes, avec le soutien d'officiers supérieurs et des milieux industriels «désireux de rétablir l'ordre dans le pays». Mais cette contre vérité a une fonction, celle d'étayer l'argument «que le peuple peut se tromper», et d'éviter aux faux démocrates leur cauchemar : celui du suffrage populaire. C'est semblable à une tradition politique, héritée de la culture coloniale française, dans les pays du Maghreb mais aussi en Egypte à travers la forte influence culturelle et historique française, que de badigeonner d'un discours «de gauche» des intérêts particuliers. Mais la raison fondamentale de telles positions est là aussi le transfert de propriété, le reclassement et le changement de statut social qui en ont résulté. Devenues propriétaires, les élites qui ont dirigé le pays pendant le socialisme d'Etat ont gardé de leur jeunesse politique le vocabulaire, et probablement la nostalgie sincère de cette période. La forme reste, mais le fond a changé. L'idéologie «de gauche» est recyclée au service de nouveaux intérêts sociaux. Il en a toujours

été ainsi. Les patriciens romains gardaient, dans leurs discours, les accents égalitaristes et plébéiens des fondateurs de la République romaine, bien après s'être constitués en aristocratie.

Cet énorme reclassement social touche aussi et reconfigure les relations politiques, non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale. Les tournants historiques sont à l'origine de changements dans les alliances, dans les rapports entre Etats, dans les relations diplomatiques. Mais il faut du temps à chaque force pour évaluer la nouvelle situation, prendre la mesure des changements, prendre ses marques, avoir de nouveaux repères. A la faveur de la crise actuelle qui secoue le monde arabe, des alliances étonnantes se forment, qui semblent contradictoires, voire contre-nature ; elles se nouent, se dénouent au gré de l'évolution de la situation, aussi bien au niveau local qu'international. En Egypte, les USA hésitent entre le soutien et la critique du coup d'Etat, entre le vieil allié sûr que représente la hiérarchie militaire égyptienne depuis 30 ans, et un processus démocratique qui pourrait s'avérer aventureux pour leurs intérêts. Ils avaient déjà beaucoup hésité à abandonner Moubarak. L'Arabie saoudite est avec les Frères musulmans en Syrie mais soutient le coup d'Etat militaire en Egypte. Le Qatar et l'Arabie saoudite divergent fortement sur l'Egypte mais sont alliés sur la Syrie. Le parti des Frères musulmans dénonce le silence, voire la complicité occidentale concernant le coup d'Etat et la répression en Egypte. On se souvient cependant que c'est Mohamed Morsi, président de l'Egypte, qui avait aux côtés des pays du Golfe, rompu les relations diplomatiques avec la Syrie. En Lybie, les puissances occidentales se sont alliées avec des courants islamistes pour abattre à tout prix Maamar Gueddafi, puis ont agi de même contre le gouvernement syrien. Mais après les récentes attaques antioccidentales à Benghazi, elles ne sont plus du tout sûres de leur intérêt à une alliance avec les islamistes en Syrie, et craignent qu'elle ne se retourne contre eux. Un Bernard Henri Levy, partisan acharné d'Israël et des interventions militaires occidentales, pourra tout autant célébrer la «révolution démocratique» en Lybie, comme le font des courants islamistes, que s'enflammer devant ce qu'il appelle «le coup d'Etat démocratique» en Egypte, comme le font des courants arabes «laïques de gauche». Le nouveau pouvoir tunisien pourra, tout autant, organiser à Tunis, avec les puissances occidentales, une conférence «des amis de la Syrie» que s'opposer aujourd'hui à une intervention militaire en Syrie etc.

Les tournants historiques sont des périodes d'hésitations, de grande confusion. C'est dans les bouleversements historiques actuels que se trouve, en profondeur, l'explication du désordre, du chaos qui semble régner dans le monde arabe, et non dans une main invisible et toute puissante qui l'aurait organisé.

Djamel Labidi

LA CHRONIQUE DU BLEDARD

Paris : Akram Belkaïd



Une singularité tunisienne

Il est encore trop tôt pour affirmer que la Tunisie est sortie de la crise institutionnelle qui la paralyse depuis plusieurs mois mais l'évolution récente de la situation est des plus encourageantes. Après de nombreuses tergiversations, Ennahda a finalement accepté de quitter prochainement le pouvoir pour permettre la mise en place d'un gouvernement composé de personnalités indépendantes. Certes, le parti islamiste a posé un grand nombre de conditions et le calendrier de cette reconstitution annoncée est encore flou. Mais il faut tout de même relever que cette acceptation de la formation de Rached Ghanouchi de céder la place – fusse de manière momentanée – est un événement des plus importants dans un monde arabe où les alternances politiques se passent rarement de manière pacifique. On pense notamment au cas égyptien où l'armée continue de tirer à balles réelles contre les partisans de l'ex-président Morsi et cela avec l'apparente bénédiction des chancelleries occidentales.

Vues de Tunisie, les négociations qui se déroulent actuellement au nom du «dialogue national» sont désespérantes. Engagées entre une vingtaine de partis sous la houlette de quatre grandes organisations (*), ces tractations traînent en longueur et donnent lieu à de nombreuses manœuvres dilatoires qui frisent parfois le ridicule quand elles ne témoignent pas d'un manque patent de maturité. Il est évident que certains élus d'Ennahda n'ont pas envie d'abandonner la place, estimant qu'ils sont détenteurs de la légitimité populaire, un argument qui passe de moins en moins auprès d'une population qui réclame à la fois «sa» Constitution et de nouvelles élections. D'autres députés, toutes couleurs confondues, multiplient les entraves pour empêcher coûte que coûte la dissolution de l'Assemblée constituante avant le 23 octobre prochain, c'est-à-dire la date anniversaire (c'était en 2011) du jour où des millions de Tunisiens ont, pour la première fois dans leur histoire, désigné librement leurs représentants. A ce sujet, on prétend à Tunis que ces élus savent qu'il leur faut accomplir un mandat d'au moins deux ans pour bénéficier d'une retraite à vie...

Ces arguties, les exigences de dernière minute, les arrière-pensées, y compris celles du «président» Moncef Marzouki qui, visiblement, se verrait bien rempiler, la réapparition d'anciennes figures de l'ex-Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir sous Ben Ali et aujourd'hui dissous ; tout cela a provoqué un sentiment d'exaspération mais aussi d'indifférence croissante chez de nombreux Tunisiens. «Qu'ils s'entendent entre eux», est une phrase qui revient souvent et qui montre que la ferveur euphorique des premiers temps de la révolution a bel et bien disparu.

Mais vues de l'extérieur, ces péripéties ne peuvent cacher une réalité bien plus positive qu'il

n'y paraît. Malgré ce qu'annoncent les Cassandres de tous bords, les Tunisiens semblent décidés à trouver une solution consensuelle et leur «dialogue national» n'est pas une mise en scène formelle. On le sait, trop de pays arabes, et l'Algérie en a fait partie, se sont engagés un jour dans des processus de «dialogue» qui, en réalité, ne visaient qu'à masquer une situation conflictuelle et une logique d'affrontement pour ne pas dire de guerre civile. «La Tunisie est une île»... Cette formule souvent entendue prend ici toute sa dimension, les «insulaires» finissant toujours par s'entendre, du moins par être capables de trouver un terrain d'entente. Le traumatisme, l'indignation et la colère engendrés par l'assassinat de Chokri Belaïd puis celui de Mohamed Brahmi ont aussi beaucoup pesé dans la recherche d'une solution pacifique.

Bien entendu, la situation est loin d'être réglée. La Tunisie attend toujours une nouvelle Constitution et, surtout, un code électoral accepté par toutes les forces politiques. Car les élections à venir sont le véritable enjeu des joutes actuelles. En acceptant de quitter le pouvoir, et donc en prenant le risque de mécontenter une base travaillée par le salafisme et les idées radicales, la direction d'Ennahda ne fait pas uniquement preuve d'altruisme ou, pour reprendre les termes de l'un de ses dirigeants, de sens de la responsabilité. En réalité, le parti islamiste est bel et bien conscient de son impopularité croissante et de son incapacité à régler les problèmes, notamment économiques et sociaux auxquels la population est confrontée. D'ailleurs, diverses projections électorales circulent à Tunis et toutes entérinent le fait qu'Ennahda serait incapable de renouveler son score d'octobre 2011. Certains spécialistes – peut-être induits en erreur par leur détestation du parti religieux – affirment même que les nahdalous seraient battus à plate-couture. En se retirant du gouvernement – après avoir pris quelques précautions comme le fait d'avoir placé des hommes sûrs dans l'administration – Ennahda se ménage donc la possibilité d'un retour triomphal aux affaires puisque ses responsables parient sur un échec et une impopularité certaine de la prochaine équipe ministérielle. On le comprend, cette stratégie est d'ores et déjà décriée par d'autres partis qui accusent les islamistes de duplicité. Reste que cette bataille, somme toute normale, empêche les Tunisiens de réaliser que leur pays est en train de réaliser le plus difficile : sortir avec le minimum de dégâts de la deuxième phase d'une transition qui est loin d'être terminée (**).

(*) L'union générale tunisienne du travail (UGTT), l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA, patronat), l'Ordre national des avocats de Tunisie (ONAT) et la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH).

(**) On peut considérer que la première phase de la transition s'est déroulée entre la chute de Ben Ali et le vote pour l'Assemblée constituante le 23 octobre 2011.

La matrice sociétale tunisienne triompherait-elle de la stratégie politique hégémoniste, développée par les allemands du national socialisme, reprise par les islamistes et qui consiste à utiliser les outils de la démocratie, les élections entre autres, pour prendre le pouvoir et ne plus jamais, le lâcher ?

■ Une leçon tunisienne de démocratie

Par Abdelkader Leklek

Il semble bien que oui. Car effectivement, et se serait une première dans le monde arabo-phonique, que des organisations de la société civile arrivent à faire pression et faire plier des partis politiques, les amener à la table des négociations, quasiment sans violence, pour amender, reconsidérer et apporter des correctifs à un projet de société, prôné par une partie de la population, fondé sur la politisation de la religion musulmane. Le samedi 5 octobre 2013, après moult tractations, reports et revirements, l'Union Générale Tunisienne du Travail, l'Union Tunisienne de l'Industrie du Commerce et de l'Artisanat, la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme et l'Organisation Tunisienne des Avocats Tunisiens, dénommés désormais le Quartet, par opposition à la troïka qui dirige le pays depuis les élections du 23 octobre 2011, avaient réussi à organiser la première réunion du dialogue national. Cette assise tant attendue avait démarré le samedi 5 octobre à 9 heures au Palais des Congrès de Tunis en présence, d'une part, des trois leaders de la troïka, le président de la république par intérim Moncef Marzouki, le président de l'assemblée nationale constituante et Mostéfa Ben Jaafar, et le premier ministre Ali Laarayed. Et de l'autre, les quatre parrains de l'initiative et les représentants de 26 partis politiques. Toutefois pour s'imprégner de l'ambiance qui avait prévalu en Tunisie et qui avait conduit à ce que des organisations tunisiennes, autres que les partis politiques prennent une telle initiative pour le moins inédite sous ces cieux et bien d'autres dans la même sphère géographique, culturelle et civilisationnelle ; un retour sur la chronologie des événements donnera au lecteur plus de visibilité. Tout avait commencé le 25 juillet 2013 le jour de l'assassinat du leader du mouvement populaire et député Mohamed Brahmi.

C'était le deuxième meurtre, en l'espace de six mois, visant une personnalité politique, exécuté par des terroristes islamistes, après celui de Chikri Belaid, avocat et secrétaire général du mouvement des patriotes démocrates, le 6 février 2013, avec la même arme à feu. Ce qui allait devenir le quartet (Uggt, Utica, Ltdh et Onat) dénonça aussitôt l'assassinat de Mohamed Brahmi et décidait de la suspension du dialogue national qui avait démarré en mai 2013. Par la suite, et le 30 juillet 2013, l'Uggt présentait une initiative de sortie de crise qui prévoyait la dissolution du gouvernement en place, et le choix sur fond de compromis d'une personnalité nationale indépendante qui se chargera de constituer un gouvernement formé de compétences nationales, dans un délai de sept jours.

Le 6 août 2013, le président de l'assemblée nationale constituante, Mustapha Ben Jaafar, décide la suspension des travaux de l'ANC jusqu'à l'ouverture d'un dialogue entre tous les acteurs politiques. 22 août 2013, le mouvement En-Nahdha accepte l'initiative de l'Uggt envisageant la dissolution du gouvernement conduit par Ali Laarayedh et son remplacement par un gouvernement de compétences nationales avec le maintien de l'assemblée nationale constituante jusqu'au 23 octobre 2013. Après cela, c'est à dire le 30 août 2013, les parrains du dialogue national annoncent que la Troïka s'est engagée à accepter le principe de la démission de l'actuel gouvernement. Cependant, le 31 août 2013 : Les partis de l'opposition soumettent une nouvelle série de propositions au Quartet en réponse à la nouvelle initiative lancée par la Troïka. Mais le 4 septembre 2013, le Quartet annonce l'échec des négociations avec le Front du salut national sur les propositions.

Revenant à la charge, 10 septembre 2013, le quartet propose une feuille de route pour relancer son initiative sur la base de la démission du gouvernement et de la reprise des travaux de l'assemblée nationale constituante en présence de tous les élus. Et le 17 septembre 2013, les organisations parrainant le dialogue national présentaient une feuille de route en trois points, en vue de la sortie de crise. Et ce ne sera que le 20 septembre 2013, qu'En-Na-

hdha qui tenait à conserver et à sauver son gouvernement, fit état de son adhésion à l'initiative du Quartet et de sa pleine disposition à entamer le dialogue national sans conditions. Néanmoins, le 21 septembre 2013, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail, Houssine Abbaci, considérait que la réponse du mouvement En-Nahdha à l'initiative du Quartet était restée ambiguë, notamment en ce qui concerne l'acceptation de la démission du gouvernement selon les délais fixés. Ainsi et sans desserrer la pression, et faire revenir les protagonistes à de meilleures dispositions, notamment ceux d'En-Nahdha, la commission administrative nationale de l'Uggt décida l'organisation de mouvements de protestation à l'échelle régionale et sectorielle, en faveur de l'initiative du Quartet. Dès lors, le 26 septembre 2013, des marches pacifiques dans plusieurs régions du pays en faveur de l'initiative du Quartet, furent organisées, et le 28 septembre 2013, le Quartet annonçait l'adhésion du mouvement En-nahdha à son initiative.

C'est après toutes ces péripéties que 3 octobre 2013, l'Uggt annonçait le démarrage, samedi 5 octobre 2013, du dialogue national, au Palais des congrès à Tunis. A la fin de cette première réunion, tous les présents, à savoir, les 21 leaders des plus importantes organisations politiques qui font le paysage politiques tunisien, à l'enseigne de Hamma Hammami, pour le parti des travailleurs, Rached Ghannouchi, pour le mouvement En-Nahdha, Béji Caïed Essebsi, pour Nida Tounès, Kamel Morjane, pour le parti Al-Moubadara, Maya Jribi, pour le parti républicain, Mohamed Hamdi, pour l'Alliance démocratique, Ettakatol : Mouldi Riahi, et d'autres encore. Pour tout cet aréopage il fallait s'entendre et se mettre d'accord sur une feuille de route qui mènera le pays vers la sortie de la crise dans laquelle il s'empêtre et s'enfoncé chaque jour un peu plus. Ces perturbations multiformes touchent tous les secteurs qui font la dynamique d'un pays. Il y a

un marasme politique, une récession économique et beaucoup de dégâts dans les domaines de la création et de la production culturelle.

Cette feuille de route comporte trois grands axes qui se déclinent en diverses actions et mesures à entreprendre, pour que le pays redémarre. Parmi ces axes et celui sur lequel En-Nahdha avait fait une fixette, et ne voulait rien lâcher, fut celui de la démission du gouvernement. Il fut aplani. Ainsi désormais, la feuille de route prévoit : premièrement le parachèvement des travaux de l'assemblée nationale constituante. Ce chapitre est ventilé en cinq points : 1/ la reprise des travaux de l'assemblée nationale constituante, appelée à finir l'examen des questions suivantes dans un délai qui ne doit pas dépasser quatre semaines à compter de la date de la première séance du dialogue national. 2/ le choix des membres de l'Instance supérieure indépendante des élections -ISIE- et l'installation de cette instance dans un délai d'une semaine. 3/ l'élaboration et la promulgation du code électoral dans un délai de deux semaines. 4/ la mise en place d'un calendrier fixant la date des prochaines élections et ce dans un délai de deux semaines à compter de la date de l'installation de l'ISIE. 5/ l'adoption de la nouvelle constitution dans un délai maximum de quatre semaines en faisant recours à un comité d'experts pour accélérer cette opération. Deuxièmes, la formation du nouveau gouvernement, cette section est répartie en trois phases : 1/ parallèlement à la reprise des travaux de l'assemblée nationale constituante, commenceront les concertations pour choisir une personnalité nationale indépendante chargée de former un nouveau gouvernement et dont le nom sera annoncé dans un délai d'une semaine. Les concertations qui seront menées par cette personnalité aboutiront, dans un délai maximum de deux semaines, à la formation d'un nouveau gouvernement. 2/ le gouvernement actuel doit obligatoirement présenter sa démission dans un délai maximum de trois semaines à compter de la date de démarrage de la première séance du dialogue national. 3/ la formation du nouveau gouvernement sera approuvée par l'assemblée nationale constituante. Et enfin le troisième point, consacré au dialogue national ; qui prévoit : que les acteurs politiques s'engagent à poursuivre le dialogue national parrainé par le quartet en vue de parvenir à un consensus sur les points de litige qui entravent le parachèvement et la réussite de la période de transition. Pour la concrétisation de ce contenu de la feuille de route, une première réunion dite technique avait eu lieu le lundi 7 octobre 2013, pour en quelque sorte valider le règlement intérieur, qui réglera le déroulement des travaux, qui selon les participants débiteront soit ce jeudi, sinon demain le vendredi 11 octobre 2013.

Il s'était agit selon monsieur Mohamed El Fadhel Mahfoudh, avocat, bâtonnier de Tunis et porte parole du quartet de régler des questions réglementaires relatives au processus décisionnel, à l'organisation du travail, à la fixation du lieu où se dérouleront les travaux de la commission et à la manière dont seront abordées les questions délicates, particulièrement, celle relative à l'institution supérieure indépendante des élections. Mais pour revenir à ma thèse de présentation, et par delà cette

poussive arrivée à bon port, faite d'atermoiements, de tergiversations, et de louvoisements, les acteurs et le paysage politiques tunisiens, nous renvoient à travers cette maturité, qui reste au demeurant encore perfectible, de gestion des différends idéologiques et philosophiques, une image nette de la victoire de la raison sur la force. Et il y en aurait de quoi l'affirmer, avec tout ce que cela comporte comme risques, impossibles à évaluer à cet instant, faute de recul suffisant. Car en pareilles circonstances et semblables situations, chez les peuples de mêmes niveaux, le contraire se serait produit et les choses seraient restées en l'état. On reprend les mêmes et on recommence, c'est-à-dire la reproduction de la loi de la force. Il n'y a qu'à voir ce qui se déroule dans les mêmes espaces géographiques, pour quasiment les mêmes raisons, les mêmes événements etc. Mais alors pourquoi cette première en Tunisie qui augurerait des jours meilleurs pour la pratique de la politique dans ces espaces culturellement proches ? En plus de l'histoire de la formation de la classe politique, matériellement l'œuvre de l'action syndicale de gauche, dont certaines illustres personnalités avaient fait les annales et l'avaient ancrée dans la postérité, tels Tahar Haddad, Farhat Hached, Ahmed Ben Salah, Habib Achour, Taïeb Bakouche et bien d'autre encore.

La classe politique tunisienne actuelle a l'avantage de bénéficier d'un droit d'inventaire. Forte de l'expérience algérienne des années 90 et de ses conséquences catastrophiques sur tous les segments qui constituent un pays. Ainsi que de tout ce qui passe en Libye où le spectre de la scission du pays est tous les jours de plus en plus insistant et impérieux, aux bénéfices d'intérêts, qui ne profiteront sûrement pas au peuple libyen. L'exemple suivi par l'Egypte, quoi qu'immédiatement utile pour éventuellement voir plus clair, au lieu de s'engager hasardeusement dans une aventure, dont les prémices étaient pour le moins liberticides.

Néanmoins, le parangon égyptien n'est à long terme pas viable, ni durable. Il n'y a qu'à revoir et feuilleter l'histoire contemporaine de ce pays. Par ailleurs, et le plus intéressant dans ce cas de figure, j'allais dire d'école, c'est ce qui avait fait contre poids aux dérives que connaît la Tunisie depuis les élections du 23 octobre 2011, tant politiques que socio économiques, ce ne fut ni l'armée tunisienne, ni la rue. Mais ce sont l'opinion publique en général et la société civile en particulier, qui avaient pesé sur la balance des rapports de force en présence et avaient contraint tout ce beau monde politique à se rencontrer à se parler et à amorcer les premiers jalons de sortie de crise sous la houlette, de ce que les tunisiens avaient baptisé : les organisations parrainant le dialogue. Et c'est là où ce parangon secoue et interpelle, parce qu'il est singulier, et inhabituel dans nos contrées.

Alors bravo, bon vent et bonne fortune à nos frères tunisiens, pour avoir engagé cette expérience. Pour tous les autres, méditer, reprendre et reproduire cette leçon tunisienne de se comporter en politique, ne fera de mal à personne. C'est un début d'apprentissage des comportements démocratiques, qui pour une fois ne vient pas du culturellement lointain et souvent douteux occident. Alors messieurs dames de la politique...

«Le temps qui passe profite aux Sahraouis»

Par Debargve Jean François

Deux fois en cinq ans d'intervalle, j'ai entendu cette phrase en guise de conclusion sur les lèvres d'un haut responsable, conseiller du Président Sahraoui, face à des délégations internationales. Deux fois de trop.

Outre le fait que ces propos puissent conforter les dites délégations dans leur immobilisme, ils sont insoutenables pour ceux à qui ils sont vraiment adressés, ceux qui sont concernés ! L'image romantique du nomade capable d'endurer les pires traversées du désert ne peut justifier la lente disparition programmée d'un peuple par ceux à qui profitent vraiment ce temps qui passe !

A ce peuple, chaque jour pillé de ses ressources, le temps profite t'il ?

A ces manifestants des territoires occupés, arrêtés, torturés, le temps profite t'il ?

A ces familles séparées, déchirées, entre camps et territoires occupés, le temps profite t'il ?

A ces femmes des camps anémiées au point de ne pouvoir porter ou donner la vie, sans le risque de la mort ou du handicap, le temps profite t'il ?

A tous ceux endurent les conséquences chroniques alimentaires, sanitaires et morales de ce damné défilé d'années, le temps profite t'il ?

A cette deuxième génération née dans les camps, n'ayant que la mémoire transmise pour nourrir l'espoir, le temps profite t'il ?

A ces prisonniers iniquement condamnés dans ces procès fabriqués d'un autre temps à 20, 30

ans ou à perpétuité, le temps profite t'il ?

A tous ceux là, ce proche de celui qui fut le premier secrétaire et dirigeant emblématique du peuple Sahraoui, mort sans avoir profité du temps qui passe, à tous ceux là, peut il oser dire face à face, les yeux dans les yeux : " Le temps qui passe profite aux Sahraouis ".

Le temps profite au colonisateur, le temps profite aux multinationales, le temps profite aux pays complices, le temps profite à l'Onu et à ses agences " humanitaires ", le temps profite à bon nombre d'ONGs, le temps profite à l'absence de solution comme résolution possible de ce conflit Sahraoui, oublié avec obstination depuis 38 ans.

Pour que le temps qui passe profite vraiment aux Sahraouis, il faudrait installer les négociateurs dans les conditions des personnes qu'ils prennent en otages dans ces tentes en plein désert et ne leur permettre d'en sortir qu'une fois la solution trouvée. Il ne faudrait pas alors 22 ans pour mettre en place le référendum promis par l'Onu.

Pour que le temps qui passe profite vraiment aux Sahraouis, il ne faudrait pas qu'il soit " gelé " par l'inertie fonctionnelle machiavélique du système de veto ou d'abstention d'un état membre du conseil de sécurité, bloquant toute possibilité d'avancée. Le système onusien est une garantie de gel, dont la devise est : " Il n'est pas de problème qu'une absence de solution ne finisse par résoudre ! "

La perfusion humanitaire s'apparente aujourd'hui à un soin de confort palliatif. L'espoir finit par se dissoudre dans ce temps qui passe. Je partage malheureusement cette impression avec de plus en plus de personnes impliquées depuis suffisamment d'années pour se rendre compte que le temps qui passe profite à ceux à qui le crime profite !



L'exceptionnelle capacité de mobilisation de l'ONU offre l'un des meilleurs moyens qui soient de faire un état des lieux du monde.



Par Ban Ki-moon
Secrétaire général de l'ONU.

En effet, au cours des deux dernières semaines, dans le tourbillon de réunions et de discours qui caractérise l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée générale, j'ai pu rencontrer les dirigeants et les ministres des affaires étrangères de pays et de groupes qui représentent 99 % de la population mondiale.

Qu'est-ce qui fait battre le cœur de la famille humaine? Premièrement, le désir d'être délivré des conflits, des préjugés, des inégalités, du réchauffement climatique et des affres du chômage. Deuxièmement, la conscience de vivre des temps extraordinairement prometteurs et d'appartenir à la première génération qui pourra mettre fin à l'extrême pauvreté. Me fondant sur l'activité diplomatique qui vient d'avoir lieu à l'ONU, et pleinement conscient des obstacles considérables qu'il reste à surmonter, je trouve encourageantes les perspectives qui s'ouvrent à nous.

Cette semaine a produit une résolution décisive du Conseil de sécurité sur la Syrie - la première bonne nouvelle venue de cette crise après plusieurs années de blocage et d'inertie. L'ONU et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques vont déployer d'urgence une mission conjointe chargée de contrôler et d'éliminer les stocks et les pro-

grammes d'armes chimiques syriens. Cela représente à la fois un pas en avant pour la paix et la sécurité internationales et un encouragement à redoubler d'efforts pour mettre fin au conflit.

Le Conseil a également adopté une ferme déclaration sur la situation humanitaire en Syrie, et nous continuons d'insister pour que les acteurs humanitaires aient accès aux populations sinistrées, pour qu'il soit mis fin à la circulation des armes et aux violations des droits humains et, par-dessus tout, pour que soit convoquée une conférence internationale chargée de trouver une solution à ce terrible conflit. Nous ne pouvons pas nous contenter de détruire des armes chimiques pendant que la guerre continue de faire rage en Syrie. La victoire militaire est une illusion; la seule solution est une transition négociée vers cette Syrie nouvelle dont le peuple syrien a besoin et qu'il mérite. Nous sommes résolus à amener les parties à s'asseoir autour d'une table à la mi-novembre.

Les avancées n'ont pas été limitées à la Syrie. L'Iran et les États-Unis se sont servi du cadre onusien pour faire des ouvertures visant à renverser plusieurs décennies de tension. Des rencontres de haut niveau ont permis de progresser dans les transitions démocratiques au Myanmar et au Yémen, dans la complexe crise du Sahel et dans la mise en œuvre de l'accord-cadre de paix pour la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs. Les États Membres de l'ONU

se sont engagés à apporter un ferme soutien aux voisins de la Syrie, qui accueillent 2 millions de réfugiés, et le Quatuor pour le Moyen-Orient s'est réuni pour la première fois depuis plus d'un an pour saluer la récente reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens. Il importe de souligner que les progrès accomplis pendant les premières semaines de la session de l'Assemblée générale n'ont pas concerné que des problèmes urgents de paix et de sécurité. L'ONU a également multiplié les offensives sur le front du développement durable, qui représente notre défi le plus important à long terme.

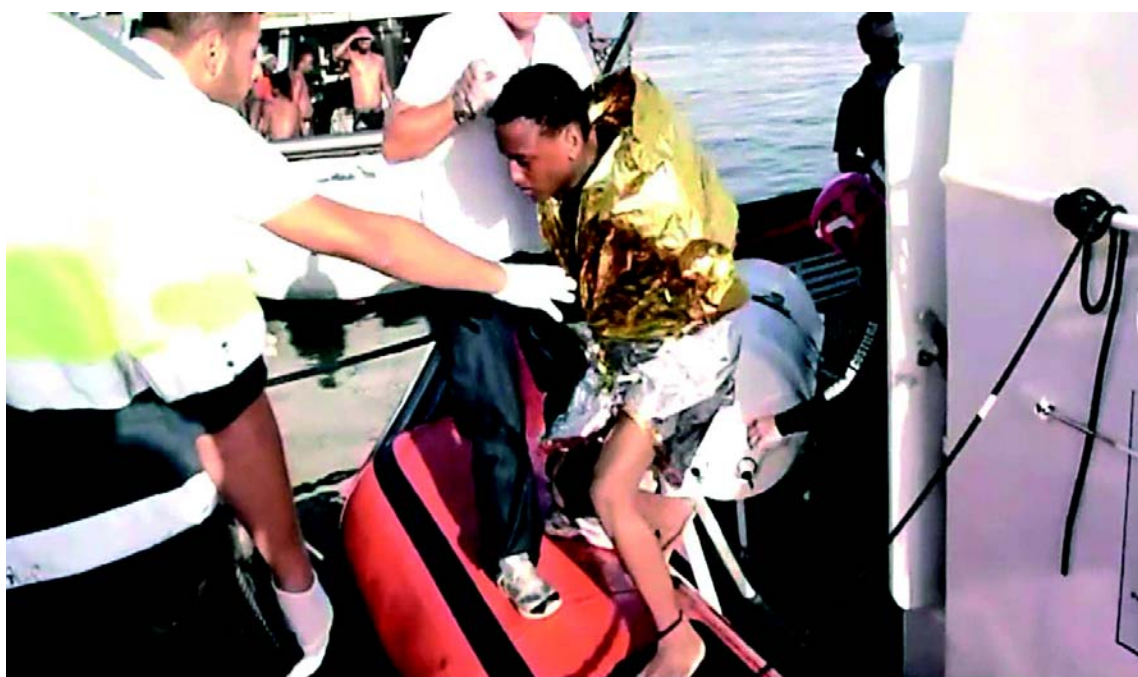
L'année 2015 fera date dans l'histoire, puisque c'est l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, pour l'adoption d'un nouveau programme de développement pour l'après-2015 et pour la conclusion d'un nouvel accord sur les changements climatiques. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont mobilisé les esprits, concentré les efforts et sauvé des millions de vies. Ils ont prouvé que l'aide au développement et les partenariats entre des acteurs très divers peuvent faciliter l'édification d'un monde meilleur. Cela n'empêche pas que nous soyons encore très en retard dans la réalisation de certains de ces objectifs, et que trop d'hommes et de femmes se trouvent encore dans des situations d'exclusion ou d'exploitation, que ce soit dans les mines, dans les champs ou dans les usines. À un moment où nous travaillons simultanément

à la réalisation du premier ensemble d'objectifs et à la définition de son successeur pour l'après-2015, il existe déjà un large consensus sur la place éminente qui devra y être réservée aux droits des femmes, à la gouvernance et à l'action à mener contre la menace universelle que représentent les changements climatiques. J'accueillerai une réunion au sommet sur le climat en septembre prochain à New York, et de nombreux dirigeants m'ont déjà annoncé qu'ils avaient l'intention d'y participer.

La même ONU qui est en première ligne pour apporter les premiers secours en cas de catastrophe est souvent un dernier recours face à des problèmes réputés trop intraitables pour d'autres. Parfois, elle est chef de file et, d'autres fois, elle n'est qu'un acteur parmi d'autres. Parfois nous atteignons nos objectifs et parfois nous les manquons. Mais tous les jours, 24 heures sur 24, dans le monde entier et dans les conditions les plus éprouvantes, l'ONU travaille pour aider l'humanité à réaliser ses objectifs. La diplomatie et l'action multilatérale prouvent régulièrement leur utilité comme premier et meilleur moyen d'affronter tant les crises du présent que les défis complexes de notre avenir commun. La position centrale qu'occupe aujourd'hui l'ONU correspond à la logique mondiale qui est celle de notre époque : nos destins étant toujours plus interdépendants, notre avenir devra être fait d'une coopération toujours plus large et plus profonde.

■ Drame de Lampedusa : l'Afrique a-t-elle perdu son âme?

Madame la présidente de la commission de l'Union africaine, un drame indescriptible s'est produit au petit matin du 03 octobre 2013 sur les côtes italiennes de Lampedusa. Une petite embarcation de fortune transportant plus de 500 migrants africains a fait naufrage et causé la mort de près de 300 personnes.



nes du continent ont choisi, depuis ces vingt dernières années, le chemin de la fuite. En effet, ce n'est pas pour chercher une vie meilleure qu'ils traversent, de nuit comme de jour, la Méditerranée au péril de leur vie. Quand on va à la recherche de meilleures conditions de vie, on ne choisit pas la clandestinité qui est synonyme de cachette. S'ils traversent cette mer dangereuse dans les conditions les plus périlleuses, c'est parce que l'Afrique est devenu un enfer.

Ce que les jeunes Africains fuient, c'est l'injustice sociale, le manque de liberté et de démocratie véritable, la violence policière et militaire, les persécutions et les exclusions ethniques qui caractérisent les systèmes de gouvernance de nos pays, de la Somalie au Burkina Faso, de l'Érythrée en Guinée, du Congo-Brazzaville en Ouganda, du

Soudan au Togo, de la Tunisie au Congo-Kinshasa, de la Libye au Cameroun, de la Centrafrique en Gambie, de la Sierra Leone au Tchad, etc.

Pour mieux comprendre ceci, imaginez, Madame la présidente, un bâtiment de 20 étages qui brûle. Que font les occupants du 20^{ème} étage? Ils sautent dans le vide. En sautant dans le vide, ils savent qu'ils vont mourir, mais ils sautent quand même, parce que dans ce vide subsiste encore l'espoir, bien que mince, de leur survie. Ils sautent donc, et ils meurent. Voilà l'espoir devenu la cause de la mort au lieu d'être le motif de la vie. L'Afrique, c'est ce bâtiment de 20 étages qui brûle, et la Méditerranée, le vide.

Saurions-nous un jour donner le véritable espoir à la jeunesse de notre continent? Nous, jeunes d'Afrique, vous saurions gré d'en faire la question centrale du prochain sommet des chefs d'État de l'Union Africaine.



Par Maurice Nguépe
Secrétaire général de l'Organisation Jeunesse Africaine

Un drame de plus, et de trop, quand on sait qu'en 20 ans, plus de 25 000 jeunes Africains ont perdu la vie en traversant la Méditerranée sur ces embarcations et à la nage. Entre le 03 et le 09 octobre 2013, le président allemand, Joachim Gauck, le ministre italien de l'intérieur, Angelino Alfano, le Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault, et bien d'autres dirigeants européens ont lancé un appel à un débat en profondeur sur le phénomène afin que ce genre de tragédie ne se reproduise plus. De son côté, le Pape François faisait le déplacement sur l'île italienne et, le 09 octobre 2013, c'était au tour du président de la commission de l'Union euro-

péenne de se rendre à Lampedusa. Pourtant, nulle part en Afrique, on n'a entendu de déclarations des chefs d'État au sujet de ce drame. Nulle part, on n'a entendu de messages de condoléances de nos gouvernements en direction de la Somalie et de l'Érythrée, les deux pays les plus touchés par cette catastrophe.

L'Union africaine, elle aussi, est restée immobile, au moment où la jeunesse africaine traumatisée attendait l'envoi sur place des plongeurs et des secouristes pour récupérer les corps et prendre en charge les rescapés, et d'une délégation pour une collaboration plus étroite avec les représentants de l'Union européenne dans le cadre au débat qui y a été enclenché.

Face à cette indifférence, nous, jeunes Africains, voulons comprendre comment l'Afrique peut en arriver à laisser à son voisin la responsabilité de pleurer ses propres morts, et pourquoi les chefs d'État africains ne se sont pas réunis en urgence au sein de

l'Union africaine pour évaluer l'aide à apporter aux familles des disparus. Où est partie la légendaire hospitalité africaine? L'Afrique a-t-elle perdu son âme? Voilà, Madame la présidente de la commission de l'Union africaine, les questions qui inondent l'OJA depuis le 03 octobre 2013.

Ces questions sont d'autant plus légitimes que l'Italie a décrété un jour de deuil national pour ces morts en même temps que les élèves des écoles primaires et secondaires de ce pays observaient une minute de silence dans les classes. En Afrique, par contre, non seulement les populations n'ont pas été mobilisées et sensibilisées, mais aussi la presse gouvernementale de chacun de nos pays évoquait ce drame comme un fait divers qui ne nous concerne pas.

L'idée selon laquelle les dirigeants africains ne sont pas au service de leur jeunesse est désormais renforcée, et on comprend mieux la raison pour laquelle les jeu-

■ Quel avenir pour un monde à l'image de l'homme ?

«Il ne suffit pas de changer le monde. En tout cas et d'ailleurs, nous le faisons sans que nous y soyons pour quelque chose. Nous devons interpréter ce changement, et le faire bien, pour le changer. Afin que le monde ne se change pas davantage sans nous et ne finisse pas par devenir un monde sans nous.»

Gunther ANDERS, 1980[1].

Par Derguini Arezki

Dans cet article, je souhaite évoquer une thèse lourde de conséquences : la crise actuelle du monde est une crise de la représentation occidentale du monde. D'avoir considéré le progrès comme une transformation du monde à l'image de l'homme, a conduit à un appauvrissement de celui-ci et à une solitude croissante de l'homme. Cette «mise en crise» renvoie bien entendu à une mise à l'épreuve de cette représentation par son approfondissement et son universalisation qui s'avère particulièrement critique avec l'industrialisation des technologies de l'esprit. Ce n'est pas de ce second aspect qu'il sera ici question mais du premier.

Dans la série suédoise «Äkta Människor» («Véritables humains») [2] les robots, des «Hubots» (mot composé : Hub d'humains et -bots de robots), peuplent et envahissent le quotidien des humains. Toutes ces machines si présentes dans l'activité aujourd'hui mais encore si peu visibles, se manifestent ici d'une manière insistante et ostentatoire. La série confronte les machines et les humains dans des champs d'activité où elles étaient jusque là exclues. Ils commencent à échanger des sentiments. La supériorité de la machine sur l'humain éclate en bien des domaines, tant du côté des coûts (jusqu'à ceux psychologiques), que du côté de la performance. Son instrumentalité est désarmante. La machine apparaît comme une perfection de l'homme, un produit achevé, à laquelle celui-ci ne peut se confronter, dans la stricte tâche qui lui a été confiée. Le «Hubot» apparaît donc comme une somme de perfections humaines que ne peut rassembler un seul être humain. Il apparaît comme cet homme qui ne dort ni ne mange, comme se rapprochant ainsi du divin.

«Bienvenus, maîtres robots. S'il vous plaît, ne nous virez pas.» C'est ainsi que le journaliste américain Kevin Drum envisage le futur proche, dans un article publié par Mother Jones: selon lui, en 2025, l'homme aura été dépassé par la «vraie» intelligence artificielle[3].

«Des robots capables d'ouvrir des portes ou de trouver des prises électriques pour se recharger aux virus informatiques, en passant par les drones Predator de l'armée américaine, les systèmes informatisés créés par l'Homme ont de plus en plus d'autonomie.

Si les scientifiques s'accordent à dire que nous sommes encore loin de Hal, l'ordinateur qui prend le pouvoir dans 2001, l'Odyssée de l'Espace, le progrès technologique détruit un nombre croissant de métiers et oblige les humains à apprendre à vivre avec des machines qui copient de mieux en mieux le comportement humain.[4]»

Je parle de représentation occidentale du monde, parce qu'il s'agit de représentation chrétienne du monde et de l'homme : après que Dieu ait créé l'Homme, son Fils, à son image, l'Homme a voulu créer le monde à son image. Ce dernier temps concerne autant la pensée sécularisée que la pensée religieuse. A mes yeux, il n'y a pas de «sortie de la religion» (Marcel Gauchet), mais seulement une sécularisation de la pensée du fait que la pensée s'est mise

à déborder de toutes parts les cadres de la pensée religieuse sans en perdre sa généalogie. Là où elle a été tolérante, il y a eu rupture sociale et politique (révolution), là où elle a été tolérante, il y a eu concomitance [5]. Mais là où il y a eu rupture, il y a eu rupture dans les rapports de classe mais non pas de ce qui restait de la guerre de classes. Le christianisme a survécu avec le protestantisme à la guerre de classes féodales en «se démocratisant», la gestion de la religion étant retirée à la classe dominante. Quant aux catholiques, le Fils de Dieu s'est émancipé de Dieu le père, il a tué le père, mais sans descendre du piédestal où une telle origine l'avait établi. Ainsi les mythes scientifiques de la domination du monde et de la science omnipotente ont pris la place de ceux de la Genèse. Cette représentation de l'homme et du monde, le premier surplombant le second et étant en mesure de le recréer, a été extrêmement féconde à ses débuts mais elle en arrive aujourd'hui à ses limites. Le miracle scientifique européen a été rendu possible par cette croyance que le monde pouvait être donné à l'homme. Newton, Descartes et bien d'autres savants après eux, sont les enfants d'une telle croyance. Alors que le rapport au monde des autres civilisations était bien plus allégorique. Mais avec le développement de l'activité humaine rendu possible par un tel miracle, nous entrons dans une nouvelle société et un nouveau monde.

Avec la crise de cette représentation nous entrons dans une nouvelle société, la société mondiale du risque et de l'incertitude. Société mondiale du risque (Ulrich Beck, 1986) parce que l'intervention humaine dans le monde est devenue tellement massive qu'il faut maintenant considérer le monde non plus comme passif et impassible mais comme variable et réactif, ensuite parce que de telles variations même prévisibles ne peuvent plus être contrôlées. Enfin, parce que l'industrialisation s'étant tellement étendue et s'apparentant de plus en plus à une industrialisation du comportement des hommes et de la nature, le progrès ne consiste plus qu'à éluder les crises, qu'à prévenir les ratés qu'une telle industrialisation entraîne. Il faut ajouter, dans le même mouvement, société mondiale de l'incertitude parce que conséquemment nous ne savons plus comment le monde va réagir[6] mais aussi l'humanité dans sa variété, puisqu'une partie, celle européenne, ne peut plus la représenter. Le monde-objet, fait place à un monde actif et réactif et l'occident-humanité fait place à une humanité multiple, une multitude d'acteurs. Bref, nous ne sommes plus dans le même sentiment de maîtrise de soi et du monde, nous ne sommes plus au-dessus du monde, mais dans un monde multiple où ne sommes plus qu'un acteur parmi d'autres, humains et inhumains.

A titre d'exemple, le leading from behind comme stratégie politique et militaire renvoie à cette situation de risque et d'incertitude : on ne peut se donner à priori le comportement des divers acteurs et de leur environnement. Pour l'Occident il s'agit d'un aveu que l'on préfère taire au monde, tant que l'on pourra en tirer les profits sans en payer les coûts. Pour le monde non occidental, il s'agit de nouvelles possibilités mais aussi de nouvelles responsabilités dont il n'a peut être pas envie d'hériter.

médiatic La com'dans tous ses ébats

LIVRES
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah



LES ENJEUX DE LA COMMUNICATION. La transnationalisation de l'audiovisuel en Méditerranée. Etude de Abdesslam Benzaoui. Taksidj.com, Alger 2011, 446 pages, 900 dinars

On a eu beaucoup d'écrits journalistiques et d'études sur l'audiovisuel mais bien peu sur l'audiovisuel en Méditerranée. Mais, depuis deux décennies à

trois, notre espace est devenu lieu de défis et d'enjeux politiques et économiques, espace dans lequel s'affrontent, en sourdine ou brutalement, directement (ex : conflits en Irak, en Libye) ou par pays interposés (ex : Israël, certains pays du Golfe), les grandes puissances... les luttes allant bien souvent au-delà (ex : Mali, Sahara Occidental) des pays directement riverains de la Grande bleue.

Ca nous pendait au nez... mais comme on ne voyait pas plus loin que son bout, ce fut, pour beaucoup, la grande surprise.

Les analystes spécialisés l'avaient déjà prévu. Les plus avertis d'entre-eux furent, il faut le reconnaître, les spécialistes qui avaient intégré le secteur de la Communication et, à travers lui, le champ méditerranéen de l'audiovisuel (entre autres). Ils ont vu venir le danger. Mais, pas totalement. Enfin, pres-

que, le situant, au départ, seulement au niveau de l'«invasion culturelle» habituelle. La thèse d'Abdesslam Benzaoui, soutenue au milieu des années 2000, à la Faculté des Sciences politiques et de l'Information de l'Université d'Alger, est arrivée au bon moment. Fallait-il qu'elle soit lue... à l'époque ? Mais, qui se souciait, alors, de la Recherche scientifique et universitaire ? Mis à part les membres du jury payés pour ce faire. Aujourd'hui encore ! ? Les étudiants ? N'en parlons pas.

Lecture difficile
Avis mais nécessaire

Extrait: «La transnationalisation des moyens de communication détermine, aujourd'hui, le cours de l'histoire et façonne, à des titres divers, le destin de tous les peuples» (p 372)

Plus militant du Fln, je crois, mais, je sais, toujours ardent militant de l'Algérie et du journalisme.

On rappelle seulement, pour les jeunes, qu'El Moudjahid (créé en juin 1965) occupe le siège du sinistre quotidien «l'Echo d'Alger» (avec son imprimerie) du non moins sinistre Alain de Sérigny, hérald de la colonisation. Après 62, «le Peuple» avait occupé les locaux.

A lire, surtout par les journalistes, anciens et jeunes afin qu'ils sachent, pour les uns qu'ils ne seront pas (jamais) oubliés et pour les autres que le journalisme a déjà existé en Algérie bien avant leur arrivée. En attendant que des anciens d'Ech Chaab, d'El Djouhouria (et de la République), d'An Nasr (et de la Dépêche de Constantine) et des autres titres publics (post-90) écrivent, eux aussi, leur métier. Pour l'instant, à ma connaissance, seul Zoubir Souissi l'a réellement fait. Au suivant !

Extrait(s) : «Du côté du 20, rue de la Liberté : une adresse pas comme les autres...» (p 7)

dessin de Slim... Mais un titre qui ne sied pas au (haut) niveau - d'information, d'analyse et de réflexion - de l'œuvre, aux sujets abordés assez sérieux. Les multiples anecdotes émaillant le texte et le style spécifique de l'auteur (fluidité) n'excusent pas le choix. Décidément, Souissi ne changera jamais, avec son humour toujours caustique.

A lire absolument si vous voulez ne pas oublier tout ce qui a été réalisé mais aussi, et surtout, ce qui a été raté par les politiques algériens et... du Tiers-monde. On comprendra bien mieux pourquoi la facture est, aujourd'hui, bien salée.

Extrait(s) : «Apprendre la coiffure sur (les) tête(s) des orphelins équivaut à se prémunir des conséquences engendrées par les erreurs dues précisément à l'apprentissage du métier (...). C'est un peu la triste mésaventure qu'a connue notre pauvre pays, livré à des hommes et un système qui avaient l'excuse de l'expérience au lendemain de l'indépendance, mais qui, malheureusement, ont persisté dans leur démarche insensée après plusieurs décennies» (p11), «La démocratie, les droits de l'homme et la liberté, ce sera pour plus tard. Nos enfants pourront peut-être y parvenir, sinon, on est bien forcé de croire que le pays est frappé de malédiction» (p 320).



DU CÔTÉ DU 20, RUE DE LA LIBERTÉ... Ouvrage mémoriel de Mahmoud Boussoussa, préfacé par Abdelali Ferrah. Editions El Maarifa, Alger 2013. (2^e édition, révisée et complétée. 1^{ère} édition 2009), 239 pages, 400 dinars.

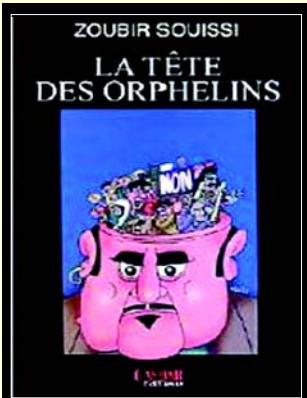
Qui, dans la presse nationale ne connaît Mahmoud Boussoussa ? Journaliste engagé, militant (Fln, cela va de soi), fidèle (à El Moudjahid), il s'est mis en tête, la retraite venue, de raconter sa vie de journaliste (plus de 30 années, de

1969 à 2000), ses rencontres (Giap le vietnamien, Abou El 'Izz le Palestinien), ses voyages à l'intérieur du pays et à l'étranger, les grands noms de la presse et de la politique qu'il a côtoyés. Neuf mois de rédaction ! Et, une nouvelle édition revue, corrigée et augmentée. Mais, cela en valait la peine.

En effet, il est arrivé à restaurer, face à nos mémoires toujours oublieuses, des instants de plaisir et aussi de difficultés et de malheurs des journalistes algériens.

Grâce à son travail de vrai reporter-fourmi, il recrée l'ambiance du temps qui passe avec ses engagements, ses dizaines et dizaines de noms (Qui se souvient de Belaid Ahmed, de Mohamed Morsli, de Mouloud Benmohamed, de Mohamed Abderrahmani, de Nait Mazi, de Ferhat Cherkit, de Ahmed Benslama, de Chérif Haddad... de toutes ces centaines de journalistes qui ont fait leurs premières armes (leurs meilleures ?) rue de... la Liberté.

Ni roman, ni mémoires travaillées, tout simplement un compte-rendu de toute une vie consacrée à l'information du citoyen telle qu'il l'a toujours comprise (il n'a d'ailleurs pas changé d'idée et c'est tout à son honneur).



LA TÊTE DES ORPHELINS... Ouvrage mémoriel de Zoubir Souissi, Casbah éditions, Alger 2006, 320 pages, 600 dinars

Journaliste depuis 1966, passé par les rédactions des plus grands titres de la presse nationale ainsi que par l'agence de presse, Zoubir Souissi a été un des tout premiers journalistes à s'en aller créer un titre indépendant, en compagnie, entre autres, de Fouad Boughanem, de Djamal Saifi et de Mâamar Farah et dont il assura la direction, tout en «commentant» des chroniques devenues rapidement incontournables pour la compréhension de la nouvelle «chose politique» et imitées bien qu'inimitables, chaque chroniqueur ayant son style.

Son livre est de la même veine. Comme le dit si bien son préfacier (et ami de très longue date), Boubekeur Hamidechi (Mister «Bob» a, par la suite, publié, un recueil de ses chroniques), ce livre est «inclassable». Ni récit, ni essai de polilogue, ni carnet de route, ni ensemble de chroniques... C'est, tout simplement, «un superbe vagabondage de la mémoire d'un journaliste qui a voulu extraire de la consigne muette du passé quelques souvenirs, afin de leur donner une nouvelle existence», un «texte polyphonique». C'est joliment dit pour un joli travail.

Journaliste de profession, éditeur, trop connaisseur de la vie pour être moralisateur, souvent, sinon toujours, situé aux premières loges «du spectacle de la comédie du pouvoir» à travers ses reportages, ses enquêtes, en Algérie et à l'étranger, ses commentaires et ses chroniques, il a su garder, malgré une certaine sévérité qui n'a rien à voir avec l'austérité, la bonne distance pour en juger des ravages. C'est, d'ailleurs, parce qu'il ne s'est jamais aventuré dans des territoires d'influence où son métier avait tout à perdre qu'il a été, un jour, élu par les journalistes président du premier (et dernier ?) Conseil de l'éthique et de la déontologie. Un journaliste d'élite avait pris sa retraite, un intellectuel venait de naître. Le sait-il ? Salut, l'ancien !

Une belle couverture avec un beau

Le fric de la conquête du pouvoir

Financements occultes... La chronique politico-judiciaire le démontre à chaque enquête ou mise en examen de membres de la Sarkozye : l'argent reste le plus petit dénominateur commun de la politique.



C'est comme dans un opéra de Wagner. Au tréfonds de la plupart des «affaires» qui défraient la chronique politico-judiciaire, on trouve le même leitmotiv : le rapport de la Sarkozye à l'argent. Moins, apparemment, le «fric» qui permet de se sucrer soi-même (sauf, peut-être, dans le cas de Claude Guéant) que celui qui favorise la conquête du pouvoir... et dont le coffre-fort originel se trouve à Neuilly, dont Sarkozy fut maire, et dans les Hauts-de-Seine - ghetto du gotha - où résident aussi bien Martin Bouygues que Liliane Bettencourt, le flambeur Patrick Balkany que l'entremetteur Jacques Séguéla, ou même Jacques Attali, qui fera profiter le futur président de la République de ses lumières.

Toutes ces embrouilles, dont nous rassasie une actualité compulsive qui côtoie sans cesse le fait divers, affichent une apparente complexité qui décourage la mise en perspective rationnelle, tout en révélant beaucoup de fantasmes. Elles sont, cependant, d'une parfaite cohérence et, finalement, d'une transparente simplicité. C'est ce que Marianne entend, ici, démontrer.

TOUT COMMENCE EN ARABIE SAOUDITE

On ne s'empare pas de la ville de Neuilly, cette caverne d'Ali Baba, au nez et à la barbe de Charles Pasqua en personne - ses filières corses et ses réseaux africains - sans s'être mis dans la poche quelques détenus nationaux et cosmopolites du «nerf de la guerre». Histoire de préparer l'avenir. D'autant que, jusqu'en 1994, le petit clan Sarkozy, au sein duquel naviguaient déjà un Thierry Gaubert ou un Brice Hortefoux (qui habitent Neuilly), ne représentait qu'une filiale du système Chirac, qui s'appuyait sur la Mairie de Paris. Chacun rackettait de son côté et on mettait au pot.

Les choses sérieuses commencent quand la filiale en question, celle des Hauts-de-Seine, entraînant tout naturellement les Devedjian, Pasqua, Balkany, Ceccaldi-Raynaud, et autre Aeschlimann dans son sillage, s'engouffre dans le complot qui consiste à larguer un Chirac jugé «cuit» pour le remplacer par un Balladur labellisé «moderne». Alors ministre du Budget, Nicolas Sarkozy est l'âme de la conspiration : c'est lui qui mobilise le gratin du capitalisme et de la finance, en commençant par ses amis de Neuilly, en faveur du très avantageux «Edouard». On remarquera, d'ailleurs, que les élus du XVI^e arrondissement de Paris rallient Balladur - et Sarkozy - comme ceux des Hauts-de-Seine ou des Alpes-Maritimes. L'argent a choisi son camp.

FAIRE FRUCTIFIER LE MAGOT

Mais Chirac résiste. Il garde le contrôle de l'appareil RPR, et donc du trésor de guerre du parti néogaulliste, largement alimenté par les «dessous-de-table» que les grandes sociétés de services - Lyonnaises des eaux et Générale des eaux, en particulier - doivent verser à la Chiraquie pour obtenir des marchés publics. A quoi s'ajoute - merci, Bongo ! - la manne africaine (Gabon, Togo, Cameroun), les générosités du Libano-Saoudien Hariri et même, un temps, des apports occultes de l'Irak de Saddam Hussein. Les sarko-balladuriers comment à s'inquiéter. Comment faire fructifier leur propre magot pour rééquibrer cette force de frappe ? On phosphore. Heureusement, on a Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, qui a prise sur des officines

de vente de matériel de surveillance policière, François Léotard à la Défense, qui a confié à son ami Jacques Douffiagues la société d'Etat qui gère les ventes d'armes, Nicolas Sarkozy au Budget, qui peut donner son aval à certaines opérations nécessitant versement de commissions (au début, d'ailleurs, il hésite, mis en garde par certains cadres de son ministère), et on dispose de relais qui organisent, à la barbe de Chirac, des déplacements «non officiels» en Arabie saoudite. De leurs côtés, les caciques du Parti républicain, fervents soutiens de Balladur, connaissent des intermédiaires libano-saoudiens capables de faire pièce à ceux qu'utilisent les chiraquiens.

C'est ainsi qu'aurait été mis sur pied le système consistant à se brancher sur de juteux marchés (avec l'Arabie saoudite ou le Pakistan), à introduire dans le jeu de nouveaux intermédiaires amis, dont le fameux Ziad Takieddine, et à faire gonfler leurs «commissions» pour en redistribuer une petite partie, sous forme de rétrocommissions, aux organisateurs de la campagne présidentielle de Balladur. Ceux-ci auraient ainsi envoyé leurs factotums réceptionner, dans des banques de Genève, des petites valises remplies de liasses de billets de 500 F. «Le bruit courait parmi nous qu'il y avait des armoiries remplies de liasses de billets», nous a même confié un protagoniste de cette aventure. Une partie de ces sommes sera ensuite blanchie par une société off-shore luxembourgeoise, Heine, dont le ministre du Budget, Nicolas Sarkozy, a surveillé la création et la dissolution. Conclusion d'Alain Madelin : «Dans ces affaires, celui qui compte, c'est celui qui a la signature.»

C'est à cette époque, notons-le, que Bernard Tapie, lessivé à la suite de ses multiples ennuis judiciaires, commence à travailler au corps le responsable de nos finances, négociant un éventuel ralliement à sa cause contre un coup de pouce pour sauver ses finances à lui. On sait que Chirac réélu, épaulé en cela par Dominique de Villepin, ressaisira la filière des relations financières avec l'Arabie saoudite et annulera les surcommissions consenties aux militaires pakistanais. Cela fut-il la cause de l'attentat de Karachi dont 13 Français furent victimes ? On ne saurait objectivement l'affirmer.

Balladur battu, Sarkozy est, un temps, mis à l'écart. Puis repêché et réhabilité en 2002. Installé au ministère de l'Intérieur, il repart, alors, à la conquête du pouvoir. Toujours contre Chirac, mais, cette fois, pour son propre compte. Et, tout naturellement - car le pot aux roses n'a pas encore été découvert -, il réactive les méthodes et les réseaux qui avaient été mis en branle du temps de la campagne Balladur. Echaudés, les Saoudiens rechignent à replonger dans ces embrouilles. L'émir du Qatar est moins réservé. Surtout, Kadhafi - que Brice Hortefoux mais avant tout Claude Guéant ont mis en condition - flaire (ou du moins il le croit) la bonne affaire. On y reviendra.

RÉVÉLATIONS GÉNANTES

En attendant, on mobilise les grosses et moyennes fortunes, presque toutes acquises à la cause sarkozyste : Bernard Arnault, Vincent Bolloré, Arnaud Lagardère, Serge Dassault, et tutti quanti. On crée un club «privilège» ouvert aux «donneurs émerites». On leur promet l'instauration du fameux «bouclier fiscal» et ils auront droit, après les élections victorieuses, à des rencontres régulières avec le président de la République ou avec son ministre du Budget, Eric Woerth. Le trésorier du parti et du candidat Sarkozy réunit même à Genève les exilés fiscaux, gros fraudeurs pour



la plupart, et leur promet, contre leur écot, en cas de victoire, des initiatives qui leur feront «très plaisir». Ce qui aura une conséquence : lorsque le même Eric Woerth, devenu ministre du Budget, prendra des mesures, fussent-elles timides, contre la fraude fiscale, le responsable UMP du secteur «banques suisses» s'estimera trahi et commencera à faire des révélations gênantes.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer «l'affaire Bettencourt» : la richissime héritière habite Neuilly. Son défunt mari, bien qu'homme de droite et ancien pétainiste, copinaut avec François Mitterrand, ce pourquoi il graissait quelques pattes socialistes. La veuve, elle, ne s'embarrasse pas de ces finesses. Elle en pince pour Sarkozy, désire passionnément son élection. Son homme de confiance, Patrice de Maistre, fait partie du club des gros donateurs UMPistes, le célèbre «premier cercle». Il n'y a donc nullement besoin de «harceler» la vieille dame, encore moins d'«abuser de sa faiblesse».

Elle raque sans difficulté et en toute conscience. Simplement, il faut dissimuler qu'elle verse à la cause de son champion des sommes beaucoup plus importantes que ne le permet la législation sur le financement politique. Ce pourquoi Patrice de Maistre multiplie les retraits bancaires destinés à remettre des enveloppes d'argent liquide à Eric Woerth, le trésorier de la campagne de Sarkozy. Le délai de prescription étant passé, la manip ne tombe plus sous le coup de la loi. Aucune escroquerie condamnable là-dedans. Nulieu presque assuré.

FINANCEMENTS PARALLÈLES

L'affaire Tapie est différente. Ici, contrairement à ce qu'on insinue dans certains milieux, ce n'est pas Sarkozy (ou le Sarkoland) qui reçoit... mais Sarkozy qui fait donner. En récompense de quoi ? Du ralliement de l'ancien ministre de Mitterrand à sa cause ? Il y accorde, en effet, non sans raison, la plus haute importance. Ce ralliement entraînera d'ailleurs d'autres, comme celui de Bernard Kouchner. Mais davantage qu'un hypothétique renvoi d'ascenseur politique, cette alliance marque autre chose : c'est, en quelque sorte, le monde de l'argent qui se réunifie. Le gros cigare fusionne avec la Rolex. Depuis longtemps, Alain Minc a pris le vent, comme le prendront Jacques Séguéla ou Michel Charasse. Tapie va à Sarko ; il a failli aller à DSK. Euro RSCG, l'agence de com de Stéphane Fouks et de Jacques Séguéla, fait la synthèse. Toute la sphère dorée sur tranche bascule du côté du maire de cette Mecque qu'est Neuilly.

Le coup de main que donne Tapie à un homme qu'il fréquente depuis longtemps, à sa façon entraînée, destructrice pour Ségolène Royal, compte beaucoup pour Sarkozy. Les deux stars se fascinent mutuellement. Leur côté caïds de banlieue, tchatteurs, rouleurs de mécaniques,

voyous sur les bords, les rapproche. D'où la consigne que donne le nouveau président de la République (dès juin 2007) à toute sa cour et maisonnée : arrangez-vous, il faut lui régler ses affaires au mieux. Comment ? En lui faisant concocter un «arbitrage» aux petits oignons (l'idée est de Tapie lui-même). Au fond, ce n'est pas plus compliqué que cela... Et ça passe d'autant mieux que la cause du Crédit Lyonnais n'est pas elle-même immaculée.

Il faut bien l'admettre : Karachi, Bettencourt, Tapie..., aucune de ces «affaires» n'est susceptible de ruiner les projets de retour de Nicolas Sarkozy. Le rôle éventuellement joué par le dictateur libyen Kadhafi dans le financement de sa campagne électorale de 2007 est, en revanche, d'une tout autre nature. Les sarkolâtres scandent en boucle : «Aucune preuve !», tout en reconnaissant, en privé, que le soupçon les assaille. Aucune preuve ? Rappelons-le : du racket des sociétés de services par la Mairie de Paris, des «subventions occultes» distribuées (beaucoup au RPR, un peu au PS) par la société pétrolière Elf, des petites valises rapatriées depuis le Gabon, des douceurs dispensées par Saddam Hussein, il n'y eut jamais de preuves absolues non plus. Même la cassette vidéo dans laquelle l'entrepreneur et l'entremetteur Jacques Méry racontait tout ne constituait pas une preuve absolue...

Le premier à avoir évoqué avec sidération, au lendemain de l'intervention française en Libye, l'aide financière apportée par le «guide» à la campagne de Sarkozy fut le fils préféré de Kadhafi, Saïf al-Islam : «Comment peut-il nous faire ça après ce qu'on lui a donné ?» Remarquons qu'il ne prétendit nullement avoir arrosé les Anglais, les Italiens ou les Américains, interventionnistes eux aussi. Notons que des journalistes algériens ont découvert, en Libye, des preuves que Kadhafi était très généreux avec les politiques qui pouvaient lui renvoyer l'ascenseur. Qu'il subventionna l'IRA irlandaise, l'ETA basque et arrosa même une revue française proche du PSU.

DES PREUVES ENVOIÉES

Mais tout cela ne constitue pas une preuve. Aucune démarche ne fut entreprise par la France pour auditionner Saïf al-Islam et le forcer à étayer ses accusations. Mais cela ne vaut pas preuve. Ensuite, l'ex-Premier ministre de Kadhafi confirma les affirmations du fiston : ce n'était pas une preuve. L'ex-ministre des Affaires étrangères, l'ex-responsable des services secrets et un ex-conseiller confirmèrent à leur tour : ce n'était pas une preuve. L'ex-interprète de Kadhafi soutint que le guide lui avait parlé de la chose : ce n'était pas une preuve.

L'intermédiaire Ziad Takieddine, qui sait de quoi il parle, abonda dans le même sens et ajouta que des preuves solides existaient : mais ne les montra pas. Un industriel, en

conflit avec Vincent Bolloré, et qui avait été en affaires avec les Libyens, raconta la même histoire : mais il n'était pas franc du collier. Un document accusateur fut exhibé : mais il était suspect... La preuve ? Un homme est en situation de la détenir, il s'appelle... Bachir Saleh. Il fut directeur de cabinet de Mouammar Kadhafi. C'est lui qui négocia avec Claude Guéant, le directeur de cabinet de Sarkozy. Qui négocia quoi ? Précisément le soutien financier libyen à la campagne sarkozyste de 2007, selon Takieddine et quelques autres. Ce Saleh pourrait fournir la preuve.

UN TÉMOIN VOLATILISÉ

Où est-il ? On ne sait. Quand le régime Kadhafi s'effondra, alors qu'il était visé par un mandat d'arrêt international, Guéant le fit subrepticement exfiltrer et «protéger» en France. Puis, à la veille du second tour de l'élection présidentielle, on chargea nos services spéciaux de le transférer sous d'autres cieux. Il se serait alors réfugié en Afrique du Sud. Il paraît que ça n'est pas une preuve... Pas plus que les 500 000 • miraculeusement apparus sur les comptes de Claude Guéant, et dont chacun sait que c'est le prix auquel il vendit, à un mystérieux avocat malaisien, deux croûtes d'un peintre flamand du XVII^e siècle qui en valaient 10 000...

Un Claude Guéant très introduit en Libye, on le sait, et tellement utile que, dès 2002, Sarkozy, ministre de l'Intérieur de Chirac, lui permit d'ajouter quelque 10 000 • de primes en liquide à sa rémunération de haut fonctionnaire. La preuve des versements intéressés de Kadhafi, en 2006 et 2007 ? «Personnellement je n'ai jamais rien eu en ma possession attestant que Mouammar Kadhafi avait versé de l'argent à Nicolas Sarkozy. Cependant, tous ceux qui sont autour de moi en parlent», nous confie Roland Dumas, ancien ministre des Relations extérieures puis des Affaires étrangères de François Mitterrand jusqu'en 1993 et dépêché personnellement par le président, à plusieurs reprises, auprès du guide libyen.

Les preuves, ils sont nombreux à l'UMP à prier pour qu'elles n'apparaissent jamais... Pour qu'on ne fasse pas le lien avec les contrats conclus avec Tripoli en 2007-2008 et qui portaient sur des armes sophistiquées, du matériel d'espionnage et une usine de dessalinisation de l'eau de mer fonctionnant à l'énergie nucléaire ou avec le tapis rouge que l'on déroula sous les pieds du tyran allumé, lors de son voyage d'Etat à Paris. Pour qu'on ne s'avise pas qu'une intervention militaire destinée officiellement à protéger les populations civiles se transforma en raids aériens à répétition contre le palais présidentiel ; pour qu'on ne se demande pas pourquoi on fit, apparemment, tout pour ne pas s'emparer de Kadhafi vivant. Comme s'il fallait ensevelir sous les ruines la source du fric. Ce fric qui ouvre les portes du pouvoir.

Promoteur immobilier controversé aux airs de BHL, ex-candidat aux législatives, Rachid Nekkaz se dit contre le niqab, mais pour la liberté de circuler avec.



Rue89

661 amendes ont été dressées depuis la loi de 2011 interdisant le port du voile intégral dans l'espace public. Rachid Nekkaz dit en avoir payé 653. La dernière, c'était celle de Liala, mardi 23 juillet. Il s'est déplacé en personne, pour aller déposer un chèque de 119 € à la trésorerie d'Evry. «Chez Manuel Valls», nous dit-il au téléphone, d'une voix souriante. Trois jours après les émeutes de Trappes, «l'homme qui paie les amendes des femmes en niqab» n'est pas mécontent de son nouveau pied de nez. Liala a contacté Rachid Nekkaz, directement, «en passant par le site de mon association Touche pas à ma constitution», assure-t-il.

Pour qu'il sorte le carnet de chèques, la jeune femme a dû lui envoyer «un petit courrier, s'engageant à ne pas faire preuve de violence envers des policiers».

UNE MAJORITÉ DE CONVIÉTÉS

Rachid Nekkaz, qui paie aussi pour les femmes belges – seul pays avec la France et la Turquie à interdire le port du niqab –, a dit non une seule fois. A une convertie de Bruxelles,

verbalisée quatre fois d'affilée, et affiliée au groupe extrémiste Sharia for Belgium. Un cas loin d'être représentatif selon lui :

«Les femmes qui portent le niqab sont des femmes normales, aux parcours de vie très différents.»

Un tiers de celles qu'il a rencontrées sont des célibataires et la majorité est convertie «Il y a même une Linda Le Pen qui a fait appel à moi», rigole t-il.

«JE M'OPPOSE AU NIQAB»

Sa femme à lui est une américaine, et catholique. Il le répète partout, histoire de bien mettre les choses au clair :

«Je suis un musulman laïc, opposé au niqab. Ce que je défends, c'est la liberté pour les femmes de le porter ou non.»

Pour lui, il s'agit de défendre une liberté fondamentale : pouvoir se déplacer dans la rue. C'est sur ce principe qu'il s'est appuyé pour déposer un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme, afin de faire invalider la loi de 2011.

Pour ce militant PS, qui assure être membre de la fédération du XVI^e arrondissement (le PS, interrogé par Rue89 dit que non), ce serait plus simple si le gouvernement avait le «courage» d'amender la loi :

Qui est Rachid Nekkaz, celui qui paie les amendes des femmes voilées ?

«Il faut annuler l'interdiction de porter le niqab dans les espaces publics ouverts. Sinon, dans les mois à venir on va être confrontés aux mêmes débordements qu'à Trappes.»

En attendant, il est persuadé qu'en payant les amendes, il «neutralise sur le terrain» la loi de 2011.

DE GROS AIRS DE BHL

Ça lui a coûté 119 000 euros, frais d'avocat compris. Mais Rachid Nekkaz ne serait pas à ça près. On le dit millionnaire. Il esquivé :

«J'ai suffisamment de biens immobiliers pour pouvoir payer des amendes pendant des années.»

A la sortie des trésoreries publiques, il pose souvent avec une jeune femme en niqab, le récépissé de la contravention en main. Sourire assuré, crinière grise, costume noir et chemise blanche ouverte, on croit voir le sosie de BHL.

Comme lui, Rachid Nekkaz, est prêt à s'engager pour toutes «les atteintes faites à la liberté et aux droits de l'homme». En Chine par exemple, où il est allé rendre visite à des prisonniers politiques ouïghours, la minorité musulmane persécutée.

Rachid Nekkaz partage aussi ce souci de s'engager pour les causes qui sont au centre des débats médiatiques. En 2010, alors que Brice Hortefeux expulse massivement de leur campements les Roms, Rachid Nekkaz déclare vouloir acheter en Auvergne, sur les terres de l'ex-ministre de l'Identité nationale, un terrain de seize hectares.

Il avait prévu de louer cette «République des Roms» un euro symbolique. Mais «ça n'a rien donné concrètement», explique Saimir Mile, le président de l'association «La voix des Roms» :

«Je ne sais pas s'il était vraiment prêt à signer le chèque, mais quand nous nous sommes rencontrés, je lui ai expliqué que cette proposition était irréalisable.

Les Roms sont en France pour gagner leur vie, pas pour prendre des vacances. Personne n'avait envie d'aller s'installer loin de tout, au fin fond des montagnes d'Auvergne.»

«IL AURAIT PU AVOIR UNE CARRIÈRE À LA TAPIE»

Depuis, Saimir Mile n'a plus revu Rachid Nekkaz. Pour lui, c'est un «homme moderne, qui a très

bien compris l'importance des coups médiatiques».

«Son fonds de commerce, c'est l'image et la communication», confirme son ami Moussa Khedimellah, sociologue de l'islam et des quartiers populaires :

«Nekkaz est un lanceur d'alerte. Il aurait pu avoir une carrière politique à la Tapie, mais il a préféré utiliser son argent pour éveiller les consciences.»

Il ajoute : «C'est un amoureux de la France, engagé depuis plus de vingt ans du côté des pauvres. Sa démarche est à la croisée de celles de Coluche et de Stéphane Hessel.»

MARCHAND DE SOMMEIL OU BIENFAITEUR ?

Rachid Nekkaz est né en 1972 à Choisy-Le-Roi. Neuf frères et sœurs, des parents immigrés algériens et analphabètes. Leur fils fait de la philo à la Sorbonne, avant de s'engouffrer dans la bulle Internet, en créant une start-up à la fin des années 90. Il la revend «bien» en 2000, et investit sa fortune dans l'immobilier. Depuis, le riche propriétaire est soupçonné d'être un marchand de sommeil.

Rachid Nekkaz porte plainte pour diffamation, expliquant loger ceux qui n'ont pas accès aux logements sociaux :

«Vous croyez qu'ayant vécu 25 ans dans une cité de transit totalement délabrée, je vais profiter de la misère des gens ? J'essaie d'aider ceux qui en ont besoin.

Mais de toutes façons en France, dès que vous faites quelque chose de bien on essaie de vous bloquer. Surtout, si vous avez de l'argent et que vous vous appelez Rachid ou Mamadou, vous êtes tout de suite suspect.»

C'est aussi comme ça qu'il interprète ses échecs politiques. Les 500 parrainages pour être candidat à la présidentielle de 2007 jamais obtenus par exemple. Une histoire «bizarre», qui n'a jamais été éclaircie, raconte Moussa Khedimellah :

«A quelques mois du dépôt des signatures, sa maison a été cambriolée et son ordinateur – où toutes les promesses de parrainages étaient enregistrées – a disparu.»

«NOUS N'AVONS PAS DE LIEN AVEC CE MONSIEUR»

Rachid Nekkaz essaie ensuite, sans succès, de se présenter aux primai-

res PS de 2011. Candidat à l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot, chez Cahuzac, en juin 2013, il finit dernier avec 0% des voix. Même dans les quartiers, les scores de celui qui s'était auto-proclamé «candidat des banlieues» sont catastrophiques. Candidat dans la septième circonscription de Seine-Saint-Denis aux législatives de 2007, il obtient 156 voix (0,56% des voix exprimées).

Les collectifs qui contestent la loi de 2011 sur le niqab ne veulent pas non plus entendre parler de lui. A l'évocation de son nom, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) coupe court :

«Nous n'avons pas de lien avec ce monsieur.»

Abdelaziz Chaambi, le président de la Coordination contre l'islamophobie (CRI) préférerait qu'il rejoigne les initiatives existantes :

«Son combat serait plus crédible et plus efficace. C'est bien de jeter l'argent par les fenêtres, ça permet de se faire sa pub, mais ça n'est pas suffisant.»

LE 14 JUILLET, IL DEMANDE À NE PLUS ÊTRE FRANÇAIS

Mohamed Mechmache, le président de l'Association collectif liberté égalité fraternité ensemble unis (ACLE-FEU), est du même avis :

«On ne peut pas arriver sur des terrains où des gens luttent depuis 20 ou 30 ans juste parce qu'on a de l'argent. Nous, on se bat contre les amalgames et les exclusions avec les outils de la citoyenneté, on a pas les moyens de payer des amendes.»

Moussa Khedimellah propose une autre interprétation :

«Rachid a toujours voulu faire différemment, mais quand on est iconoclaste, on en paie le prix.»

Il en fait un symbole de cette génération «extra-européenne qui a du potentiel mais à qui la France n'a pas fait de place». L'intéressé est en tout cas bien décidé à la quitter.

Le 14 juillet il a demandé la déchéance de sa nationalité. Cela devrait aussi lui permettre de mener à bien son prochain combat : il est candidat à l'élection présidentielle algérienne de 2014. Sa première promesse de campagne : réserver le poste de vice-président à une femme.

Le Progrès Égyptien

Dans ce contexte, l'impatience se fait sentir et les gens souhaitent toujours consommer plus en économisant plus de temps. D'où les informations vont parfois plus vite que le raisonnement des récepteurs de ces nouvelles. Que signifient ces rumeurs, notamment les politiques, et pourquoi surgissent-elles ? Les réponses dans cette analyse.

Elle disparaît tout d'un coup, comme elle est apparue. Arbre sans racine, la rumeur est de plomb. Elle s'écroule ou elle s'étend. Elle s'étale et se répand. On la croie tombée du ciel, elle grandit avec le temps. Jamais peut-être on ne connaîtra qui la lance, ni non plus, qui la croit. Elle enfle et grossit comme une éponge. Bref une information ne naît pas rumeur, elle le devient.

Les rumeurs politiques sont les plus répandues. Elles provoquent les sentiments du peuple, ou tâtent le pouls du public. Elles visent peut-être aussi à faire baisser le moral des Égyptiens, notamment qu'elles touchent des secteurs stratégiques et des sujets vitaux menaçant la souveraineté de l'Etat. Plusieurs questions cherchent des réponses.

LES CITOYENS, LES PRINCIPAUX AFFECTÉS

Implacables et impalpables, dernièrement, des rumeurs allaient bon train dans la rue égyptienne sur le retraceur des frontières avec Israël, la location du Canal de Suez, ou encore des Pyramides, ou bien des rumeurs sur l'intention du pouvoir de faire des concessions pour céder Halayeb et Châlâtine. Les analystes militaires estiment que les rumeurs récemment répandues ont été nourries par la conjoncture troublée et par cet état d'instabilité qui régit.

Sans parler d'une tierce partie qui cherche à manipuler les incidents pour servir des fins malignes et changer la situation dans le pays, il faut admettre que le citoyen simple en est le principal affecté dans cette lutte illégale entre le pouvoir



Notre époque est celle du bruit... du «il paraît que...». Comment une rumeur a pu devenir, en l'espace d'un week-end, un motif d'effolement pour l'exécutif, d'un bouillonnement dans la rue, et à ce titre, un fait politique majeur ? Face à la cadence infernale de l'actualité, les nouveautés deviennent rapidement obsolètes.

et l'autre partie, explique le général Ahmed Abdel Halim, un analyste militaire.

FINS PERNICIEUSES

Il banalise alors les rumeurs portant à croire que les autorités égyptiennes céderaient Halayeb au voisin soudanais. «La logique permet de s'assurer qu'aucune instance quel que soit son pouvoir, ne pourrait présenter un pouce du pays, comme don à un autre Etat», martèle-t-il, en appelant à écarter l'idée de véhiculer de pareilles nouvelles infondées, notamment celles portant dans leurs replis d'autres fins perverses. Une sensibilisation publique serait donc requise pour retrouver l'ordre et contribuer à l'instauration de la stabilité.

LES INCERTITUDES SONT DES CATALYSEURS

De l'incompréhension, les inventeurs de rumeurs font leur travail. Lorsqu'un message est mal reçu, alimenté d'un état de flou sur la scène politique et d'un mécontentement populaire allant crescendo, la rumeur trouve son sol fertile. Un message ambigu, ayant pour catalyseur ces incertitudes qui régissent la scène, l'émetteur du message est face à maintes interrogations auxquelles il se doit de répondre, afin de lever doute et ambiguïté sur sa démarche.

Une vue présentée donc par des psychologues porte à croire que le trop de rumeurs et les nouvelles erronées et contradictoires ne sont que le résultat d'une perturbation psy-

chique née des troubles que nous vivons, et qui laissent souvent les récepteurs de ces rumeurs dans un état perturbé de méfiance vis-à-vis des sources d'informations, soient-elles gouvernementales ou médiatiques.

PRENDRE DU RECUL

«Autant les rumeurs se multiplient, autant cela devient synonyme d'ambiguïté et d'opacité sur les plans politiques et sociaux», observe Dr Ahmed Okacha, fameux psychiatre.

«Les Égyptiens vivent à présent dans un état de brume subtile, et ainsi s'égarer-ils entre vérité, rêve et vision prospective dans les différents secteurs», renchérit-il, en pointant du doigt les décideurs, qui sont appelés à mettre un terme à ce flou, en annonçant au public les vérités.

Prendre du recul sur ce que l'on peut entendre et lire est indispensable là. La contradiction dans les déclarations des responsables faites aux médias, est exploitée par des parties qui cherchent à en bénéficier pour faire circuler une image incorrecte du régime, du pays ou en faisant répandre les fausses nouvelles et les mensonges sur les réseaux sociaux, vu leur rapide propagation et leur transformation en réalités. «Hôtes des différents médias, les responsables, paradoxalement, n'essaient pas de démentir ces rumeurs ou de les fustiger, leurs déclarations, au contraire, laissent agrémente les doutes créés, laissant croire que les nouvelles répandues pourraient avoir leur part de vérité et deviennent par conséquent des probabilités et des éventualités pouvant avoir lieu, ce qui multiplie l'ambiguïté», lance Dr Safout Al-Alem, professeur à la faculté de communication.

ATTRACTION ET SUPPOSITION

La rumeur n'a pas attendu l'arrivée du web pour faire parler d'elle. Pourtant, l'évolution des canaux de communications a accéléré sa vitesse de propagation au-delà des frontières. Souvent sulfureuse, cette rumeur passant de bouches à oreilles, se démarque d'une information factuelle dans le fait qu'elle n'est pas vérifiée. La force donc des rumeurs réside dans l'attraction qu'elles engendrent et dans les suppositions.

«Hitler n'aurait pu prendre le pouvoir sans la complicité d'élites bourgeoises»

Pour l'historien britannique Ian Kershaw, c'est la complaisance d'élites bourgeoises convaincues, à tort, de pouvoir les manipuler qui a permis aux nazis de prendre le pouvoir en 1933. Un calcul fou.

Le nouvel
Observateur

A 70 ans, le britannique sir Ian Kershaw est considéré comme l'un des meilleurs historiens de Hitler. En 1999, il a publié une biographie en deux volumes du maître du III^e Reich qui a connu un grand succès international (la traduction française est parue chez Flammarion). Son dernier livre consacré à Hitler s'intitule "la Fin" (il a été publié en 2012 au Seuil). Il a été anobli par la reine d'Angleterre en 2002.

Une question obsède l'Allemagne et l'Europe depuis quatre-vingts ans : comment un peintre raté, sans fortune ni éducation, un marginal désaxé, incapable d'entretenir une relation humaine stable, a-t-il pu prendre le pouvoir dans l'un des Etats les plus avancés du monde ? Sans la complaisance puis la complicité d'une partie de l'élite allemande, écrivez-vous dans votre monumentale biographie de Hitler, rien n'aurait été possible. Pourquoi ?

- A plusieurs étapes cruciales de son ascension, Hitler a bénéficié de protections en haut lieu. Cela n'explique pas tout, évidemment. L'humiliante défaite de 1918, l'hyperinflation de 1923, la grande crise économique de 1930, le rejet de la République de Weimar, les talents d'orateur de Hitler et bien d'autres facteurs ont concouru à cette prise du pouvoir. Mais celle-ci n'était pas inéluctable. De 1919, quand tout a commencé, à 1933, nombre de responsables politiques, judiciaires ou militaires auraient pu stopper la carrière du futur dictateur. Mais la plupart n'ont même pas essayé. Pis, beaucoup l'ont favorisée pensant qu'ils pourraient en tirer profit.

Vous dites qu'il aurait pu être stoppé dès 1919...

- Oui. Hitler ne serait sans doute jamais apparu sur la scène politique allemande, si, en mai 1919, un officier allemand ne s'était pas intéressé à lui. Le capitaine Karl Mayr commandait la section de renseignement de l'armée bavaroise. Après l'écrasement de la «République des Conseils», ce pouvoir révolutionnaire qui, pendant quelques semaines, a tenté d'instaurer une dictature communiste à Munich, Mayr fut chargé de recruter des agents sûrs. Leur mission : "rééduquer" les soldats dans une ligne antibolchevique et nationaliste. Le caporal "Hittler [sic] Adolf" figure sur la liste des premières recrues.

Comment se retrouve-t-il là ?

- Mayr l'a sans doute repéré parce que Hitler fait alors partie d'une commission qui enquête sur le comportement de ses camarades durant le gouvernement révolutionnaire. Et, juste avant, il a été élu représentant adjoint de son régiment. C'est donc une figure de la caserne.

Quel a été son rôle pendant l'éphémère République des Conseils ?

- L'épisode est mal éclairci. Il est resté dans l'armée régulière et n'a donc pas combattu par les armes le pouvoir communiste. Certains supposent qu'il a été choisi comme délégué adjoint pour représenter ses camarades opposés à la révolution. Quoi qu'il en soit, l'important pour Hitler, qui n'avait ni métier ni perspective, et tout juste 30 ans, c'était de pouvoir demeurer dans l'institution militaire. A propos de sa première rencontre avec le futur chef du III^e Reich, le capitaine Mayr écrira : "On aurait dit un chien perdu fatigué en quête de maître prêt à suivre quiconque lui témoignerait quelque bonté..."



Qu'est-ce que Mayr va faire faire à Hitler ?

- Hitler est d'abord envoyé pendant une semaine à l'université de Munich suivre les premiers "cours d'instruction antibolchevique". Il s'initie notamment à la finance internationale auprès d'un certain Gottfried Feder, un "économiste" qui prétendait distinguer le capital "productif" du capital "rapace", qu'il associait aux juifs. Feder deviendra l'"expert" économique du jeune parti nazi. Mayr dépêche ensuite Hitler dans une caserne comme instructeur politique auprès d'anciens prisonniers de guerre jugés peu fiables. Là, tous - Hitler le premier - découvrent les talents d'orateur hors du commun du caporal. "C'est un tribun-né qui, par son fanatisme et son style populiste, captive l'attention et oblige à penser comme lui", est-il écrit dans un rapport militaire. Il attire aussi l'attention par son antisémitisme particulière-ment virulent. A un auditeur de sa conférence qui voulait des détails sur la "question juive", il plaidera, dans une lettre du 16 septembre 1919, pour l'"éloignement de tous les juifs". C'est le premier texte connu de Hitler sur ce thème qui sera au cœur de sa pensée politique jusqu'à la fin.

Cet antisémitisme extrême-ment virulent ne gêne-t-il pas son mentor militaire, le capitaine Mayr ?

- Pas le moins du monde. Il fait même de Hitler son bras droit et, toujours en septembre 1919, il lui demande de surveiller les activités d'un groupe ultranationaliste comme il en existe des dizaines à l'époque, le Parti ouvrier allemand. En fait, Mayr assurera plus tard qu'il avait demandé à Hitler de faciliter en sous-main, grâce à des fonds secrets gouvernementaux, l'essor de ce mouvement qui deviendra le Parti national-socialiste. En tout cas, c'est comme infiltré de l'armée que Hitler prend sa carte du futur parti nazi. Il continuera d'émarger à la section de renseignement pendant six mois, jusqu'en mars 1920, le temps de s'imposer comme l'orateur vedette du parti dans les brasseries munichoises. Le capitaine Mayr fut donc, dans l'ombre, l'un des «accoucheurs» de la carrière politique de Hitler.

Mais, selon vous, Hitler serait resté un "vulgaire agitateur de brasserie" s'il n'avait, au début des années 1920, bénéficié d'autres puissants soutiens en Bavière.

- A l'évidence. Plusieurs personnalités de la grande bourgeoisie l'ont aidé à faire son entrée dans les salons respectables de la capitale bavaroise, en particulier le poète Dietrich Eckart, qui publiait un hebdomadaire violemment antisémite et possédait une fortune. C'est grâce à lui, et à un certain Lüdecke, playboy et "homme du monde", que Hitler pénètre dans des milieux où, normalement, il n'aurait pas été

admis. Son style rugueux, son chapeau mou et sa cravache surprennent mais font merveille. Au nombre de ces riches convertis de la première heure, on trouve un diplômé de Harvard, rejeton d'une grande famille de marchand de tableaux, un éditeur en vue ou un célèbre fabricant de pianos - des mécènes qui feront les fins de mois du parti pendant plusieurs années.

Ernst Röhm, le futur tout-puissant patron des SA, joue aussi un rôle crucial durant ces premières années...

- Oui, on peut même dire qu'après Mayr et Eckart il est le troisième "accoucheur" de la carrière de Hitler. En 1919, quand il adhère au futur parti nazi, cet ancien officier est une figure centrale des groupes paramilitaires ultranationalistes qui pullulent alors en Bavière. Grâce à lui, Hitler réussira en quelques années à fédérer ces forces éparpillées sous sa bannière, ce qui lui donnera une puissance formidable. Röhm, qui a de très bons contacts dans la Reichswehr, aidera aussi le parti nazi à acheter son propre journal grâce à des fonds de l'armée allemande. Fort de tous ces soutiens, le mouvement de Hitler [le NSDAP, selon son sigle allemand] croît vite et compte plus de 50.000 adhérents en 1923, la plupart en Bavière.

Cette année-là, profitant de la crise politique causée par l'hyperinflation et l'occupation de la Ruhr par la France, Hitler fomenta à Munich un putsch contre le gouvernement central. L'affaire se solda, le 9 novembre 1923, par la mort de vingt personnes, dont quatre policiers. Pourtant Hitler bénéficie d'une grande mansuétude de la part des autorités bavaroises. Pourquoi ?

- Trop de personnalités locales, dont un membre de la Cour suprême de Bavière, avaient vu d'un bon oeil la tentative de coup d'Etat. L'armée bavaroise s'était associée à la formation des groupes paramilitaires qui, derrière Hitler, avaient essayé de prendre le pouvoir. Et des responsables politiques de premier plan étaient mouillés. Les autorités font donc tout pour limiter les dégâts et, en particulier, pour que le procès de Hitler se tienne à Munich et non ailleurs dans le pays, comme cela aurait dû être le cas.

Comment se déroule ce procès ?

- C'est une mascarade. Le juge est de tout coeur avec Hitler. Il lui laisse la parole pendant quatre heures, et l'accusé peut interroger ses coaccusés lui-même. La sentence, incroyablement légère, fait bondir jusque dans les milieux conservateurs : malgré la mort de quatre policiers et d'importants dégâts dans Munich, le juge condamne Hitler à cinq ans

de prison seulement. Et encore se garde-t-il bien de rappeler que, sous le coup d'une condamnation avec sursis en 1922 pour troubles à l'ordre public, Hitler devrait purger une peine plus longue. De même le juge n'expulse-t-il pas le chef putschiste en Autriche, que Hitler a pourtant fui en 1913 pour éviter le service militaire. Ce n'est pas tout. Hitler est libéré très vite, au bout de treize mois seulement, d'une captivité des plus agréables pendant laquelle il a pu écrire le premier tome de "Mein Kampf". Eût-il été contraint d'accomplir toute sa peine, près de quatre ans de plus, l'histoire aurait fort probablement suivi un autre cours.

Dans "Mein Kampf", la doctrine extrémiste dévoilée par Hitler dessine un projet politique radicalement nouveau, n'est-ce pas ?

- Aussi détestable soit-elle, la "vision" de Hitler est très originale pour l'époque. Elle combine des idées qui courent depuis plusieurs années dans les milieux ultranationalistes allemands, mais que personne n'a encore fédérées. Hitler est ainsi le premier à établir un lien entre la prétendue nécessaire "élimination des juifs", une vieille rengaine, et la lutte contre le bolchevisme, maître mot de la droite depuis la révolution d'Octobre. Pour lui, ces deux combats à mort n'en font qu'un. Il parachèvera cette doctrine dans le tome 2 de "Mein Kampf", en y intégrant une idée en vogue chez les pangermanistes depuis la fin du XIX^e siècle : le Lebensraum, cet "espace vital" qui manquerait aux Allemands. Selon Hitler, il faudra aller conquérir ce Lebensraum à l'est, justement dans les terres "judéobolcheviques". Voilà donc le système idéologique nauséabond mais cohérent qui sera le sien jusqu'à la fin.

Et c'est avec cet homme-là, porteur de cette idéologie-là, qu'une partie de la droite allemande va faire alliance en 1933. Pourquoi ?

- De l'échec du putsch à la crise de 1929, la droite n'a plus du tout besoin de Hitler. Il a quasi disparu du paysage politique. La République de Weimar ayant réussi à stabiliser la situation économique et sociale du pays, le NSDAP ne récolte que 2,6% des voix aux élections législatives de 1928. Mais, après le krach de Wall Street et la montée exponentielle du chômage, le mouvement de Hitler en rafe huit fois plus en 1930 (18,3%). Et deux ans plus tard, après une campagne électorale extrêmement efficace, il devient le premier parti du Parlement avec 37,4% des suffrages. Au début de l'été 1932, Hitler se retrouve donc chef du mouvement le plus important au Reichstag.

Doit-il automatiquement devenir chancelier ?

- Non, la Constitution ne stipule rien

de tel. C'est au chef de l'Etat, le maréchal Hindenburg, de désigner le chancelier de son choix. D'ailleurs, le 13 août 1932, au cours d'une rencontre très tendue avec le chef nazi, le vieux président propose à Hitler un poste de ministre, mais refuse catégoriquement de le nommer au poste suprême. D'après les notes de son secrétaire, le maréchal ne veut pas prendre le risque, "devant Dieu et les Allemands", de donner tous les pouvoirs à un dirigeant et à un parti aussi intolérants. Il choisit un autre chancelier, pariant sur le fait que le NSDAP a fait le plein des voix et qu'il est condamné à refluer.

Et c'est ce qui va se passer ?

- Effectivement. En novembre 1932, après de nouvelles élections anticipées, le parti nazi ne recueille plus "que" 33% des voix. En six mois, il a perdu 2 millions de suffrages, surtout parmi les classes moyennes, qui commencent à le désertier. Pourtant, un groupe composé d'hommes politiques, de militaires et de propriétaires fonciers décide de faire alliance avec lui. Lassés par la démocratie, ils veulent imposer le retour à un autoritarisme "traditionnel", cher à la haute société allemande.

C'est un aristocrate ambitieux, époux de la fille d'un important industriel, Franz von Papen, qui négocie avec Hitler : le chef nazi sera chancelier, von Papen vice-chancelier, et la plupart des ministres seront issus de la droite traditionnelle. Hitler accepte le marché. Aidé par la camarilla qui gravite autour de Hindenburg et par le fils de celui-ci, von Papen convainc le vieux maréchal de passer outre ses réticences et de nommer Hitler à la chancellerie. L'aristocrate assure qu'il ne faut pas s'inquiéter de la prise du pouvoir par ce petit-bourgeois de Hitler : "Il est sous notre coupe", dit-il, sûr de son fait. Ce fut l'une des plus grandes erreurs de l'histoire. Six mois après sa nomination, Hitler aura installé une dictature totale. Il aura emprisonné des milliers d'opposants, supprimé les libertés publiques et réduit von Papen au rôle de potiche qui lui était réservé...

D'autres solutions étaient-elles possibles ?

- Bien sûr ! Certes, la démocratie était condamnée. Les deux tiers des Allemands n'en voulaient plus. L'avènement d'un régime autoritaire était à peu près inéluctable. Mais pas le nazisme, avec son cortège d'horreurs et de folies ! Si Hindenburg avait résisté une fois de plus, il y a fort à parier que le NSDAP aurait continué à perdre de l'influence. Ses caisses étaient vides, il ne faisait plus le plein dans ses meetings et il était de plus en plus miné par les divisions. Et puis l'économie commençait à repartir. Autrement dit, si les élites n'avaient pas fait ce pari insensé en janvier 1933, Hitler et son parti seraient probablement tombés dans les oubliettes de l'histoire.



2 Mois
de carburant
offerts**

+

3 Ans
de garantie
ou 100 000 km

1 Année
d'assurance
tous risques
offerte

+

Livraison immédiate



EMGRAND a partir de **1.199.900 DA***

* Offre valable du 15 Septembre au 15 Octobre 2013 (dans la limite du stock disponible)
* La taxe sur le véhicule neuf est incluse / ** 5 000 DA de carburant offert

Show Room : Z.I Oued Smar, Lot 140, Alger, Algérie

Tel. : 021 511 654 / 021 513 046 . Fax : 021 511 692

www.geely-algeria.com





Liberté Hôtel





RISTORANTE ITALIANO

Casa

NOUVEAU À ORAN

Zone des sièges, USTO - ORAN

Tél.: +213 (0) 41 42 73 74

Fax: +213 (0) 41 42 73 63

contact@libertehoteloran.com

Renseignement / Réservation

Mob : 0561 69 97 34 / 0561 69 97 35

0561 69 97 36 / 0561 69 97 39

www.libertehoteloran.com

ÉQUIPEMENTS UTILITAIRES

DISPONIBLE



MINI PELLE



**CHARIOT
ELEVATEUR**



**RÉTRO
CHARGEUR**



KOMATSU

GH KOMATSU SPA.
Zone Industrielle, Division 07 Propriété 16, Rouiba, Alger
Tel: +213 21 816 670
Fax: +213 21 851 606

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES
MANADJIM EL-DJAZAÏR - MANAL
ENTREPRISE NATIONALE DE MARBRE : UNITE SIG / KRYSTEL

Avis d'Appel d'Offres National Restreint N° 01/2013

Un avis d'appel d'offres national restreint est lancé pour :

« La réalisation des socles pour la mise en place de machines de transformation ».

Les entreprises intéressées et ayant le certificat de qualification et classification de catégorie **Deux (02) et plus dans le Secteur Bâtiment** peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'Entreprise Nationale de Marbre : UNITE SIG / KRYSTEL contre le paiement en espèces de la somme de 1.000,00 DA à l'adresse suivante :

Bd de l'Indépendance prolongé SIG (MASCARA) - Tél/Fax : (045) 84.95.25.

Le présent cahier des charges est en lot unique, les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour le projet. Les offres accompagnées obligatoirement des pièces et documents légalisés et en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur à savoir :

1 - L'OFFRE TECHNIQUE :

- * Le cahier des charges dûment rempli et paraphé.
- * La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint).
- * Une fiche de renseignement.
- * Une copie registre de commerce dûment légalisée.
- * Un certificat de qualification et classification secteur demandé en cours de validité (catégorie (02) et plus).
- * Une copie des statuts et modificatifs (éventuels), statuts de groupement.
- * Une copie de carte d'immatriculation fiscale.
- * Une copie de l'extrait de rôle apuré (moins de trois mois à la date de l'ouverture des plis).
- * Une copie d'attestation de mise à jour C.N.A.S. actualisée (moins de 03 mois à la date de l'ouverture des plis).
- * Une copie d'attestation de mise à jour C.A.S.N.O.S. actualisée (moins de 03 mois à la date de l'ouverture des plis).
- * Une copie d'attestation de mise à jour CACOBATPH actualisée (moins de 03 mois à la date de l'ouverture des plis).
- * Une copie des pouvoirs du signataire de la soumission.
- * Un extrait de casier judiciaire du signataire de la soumission (moins de 03 mois à la date de l'ouverture des plis).
- * Une copie des bilans fiscaux des trois derniers exercices, dûment visés par les services fiscaux.
- * Liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet plus diplôme (quantitativement et qualitativement) appuyée de l'état des effectifs déclarés à la CNAS.
- * Liste des moyens matériels à mobiliser pour le projet appuyée de toutes pièces justificatives (cartes grises, factures, réception de dépôt DRAG, PV d'huissier ou commissaire aux comptes et assurance...).
- * La liste des références professionnelles (Attestation de bonne exécution pour les projets de même envergure en matière de coût).
- * Relevé d'identité Bancaire (RIB).
- * Le dépôt de comptes sociaux des entreprises soumissionnaires pour : SARL, SNC et EURL.
- * Déclaration de probité.
- * Planning détaillé.
- * Numéro d'identification fiscal NIF.

1) Les documents à fournir doivent être légalisés et en cours de validité obligatoirement.

2) Le dépôt des comptes sociaux par les EURL, SNC et SARL est obligatoire et toute offre ne présentant pas cette pièce sera écartée.

2 - L'OFFRE FINANCIÈRE :

- * Lettre de soumission.
- * Le bordereau des prix dûment paraphés et signés.
- * Le détail estimatif dûment paraphé et signé.

La date de dépôt des offres est fixée à 10 jours à compter de la 1ère publication dans la presse à 12:00 h, sous triple enveloppe (l'enveloppe extérieure qui contiendra deux enveloppes séparées ; l'une comportant l'offre financière et l'autre l'offre technique) cachetée et anonyme portant la mention suivante :

Avis d'appel d'offres national restreint – A ne pas ouvrir –

Projet : La réalisation des socles pour la mise en place de machines de transformation à l'usine de transformation de marbre unité SIG.

Adresse A : Monsieur le Directeur de l'Entreprise Nationale de Marbre : Unité SIG/ KRYSTEL.
« Boulevard de l'Indépendance prolongé SIG (MASCARA).

Le délai de validité des offres est égal au délai de préparation des offres augmenté de (03) trois mois.

Les offres incomplètes seront déclarées irrecevables.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis prévue à 14 heures au siège de la Direction de l'Unité SIG/KRYSTEL.

Réclamant la prime du mouton Les travailleurs de l'APC d'Arzew en grève

Bouhassoune Lahouari

Les travailleurs communaux de l'APC d'Arzew ont observé, hier, dans la matinée, un sit-in devant l'hôtel de ville, paralysant, ainsi, tous les services de la municipalité. Les protestataires réclament «la prime du mouton, qui ont l'habitude de percevoir», selon les protestataires. Cette année, poursuit

notre source, «les travailleurs communaux en ont été privés».

En effet, les travailleurs de la commune d'Arzew avaient l'habitude de percevoir, chaque fête de l'Aïd el-Adha, une prime de plus de 5.000 DA, une aide pour l'achat du mouton. Avec la nouvelle composante de l'APC, cet avantage leur a été supprimé.

Selon le maire d'Arzew, qui s'est en-

tretenu avec les protestataires, «l'APC d'Arzew ne dispose pas d'un budget pour cette prime et elle ne peut être octroyée». Suite à cette réponse du premier magistrat de la ville, «la foule» s'est dispersée, dans le calme, mais sans rejoindre leur poste de travail. La pression est restée maintenue car les travailleurs, dans tous les services, ont maintenu le mot d'ordre de la grève.

Sensibiliser les jeunes sur le recyclage des déchets



J. Boukraâ

La radio locale d'Oran lancera, à partir de samedi prochain, une manifestation au profit de la protection de l'Environnement, sous le signe : «Le recyclage des déchets». Le programme de cette nouvelle opération est appelé à s'étaler, une semaine durant. L'objectif étant de sensibiliser les jeunes sur les bienfaits du recyclage des ordures, sous toutes leurs formes et sur la nécessité de préserver l'Environnement. Au programme, une visite du Centre d'enfouissement technique des dé-

chets, à Hassi Bounif, suivie d'une communication sur le recyclage des déchets. Des expositions axées, notamment, sur les opportunités d'investissements pour les jeunes, dans le domaine du recyclage des déchets, et le travail mené par les associations qui activent dans le domaine de la protection de l'Environnement, seront organisées, au Centre des Conventions 'Ahmed Ben Ahmed', à Oran. Des conférences sur les différents types de déchets, leur mode de traitement et recyclage et l'impact de ces opérations sur l'économie et le développement durable, sont, aussi, pré-

vues par les directions de l'Environnement et de la Jeunesse et des Sports.

La sensibilisation et la communication sur l'importance de l'activité de récupération et de valorisation des déchets ménagers, sont indispensables, et prendre comme «cible» la catégorie des jeunes, est judicieux. Près de 14 millions de tonnes de déchets sont générées, chaque année, en Algérie, dont 44%, seulement, sont recyclés. Dans ce cadre, la ville vient d'être retenue comme ville-pilote, en matière de sensibilisation des jeunes, autour de la question du recyclage des déchets.

Nouveau marché à bestiaux d'El Kerma Quand l'informel se met de la partie

Salah C.

La mise en service du nouveau marché à bestiaux d'El Kerma, à une période de grande demande, notamment, à l'approche de l'Aïd El Adha et le départ des pèlerins aux Lieux Saints, a suffi pour déclencher déjà des carences, notamment en matière de voies d'accès menant à cet espace marchand. Le jour de son inauguration, la circulation était dense au point où des embouteillages l'ont carrément perturbée. Selon plusieurs marchands, il aurait été préférable de créer une voie d'accès unique et indépendante, menant à l'entrée principale du marché et un petit détournement, à proximité de l'ex décharge, aurait été judicieux. Hier, de visu, il était très difficile de se frayer un chemin, en raison

du nombre important de véhicules entrant ou sortant de la structure.

Certains citoyens n'ont eu de choix que de faire demi-tour et stationner leurs véhicules, à plusieurs centaines de mètres et faire le trajet à pied. Cette situation a donné lieu à un début d'apparition de marchands informels qui prennent place en dehors de la structure et, chose étrange, une partie du trottoir, flambant neuf, a été, carrément, détruite pour laisser le passage à une aire située à quelques mètres du marché.

«Si aucune mesure n'est prise par les autorités compétentes pour contrôler l'activité, et ce, dans l'immédiat, une activité informelle et parallèle n'est pas à exclure», nous dira un maquignon, qui estime que cela encouragerait certains mar-

chands à désertir le marché et éviter des frais supplémentaires. Cela étant, ces mêmes maquignons considèrent que le transfert du marché à bestiaux des abattoirs d'Oran vers El Kerma ne peut atteindre son objectif, à savoir la régulation de l'activité, qu'à travers une lutte, sans merci, contre les adeptes de l'informel.

Sur ce plan, ils rappellent ce qu'endurent les mandataires de fruits et légumes, après leur transfert, en raison de la prolifération de marchés de gros informels. Plus le jour de l'Aïd approche, plus les appréhensions des marchands réglementaires sont grandes, du fait que durant l'ultime week-end avant la fête, se rendre à cette structure ne sera pas une partie de plaisir, pour les clients et, de ce fait, ils iront chercher le mouton du sacrifice, ailleurs.

Direction du Commerce Assurer les permanences durant l'Aïd

K. Assia

Plus d'une vingtaine de brigades, relevant de la direction du Commerce d'Oran, ont été désignées pour assurer le contrôle, durant la fête de l'Aïd El Kébir. L'administration vient, en effet, de renforcer son dispositif de contrôle, afin de réguler le marché, durant les deux jours de fête et éviter le spectre de la pénurie et de la spéculation. Ces brigades ont été désignées pour contrôler le marché des fruits et légumes, le marché de gros et ceux de détail.

A la direction régionale, qui coiffe les cinq directions qui sont : Oran, Tlemcen, Aïn Témouchent, Sidi Bel-Abbès et Mostaganem, on saura que toutes les équipes ont été mobilisées pour assurer des permanences, durant ces deux jours de fête. Ce programme établi vient, en effet, dans la continuité des actions entreprises, durant toute l'année de sorte que des bilans quotidiens sont établis afin de suivre de près l'évolution du marché.

En plus des permanences assurées par les agents du contrôle, d'autres le seront pour les boulangeries et les commerces de détail, assure-t-on.

Les responsables du Commerce s'attendent à une forte adhésion, de la part des opérateurs, au système de permanence mis en place, durant la fête de l'Aïd El Fitr.

Une instruction interministérielle émanant des ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales et du Commerce, vient d'être adressée à l'ensemble des walis et aux directeurs du Commerce pour la mise en place d'un dispositif afin

d'assurer une permanence dans tous les secteurs d'activités, pendant les jours de fête religieuses ou nationales. Initiée dans un but de réorganiser l'activité commerciale, en assurant l'approvisionnement des consommateurs en denrées alimentaires et autres services, cette directive va porter sur une permanence qui sera, désormais, assurée conformément à un planning officiel.

Les maires ont été instruits de mettre, sur pied, une liste nominative englobant tous les commerçants activant au sein de leurs communes. Cette liste élaborée avec l'aide de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) aura pour but de lutter contre l'indisponibilité des produits dont le pain, le lait, les denrées agroalimentaires, les médicaments, les carburants, le transport, entre autres.

Dans la wilaya d'Oran, une liste nominative sera établie pour chaque secteur d'activité afin de réguler le marché et éviter toute indisponibilité de produits, durant la fête de l'Aïd El Kébir. L'instruction prévoit l'installation d'une commission qui, en plus des services cités, sera élargie aux autres directions qui sont les Impôts, le CNRC, et sera chargée de préparer ce dispositif de permanence.

Des actions sont, également, menées pour renforcer le dispositif de vigilance contre l'abattage clandestin, qui devient un marché où de nombreux pères de famille se rabattent, ignorant ce que peut provoquer pour la santé, une viande non contrôlée par les services vétérinaires.

Guerre déclarée aux chiens errants

Les responsables des communes, notamment, les plus touchées par le phénomène des chiens errants, ont été instruits, lors d'une réunion de l'exécutif, en vue de trouver, dans les plus brefs délais, des sous-traitants pour le ramassage des animaux et le traitement de ce phénomène, devenu préoccupant, dans la wilaya d'Oran. Plus de 3.000

cas de morsures de chiens errants ont été enregistrés, en 2013, à Oran, a-t-on appris auprès du directeur de la Santé publique de la wilaya.

Le dernier cas, en date, remonte à la semaine passée, avec le décès d'une fillette d'une dizaine d'années, mordue par un chien errant, au quartier Akid Lotfi (Bir el Djir), à l'est d'Oran.

Un brise-lames pour l'abri de pêche de Kristel

La direction des Travaux publics (DTP) de la wilaya d'Oran s'est engagée, lundi, à entreprendre une expertise en vue de réaliser un brise-lame pour protéger l'abri de pêche de Kristel, contre les vents dominants d'ouest, a-t-on appris, mardi, auprès du chef de daïra de Gdyl. Le lancement de l'étude de faisabilité de ce brise-lames de l'abri de pêche de Kristel, situé à une dizaine de kilomètres à l'est d'Oran, vient en réponse aux problè-

mes soulevés par les marins-pêcheurs locaux, a souligné, à l'APS, M. Moulati Atallah. Selon le responsable, la DTP s'est engagée, également, à reprendre, prochainement, les travaux d'achèvement de cette infrastructure, notamment, ceux inhérents aux aménagements extérieurs pour sécuriser l'accès ainsi que les voiries et réseaux divers (VRD), le raccordement d'électricité et le traitement des talus, a relevé le responsable.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Aïssani Ali, 63 ans, Petit Lac
Daïri Halima, 77 ans, Sid El Houari
Bachir Brahimi Fatima, 36 ans, Oued Tlelat
Belgueraa Yamina, 54 ans, Les Planteurs

Horaires des prières pour Oran et ses environs

05 dhoul el hidja 1434
El Fedjr 05h40 Dohr 12h49 Assar 16h05 Maghreb 18h37 Icha 19h54



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Rire de tout



mais on ne leur tient pas la porte pour qu'ils puissent passer avec

leur béquilles ou fauteuil. On ne dit plus «aveugle» mais non-voyant, mais on continue à les ignorer quand l'un d'entre eux a besoin de traverser une rue gérée par des feux vert, orange et rouge. On ne dit plus «sourd» mais malentendant, alors que le sourd n'entend pas «mal», il n'entend pas du tout. Pourtant des jeux olympiques sont organisés pour les handicapés. Et les nôtres ont raflé plus de médailles que leur vis-à-vis, les valides. Valable un mot qui fait rire. On ne sait pas si les mêmes primes leurs sont accordées, mais bon c'est une autre blague à vérifier.

Aujourd'hui, on ne peut plus rire de rien. On tend vers le politiquement correct mais le politiquement correct est la pire des hypocrisies car elle ne fait que masquer les choses, en mettant sur des réalités choquantes des mots moins choquants. Risible !

Rire des handicapés. Ça ne se fait pas. Par contre, on a tout à fait le droit de leur rendre impossible l'accès à un bâtiment public ou à un transport en commun, ça me fait rire. Ils sont donc considérés comme ne faisant pas partie de la majorité des humains.

Donc c'est de cette incapacité de nos décideurs à prévoir ce genre de situation, qui rend la situation comique. Des décideurs installés sur des fauteuils roulants, derrière des lunettes fumées qui les rend non-voyants. Des décideurs qui refusent d'écouter les doléances des citoyens et le bruit que fait la rue. Des non-entendants.

Les décideurs sont, donc, des handicapés et ça fait rire d'être géré par de tels invalides qui trouvent des amortisseurs linguistiques à des situations vraies. On ne parle plus d'infirmités, on parle de «personnes à mobilité réduite»,

CHLEF

10 octobre 1980 - 10 octobre 2013 : les stigmates du séisme toujours présents

Bencherki Otsmane

33 ans se sont écoulés depuis le terrible tremblement de terre qui a frappé la ville de Chlef (ex Al-Asnam) et ses environs, faisant au total 2.633 morts et 8.369 blessés. Il était 13h30 mn en cette journée du vendredi 10 octobre de l'année 1980, quant la terre a tremblé. Ce fut un séisme parmi les plus meurtriers qu'a connu notre pays. En effet, avec une magnitude de 7,3 sur l'échelle de Richter qui en compte 9 degrés, les dégâts matériels sont immenses. Près de 90% de la ville était en ruine .29.747 maisons ont été détruites et 478.949 personnes étaient sans abri. Devant l'urgence le gouvernement a fait appel à une multitude d'entreprises étrangères pour monter des baraques afin de loger les sinistrés. C'est ainsi que des sites ont été aménagés à l'image de ceux de Chettia, Chorfâ,

Lala Aouda, Ouled-Mohamed etc. pour accueillir les baraques. Cependant, si à l'époque la priorité du gouvernement était de caser les sinistrés dans une première phase, une deuxième devrait être consacrée à la reconstruction définitive de la région sinistrée par des matériaux de construction conventionnels. Malheureusement 33 ans après, ces chalets dont la durée de vie est de dix ans, abritent toujours des familles qui subissent le froid de l'hiver et la chaleur suffocante de l'été en sus de la menace de l'amiante (une matière cancérigène) contenue dans les parois des baraques. Aujourd'hui, malgré les initiatives de l'Etat pour éradiquer ces baraques notamment en attribuant une aide de 120 millions de centimes à chaque occupant de chalet pour reconstruire en dur sa maison, il faut dire que l'opération n'a pas connu l'engouement désiré. Très

peu de gens ont constitué des dossiers pour bénéficier de cette aide. Les raisons sont diverses. De nombreux citoyens estiment que cette aide est dérisoire compte tenu de la cherté des matériaux de construction et interpellent le président de la République de reconsidérer le montant de l'aide. L'autre cause du refus des sinistrés trouve son origine dans la procédure utilisée par les responsables concernant le versement partiel de l'aide suivi d'une bureaucratie caractérisée dans l'étude du volumineux dossier. Toute cette démarche est rejetée et surtout décriée par les occupants, alors qu'aucune amélioration n'a été décidée jusqu'à ce jour. De toute évidence ce que l'on peut retenir de ce triste anniversaire c'est que plus de trois décennies se sont écoulées et « les sinistrés du tremblement de terre de 1980 » vivent dans des conditions difficiles dans ces chalets.

RELIZANE

Quelle stratégie pour résorber la crise du logement ?

E.Yacine

Des orientations et des instructions ont été données par le wali lors des portes ouvertes sur le logement. Dans le cadre de la célébration de la Journée arabe du Logement, une manifestation «portes ouvertes sur le logement» a été organisée à la maison de la Culture de Relizane. De nombreux promoteurs ainsi que les organismes d'Etat, chargés de la promotion du logement, y ont pris part. Des projets des différents programmes du logement lancés dans la wilaya ont été portés à la connaissance du public par le biais d'expositions où des explications ont été fournies par les promoteurs et les responsables concernés, notamment le bénéfice de tel ou tel dispositif. Ainsi le logement LSP, le LPA, et l'ha-

bitat rural ont fait l'objet de l'engouement des citoyens qui se sont intéressés aux modalités d'acquisition. Le wali qui a inauguré le Salon arabe du Logement a réitéré sa volonté de mettre en exécution tous les programmes dont a bénéficié la wilaya afin, dira-t-il, d'atténuer la tension sur le logement.

Ainsi, pour tous les dispositifs mis en chantier comme le LSP, le LPA, l'AADL et le Social doivent obligatoirement passer par le fichier national. Le plus gros lot de logements est celui du logement rural avec 33.850 unités dont il faut comptabiliser 14.545 logements qui sont réalisés à travers les quatre coins de la wilaya. Ce sont pas moins de 73.229 logements dont a bénéficié la wilaya. Parmi lesquels 27.000 logements sociaux sont déjà réalisés et 14.040

en voie de réalisation. Pour ce qui du logement promotionnel aidé 8.975 logements ont été déjà réalisés et 3.859 logements en voie de réalisation. Le chef de l'exécutif a rendu visite aux stands de l'ensemble des promoteurs et bureaux d'études ainsi que l'OPGI qui demeure le maître d'ouvrage pour l'ensemble des projets. Le chef de l'exécutif n'a pas cessé durant sa visite à travers les stands de donner des orientations et des instructions mais, chez certains entrepreneurs, le chef de l'exécutif n'a pas été tendre à cause des retards constatés et des défaillances. Il a même adressé des avertissements avant résiliation de contrat. Des orientations ont été données par les responsables pour avancer les travaux pour livrer les projets dans les délais.

TLEMSEN

Un faux fromager et un escroc arrêtés

Allal Bekkaï

Les enquêteurs de la brigade économique et financière de la sûreté de wilaya ont mis la main sur un faussaire répondant aux initiales R.Q qui a réussi à escroquer quatre personnes, selon le(nouveau) responsable de la cellule de communication et des relations publiques. Le présumé escroc procédait à la confection frauduleuse au moyen d'un scanner de plusieurs documents servant à l'obtention de la carte dite bleue tenant lieu de visa pour un (éventuel) emploi.

Il s'agit de diplômes nationaux et internationaux, attestations de sursis au titre du service national, cartes d'identité nationale, extraits de

naissance, certificats de résidence ainsi que des «duplications» de cachets humides et autres griffes appartenant à des administrations publiques et bancaires.

La perquisition effectuée dans ce cadre a permis la saisie d'une unité centrale et d'une imprimante multifonctions. Le contrefacteur escroc a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen où le magistrat instructeur a ordonné sa mise en détention préventive. Par ailleurs ladite brigade a arrêté le dénommé H.F, artisan de son état, pris en flagrant délit de fabrication illicite d'un produit de consommation, en l'occurrence du fromage, d'après la même source. Dans l'atelier du mis en cause, les enquê-

teurs ont découvert une machine servant à la fabrication du fromage Picon ainsi qu'une grande quantité d'ingrédients, en l'occurrence 25 sacs de lait en poudre Lahda d'un poids de 25 kg chacun, 220 kg de fromage fondu, 15 kg de fromage à pâte dure, un mélange de fromage et de Lahda, outre 3 000 cartons vides étiquetés, destinés au fromage Riki. Suite aux investigations, le prétendu fromager qui ne détenait pas un registre de commerce(il était en possession d'une carte d'artisan) s'appêtait à imiter une marque commerciale déposée.

A l'issue de sa présentation devant le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen, il a été mis sous contrôle judiciaire.

BECHAR

Une grande station de Naftal en perspective

L'entreprise nationale de distribution de produits pétroliers, Naftal, lancera en janvier 2014 les travaux de réalisation d'une grande station-service sur l'axe routier reliant Bechar au nord-ouest et sud-ouest du pays, a-t-on appris mardi auprès des responsables locaux de cette entreprise.

Projetée à proximité de la RN-6,

cette nouvelle structure énergétique de services sera réalisée sur une superficie d'un hectare, avec un investissement de plus de 100 millions de DA, a-t-on précisé.

Le projet qui vise le renforcement du réseau de distribution de carburant et des autres produits de Naftal sur les axes routiers névralgiques sera réalisé selon les normes

nationales et internationales requises pour ce type d'installations et sera doté de différentes services pour répondre aux besoins des usagers de la route. Au moins 25 emplois permanents seront créés dès la mise en service de cette station prévue au début de 2016, ont ajouté les responsables locaux de cette filiale de Sonatrach.

EL-BAYADH

Triste destin pour le pur-sang arabe et le sloughi

Hadj Mostefaoui

Fidèle compagnon de l'homme des vastes plaines, le cheval et plus particulièrement le pur-sang arabe disparaît peu à peu du paysage. Race chevaline par excellence, il s'est forgé au fil des siècles une réputation de membre inséparable de la famille chez les nomades. Pour les citadins il représente à lui seul un degré d'aisance et de richesse. Élégant et svelte, d'une endurance à toute épreuve, il a été et sera pour l'éternité la monture la plus cotée depuis l'antiquité. Dans cette région des Hauts-Plateaux, ces précieux compagnons, dont le nombre ne dépasse pas les doigts d'une main, coûtent les yeux de la tête et rares sont les riches éleveurs qui en possèdent. Cette monture, signe de richesse et de noblesse, défendait l'honneur de la tribu en participant aux courses hippiques et autres jeux équestres. Elle avait droit à tous les soins et égards de la part de tous et partageait leurs joies au cours de fantasias. Focalisant les regards, cette race, d'une beauté et d'une grâce exceptionnelle, a vécu ses heures de gloire au cours de la seconde moitié du siècle dernier. Bien que l'on compte actuellement un nombre assez important de chevaux d'autres races dite race dans cette région, pas plus de cinq individus « pur-sang arabe » seulement ont été recensés à travers la wilaya d'El-Bayadh. Pour rappel, la première remonte, réservée exclusivement aux étalons des tribus, a été créée en 1860 à la

garnison militaire de Géryville, une institution jalousement protégée par l'occupant. Elle assurait la reproduction de chevaux destinés à la cavalerie coloniale et en même temps à l'exportation. La population locale a à maintes reprises sollicité l'intervention des autorités à tous les échelons pour la reprise en main et la promotion de l'élevage équin qui risque de disparaître à jamais. Une seule association de jeux équestres tente tant bien que mal de survivre et le seul hippodrome de la région a fermé ses portes depuis plus d'une décennie. Un projet de création d'une jumenterie à Mrirrès est encore en état de gestation et peine à se concrétiser. Dans la foulée nous ne manquerons pas de soulever le triste sort réservé au sloughi, (lévrier) cette race canine, dont le nombre fond comme neige au soleil.

Excellent chasseur et d'une endurance inégalée, le sloughi se confond avec les dunes et, rapide comme le vent, il ne lâche jamais le lièvre, sa proie préférée. Une race sauvée in extremis de l'extinction par de braves éleveurs de la région de Djelfa qui ont fait de sa préservation leur cheval de bataille. Autre bête de trait, utilisée sur les aires de battage à l'issue des moissons et également pour le transport en milieu rocailleux et accidenté, le mulet subit de plein fouet les effets de la mécanisation en milieu rural. Il a cédé sa place depuis plus d'une décennie aux camions de transports. Mais qui se soucierait aujourd'hui du triste sort qui lui a été réservé.

SAÏDA

Algérie Poste, les liquidités disponibles

Ali Kherbache

«La direction d'Algérie Poste a pris toutes les dispositions pour assurer une meilleure prestation aux usagers avant l'Aid», confie le premier responsable du secteur au micro de la radio locale. Ainsi, pour éviter les bousculades et les désagréments, la Poste a mobilisé son personnel pour satisfaire les citoyens en quête de retrait aux fins de pallier aux dépenses de l'Aid et notamment l'achat du mouton du sacrifice. «Tous les bureaux de

poste disposeront des liquidités nécessaires pour satisfaire les besoins monétaires du citoyen», rassure le directeur en ajoutant que «le personnel sera renforcé durant cette période d'échéance de paiement de nos abonnés de tous ordres». L'affluence du moment, dictée par les exigences de l'heure, doit être régulée dans les postes «car la situation attire des butineurs de mauvais aloi et les victimes, souvent fragiles, sont légion en pareil cas», rappelle un retraité ayant fait les frais de l'incivilité.

MOHAMMADIA

Les travailleurs de Filamp réclament leur salaire

Les employés de l'entreprise de fabrication industrielle de lampes (FILAMP) de Mohammadia ont exprimé leurs colères par l'observation d'un moment de protestation devant le siège de l'entreprise. Ils n'ont pas perçu leurs salaires depuis deux mois.

Cet arrêt de travail survient à la suite de la situation financière pas du tout reluisante que traverse actuellement l'entreprise filiale de l'ENIEM de Tizi-Ouzou et qui pourra sans doute encoura-

ger les employés à choisir entre la retraite anticipée ou le départ volontaire. Les contestataires interpellent les autorités locales et la direction générale en vue de prendre en charge leurs doléances d'autant plus que l'Aid el Adha est à nos portes.

L'entreprise FILAMP, située dans la zone industrielle à Sahauria, est spécialisée dans la fabrication des lampes respectant les normes universelles.

Khenouci Mostefa

MÉDÉA

Le barrage à la rescousse des communes

Rabah Benaouda

Il n'est plus question, désormais, de tergiverser davantage, le projet de transfert d'eau à partir du barrage 'Koudiet Asserdoun', au profit de plus de 300.000 habitants, de la wilaya de Médéa, doit être réceptionné et mis en service, impérativement, au plus tard, le 30 novembre prochain».

C'est l'ultimatum qui a été signifié par M. Hocine Necib, ministre des Ressources en eaux, aux différents responsables chargés de ce méga-projet de transfert d'eau, à partir du barrage 'Koudiet Asserdoun', situé dans la wilaya de Bouira. Un ultimatum, venu à l'issue de la visite de M. Hocine Necib qu'il venait d'effectuer dans l'après-midi de mardi dernier, dans les trois daïras de Béni Slimane, Sidi Nâamane et Berrouaghia, ayant toutes un lien direct avec ce méga-projet de transfert d'eau. En effet, dès l'accueil de la délégation ministérielle au siège de la wilaya de Médéa et après une courte pause, le cortège s'est ébranlé, tout d'abord, vers la daïra de Béni Slimane, située à 70 km au sud-est de Médéa, où M. Hocine Necib, accompagné par MM. Brahim Merad et Abdelkader Chekkou, respectivement wali et P/APW de Médéa ainsi que par les autorités locales civiles et militaires, prendra connaissance de l'état d'avancement des travaux de réalisation du barrage, implanté dans cette daïra. Un barrage dont les eaux stockées seront destinées exclusivement à l'irrigation de «cette riche plai-

ne de Béni Slimane qui pourrait constituer la véritable 'Mitidja' de l'avenir dont avait toujours rêvé le regretté président Houari Boumediène. L'actuelle Mitidja ayant été pratiquement détruite par le béton «comme l'avait si bien fait remarquer le Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal, lors de la visite qu'il a effectuée le 23 septembre dernier, dans la wilaya de Médéa.

Ce barrage de Béni Slimane dont le taux d'avancement des travaux a atteint aujourd'hui les 35% et pour lequel un renfort, en moyens matériels et humains, vient d'être décidé par les responsables chargés du projet, à travers l'appel fait à deux entreprises étrangères, Hydro-aménagement et Hydro-Technica (SERBIE). Un barrage, enfin, dont la capacité totale de stockage de 28,7 millions m³.

Dans la daïra de Sidi Nâamane, à 51 km au sud-est de Médéa, la délégation ministérielle prendra, là aussi, connaissance de la station de pompage «S.P 12» entrant dans le cadre de la 3^{ème} tranche du méga-projet du transfert d'eau vers la wilaya de Médéa, à partir du barrage 'Koudiet Asserdoun', dans la wilaya de Bouira. Une station de pompage d'une capacité totale de 200.000 m³/j, soit 43 l/s, destinés à alimenter, en eau potable, plus de 9.000 habitants de cette région de Sidi Nâamane. Un projet dont le taux d'avancement des travaux a atteint, aujourd'hui, les 86%.

Comme troisième et dernière étape de cette visite de M. Hocine Necib, dans la wilaya de Médéa, qui a pris fin, en début de soirée de mardi dernier, elle a lieu dans la daïra de

Berrouaghia, où la délégation ministérielle inspectera les travaux de réalisation du réservoir d'eau, implanté dans cette daïra, d'une capacité totale de stockage de 20.000 m³ et dont le taux d'avancement est, aujourd'hui, appréciable. Un réservoir d'eau potable qui entre, donc, dans le cadre de ce méga-projet de Koudiet Asserdoun et dont, faudrait-il le rappeler, la distance linéaire totale est de 189 km. Un méga-projet dont le taux d'avancement des travaux est actuellement de 95%. Un projet qui, une fois réceptionné et mis en service, bénéficiera aux plus de 300.000 habitants des 13 communes suivantes : Béni Slimane, Berrouaghia, Boghrar, Boughezoul, Bouskène, el-Azizia, el-Omaria, Guelb El-Kébir, Ksar el Boukhari, Meghenna, Sidi Nâamane, Sedraya et Tablat, situées dans les régions sud et sud-est de la wilaya de Médéa, qui n'ont que trop longtemps souffert de l'insuffisance criarde d'eau potable. Et, pour conclure sur cette deuxième visite en l'espace de 10 mois, de M. Hocine Necib, dans la wilaya de Médéa, après la visite effectuée, il y a 11 mois par M. Brahim Nessala, directeur général de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), il convient de mettre en exergue la détermination des autorités concernées, aussi bien locales que nationales, de résoudre, définitivement, le problème d'alimentation en eau potable dont souffrent toujours plusieurs communes de la wilaya de Médéa, plus particulièrement celles se trouvant dans ses parties sud.

ALGER

Recyclage : premier point de collecte de vieux papiers et cartons

La ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Dalila Boudjemâa, a inauguré, mardi, dans la commune de Kouba (Alger), le premier point de collecte de vieux papiers et cartons, dans le but de les recycler par l'entreprise publique 'Tonic industrie'. «La consécration de tels espaces pour la collecte de vieux papiers et cartons, s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de récupération des déchets, appliquée par le ministère, depuis 2012, qui s'ajoute à l'opération de recyclage des déchets plastiques», a précisé Mme Boudjemâa, lors de la cérémonie d'inauguration. La collecte de ce type de déchets (vieux papiers et cartons), a-t-elle noté, a été confiée à de micro-entreprises dont le nombre n'excède pas 10, dans ce point de collecte, auxquelles s'ajoutent 200 micro-entreprises chargées de la récupération des

déchets ce qui permet «la création de postes d'emploi, d'une part et la protection de l'Environnement de l'autre».

La ministre a précisé que ses services se chargeront de former les gestionnaires de ces entreprises aux fins de développer leurs connaissances, en matière de gestion des déchets et de diversifier leurs activités et ce, au Centre national des métiers environnementaux, appelant les présidents des APC, à généraliser, cette expérience. De son côté le P-DG de l'entreprise 'Tonic industrie' Mustapha Merzouk s'est félicité de cette expérience qui «renforce» l'activité de l'entreprise, appelant les différentes APC à mettre à disposition de tels endroits pour renforcer le complexe, relevant de l'entreprise, chargé de recycler ce genre de déchets. La récupération du papier en Algérie, a-t-il poursuivi, permettra de réduire l'importation du

papier et contribuera à créer «3.000 postes de travail», soulignant que son entreprise emploie, actuellement, 130 autres, à travers le pays, chargées de la collecte de ces déchets. Le directeur de l'entreprise «NET COM» Ahmed Benalia a, pour sa part, exprimé sa satisfaction de l'ouverture de ce point de collecte qui contribuera à l'hygiène dans les quartiers d'autant que l'amoncellement de ces déchets pourrait provoquer, selon lui, des incendies. A l'occasion de l'inauguration de ce point (500 m²), mitoyen des locaux de vente de gros, la ministre a présidé la cérémonie de signature de deux contrats : le premier entre la société 'Tonic industrie' et des micro-entreprises spécialisées dans la collecte de papier et carton et le deuxième entre l'APC de Kouba et la société 'Tonic Industrie', en présence de responsables locaux.

BLIDA

Projet de dédoublement de la voie ferrée

Tahar Mansour

Le nouveau ministre des Transports, M. Amar Ghoul, se trouvait, avant-hier, mardi, dans la wilaya de Blida où il a visité, en compagnie du wali, M. Mohamed Ouchen et du P/APW, M. Mohamed Abdelhak Zitouni, le dédoublement de la voie ferrée sur un tronçon de 56 km reliant El Affroun à Khémis Miliana. Sur place, le ministre a instruit les responsables du projet afin qu'ils commencent déjà l'opération d'acquisition des rails pour être prêts à les poser, dès la fin des travaux de terrassement, ce qui éviterait tout éventuel retard. Il se rendit, par la suite, à Blida, où il visita le site de la nouvelle gare routière, à Sidi Abdelkader, juste à côté de la voie ferrée, un terrain récupéré après le relogement de plus de 200 familles qui vivaient dans des baraques. Du fait de la proximité de la voie de chemin de fer, le ministre a préconisé la construction d'une gare ferroviaire, non loin de la gare routière, ce qui faciliterait le transit entre les deux modes de transport pour les citoyens et leur éviterait un déplacement pénible jusqu'à la gare ferroviaire de Blida.

Une enveloppe supplémentaire de 670 millions de DA a, aussi, été demandée pour la gare routière car le montant initial (700 millions de DA) s'est avéré insuffisant, au regard des grands travaux qui sont prévus. M. Amar Ghoul a, ensuite, visité le siège de l'entreprise de transport de la wilaya et le téléphérique reliant Blida à Chréa qui est encore à l'arrêt, depuis le mois de mai. Pour ce dernier (le téléphérique), le ministre des Transports a demandé aux responsables de contacter des opérateurs nationaux pour un entretien régulier des

machines et même pour la fourniture de pièces de rechange. Il a, aussi, rencontré les cadres de son secteur ainsi que tous les intervenants au siège de la wilaya où il a entendu un exposé sur les différents projets, relevant de son secteur.

Au cours de son intervention, M. Amar Ghoul a annoncé que son département introduira, bientôt, de nouveaux dispositifs dans la réglementation concernant le code de la route, afin de tenter de réduire le nombre d'accidents de la circulation qui a atteint un seuil effarant. Le ministre préconise donc un repos obligatoire pour tous les chauffeurs de transport de marchandises car, rappelle-t-il : «un chauffeur ne peut pas conduire, pendant des heures et des heures, son camion sans se reposer, il devient, alors, un danger pour lui-même et pour les autres usagers». Il faudrait, aussi, que les propriétaires de camions installent une sorte de mouchard qui limiterait la vitesse à un seuil raisonnable et qui pourrait même renseigner sur la vitesse à laquelle roulait le camion, en cas d'accident.

La revalorisation du permis de conduire est, aussi, à l'ordre du jour et les auto-écoles devront faire montre de plus de sérieux pour contribuer à la baisse du nombre d'accidents de la circulation, en apprenant à leurs élèves les règles de conduite dans les normes.

Il sera aussi fait obligation aux chauffeurs et receveurs de bus ainsi qu'aux chauffeurs de taxis de vêtir un uniforme qui honore la profession et qui distinguera le professionnel du voyageur. Enfin, les responsables locaux du secteur sont tenus d'engager un dialogue constructif avec les représentants de tous les intervenants.

TÉBESSA

Du nouveau pour l'aéroport

Un projet de renforcement des infrastructures et annexes dépendantes de l'aérodrome de Tébéssa, lancé au courant de l'année 2010 est en phase de réalisation dont la réception prévisionnelle est fixée au 2^{ème} trimestre 2014. Signalons que les travaux de renforcement concernent, aussi bien, la piste principale (3.000 m sur 45 m), le parking avions et des bretelles que la construction d'un réseau d'assainissement de 2.750 m. Le coût global étant évalué à plus de 1,497 milliard de DA. Ainsi, l'aéroport Cheikh Larbi Tébéssi voudrait retrouver son standing d'infrastructure aéroportuaire à vocation internationale, comme durant les années 80, mais cela devrait passer par des opérations d'accroissement de ses capacités d'accueil et son équipement.

A.C.

104 locaux commerciaux pour les jeunes

Quelque 104 locaux commerciaux viennent d'être réceptionnés. L'ouvrage a été construit sur le site d'une surface commerciale de l'ex EDGA, à l'entrée-ouest de la commune de Tébéssa et ce, pour un montant de près de 61 millions de DA.

Lotie en 104 box, la surface, réalisée en 5 mois, abritera plusieurs activités de commerce au profit de jeunes vendeurs dont certains sont issus du marché de l'informel. Ainsi et après l'inscription d'une vingtaine de marchés de proximité, 7 au chef-lieu de la wilaya, ainsi que l'attribution de locaux commerciaux, en tirant au sort les noms des bénéficiaires, les responsables de la wilaya continuent à tâter toutes les possibilités offertes, malgré leurs imperfections, l'objectif sera de résorber le taux de chômage affectant, en particulier, la frange de jeunes sans diplôme ni formation.

A. Chabana

Horaires des prières pour Alger et ses environs

05 dhou el hidja 1434

El Fedjr 05h25	Dohr 12h35	Assar 15h49	Maghreb 18h21	Icha 19h39
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



BOUMERDÈS

La pomme de terre dans tous ses états

La superficie réservée à la culture de la pomme de terre d'arrière-saison, à Boumerdès, a enregistré, cette année, une extension de 20 ha, a-t-on indiqué, à la direction des Services agricoles (DSA), de la wilaya.

Les prévisions de la DSA ciblent, pour la présente campagne agricole, plus de 320 ha contre 300 ha, durant la saison écoulée, a-t-on précisé de même source. Sur cette superficie ciblée, près de 250 ha ont déjà été plantés, en pomme de terre, depuis le lancement de la campagne, à la mi-août dernier pour se poursuivre jusqu'à fin octobre, a indiqué, à l'APS, le responsable du secteur, M. Mohamed Kharoubi. Plus de cin-

quante hectares ont été destinés à la culture de semences de pomme de terre, selon ce responsable qui observe que cette performance dépasse les objectifs du contrat de performance de la filière lequel a fixé 40 ha de semences de pomme de terre, pour la wilaya. Par ailleurs, ce dernier a signalé l'injection progressive, depuis la mi-septembre dernier, jusqu'à la fin novembre, d'un volume de 49.000 tonnes de pomme de terre stockée, en juin écoulé, dans les marchés locaux, en vue de maintenir, a-t-il dit «la stabilité de l'offre et de la demande sur ce produit de large consommation». Actuellement, la pomme de terre est écoulée, dans

une fourchette entre 20 et 25 DA, dans les marchés de détail de Boudouaou et Bordj Menail, contre 13 à 15 DA au marché de gros de Khemis El Khechna.

Le stockage de cette pomme de terre, produite à Boumerdès et dans d'autres wilayas du Centre, a été confié à l'Office national de l'aliment du bétail (ONAB d'Alger) et aux entrepôts frigorifiques du Sahel (Corso de Boumerdès), chargés au titre du Système de régulation des produits agricoles, de large consommation (SYR-PALAC), de signer des contrats en la matière, avec plus d'une trentaine de producteurs et propriétaires de chambres froides, est-il indiqué.

APARTEMENTS

■Vends Appart 180 m², plein centre-ville, quartier Michelet, 5^{ème} étage. Prix 1.8 U à négocier – curieux, intermédiaire s'abstenir - Contact : 0774.61.07.88

■TLEMCCEN : Vends F3, 3^{ème} étage à Cité Naha IMAMA à côté mosquée – Tél : 0556.54.99.34 / 0771.73.76.07

■MOSTAGANEM - A louer Appart F4 (9ème étage) 100 Logts – Tél : 0550.85.43.37

■A louer F3, 1er étage Millenium à côté de la daïra (boulevard) - Tél : 0792.84.53.93

■A vendre F3. Acté à Plateau centre-ville ORAN au 3^{ème} et dernier étage 3 P + C + SB. Toutes commodités Tél. + Internet + réservoir - Contacter Tél : 0557.833.223 à partir de 13 H - Curieux et courtier s'abstenir merci

■MOSTAGANEM - Vends F3 luxueux 78 m² Résidence Ouarsenis 4ème étage. Vue sur mer – Tél : 0770.53.38.52 – 00.33.6.69.34.67.68

■Cherche F2 à 60 U à Hassi Bouinif - Boufatis au Hassi Benokba ou autre – Tél : 0555.91.69.59

■A louer F2 - 56 m². 2^{ème} étage angle Rue Khemist N° 22 ORAN - L : 30.000 DA négociables + avance d'une année + un mois de cautionnement - Libre à compter du 15-10-2013

■Vends F3 très bon état - bien situé et bien ensoleillé. 2^{ème} étage à proximité BDL Senia. Gaz de ville. Eau H/20 - Prix demandé 750 U – Tél : 0698.02.78.21

■Loue F4 à Haï Yasmine 2ème étage Appart neuf - Pas d'intermédiaire – Contact : 0770.31.60.80 - 041.28.21.78 - HB

■URGENT - A vendre Appart F2 Miramar 2^{ème} étage, en face Marché (Jean Kraft) - Prix 600 U – Tél : 0770.543.245

■Cherche Achat d'un appartement F2 ou F3 quartier Es-Senia - Hay Yasmine - Hay Sabah – Tél : 0793.05.80.57

■Vends F3 à Haï Yasmine, Promotion ARCO-PRIM, au 5^{ème} et dernier niveau d'une superficie de 84 m², avec grand balcon et double façade, près du commissariat et école - porte fermée – Tél : 0662.38.88.55

■Vends F3 de 90,40 m² au 2^{ème} étage dans un immeuble de 3 étages 72 Logements Haï El Yasmine (El Wafaa) - Tél : 0658.25.92.54

■A vendre F3 - 4^{ème} étage. Acté. P.O 980 U - A Akid Lotfi (ORAN) - Tél : 0551.235.224

■V. ou échange F3 avec garage et ascenseur. Acté. Cité Soneigaz Médioni - contre petite Maison aux environs d'Oran – Tél : 0699.66.24.54

■TLEMCCEN (AG. MEKTOUB) : Vds 3 F5 1060 + F3 Pasteur + F3 Oujlida + F5 EPLF + F3+4 (1079) + 2 F4 125 m² Bel Air + 2 F4 Cerisiers – Tél : 0790.50.80.72

■Vends F3. 5ème étage, cité fermée, voisinage communautaire. 82 m² en face la grande mosquée El Yasmine – Tél : 0561.68.12.23

■A vendre F4 Duplex. Acté. 110 m². 1er étage. Refait à neuf, situé à Haï El Yasmine 2 côté la mairie de Haï Es-Sabah – Tél : 0790.70.25.50

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends grand standing 130 m². Acté. 1 grand salon, 3 P, un hall. Tél fixe. Internet. 3ème étage, Clairefontaine Ain El Turck - Oran – Tél : 0791.65.17.75

■Loue des Apparts F2 et F3 équipés. Adr : Paradis-plateau Ain El-Turck – Loue Hammam avec sauna à la même adresse – Tél : 041.44.59.15 – 0777.01.34.14

■A.V. bel Appart F3, très bien situé, 3ème étage. 70 m² : 109, Rue de Mostaganem BT Coopérants en face Registre de Commerce - Tél : 0771.71.28.33

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends grand standing 130 m². Acté. 1 grand salon, 3 P, un hall. Tél fixe. Internet. 3ème étage, Clairefontaine Ain El Turck - Oran – Tél : 0791.65.17.75

■Loue des Apparts F2 et F3 équipés. Adr : Paradis-plateau Ain El-Turck – Loue Hammam avec sauna à la même adresse – Tél : 041.44.59.15 – 0777.01.34.14

■A.V. bel Appart F3, très bien situé, 3ème étage. 70 m² : 109, Rue de Mostaganem BT Coopérants en face Registre de Commerce - Tél : 0771.71.28.33

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

■Vends Appt F3 – 1er étage à Torro la route Brunie – Tél : 0779.35.04.46 - 0792.07.00.68

■Vends F3 Haï Yasmine 75 m² 3e étage dans résidence propre avec ascenseur, parking et interphone. Toutes commodités - Tél : 0771.91.92.43 / 0557.77.17.37 - Visite matin 10 H – 12 H - Soir A/C de 17 H

■Vends F3 - 90 m². Acté. Salamandre côté villas - MOSTAGANEM –Tél : 0771.65.48.79

■Vends F3, grand standing, R. de C. 3 façades, livret foncier et libre de suite à Cité SORECOR - Dar El Beida. ORAN - Prix après visite. Intermédiaire s'abstenir – Tél : 0550.38.34.36

■A louer au à vendre des appartements F2 - F3 - F4 - F5 à ORAN dans beaux endroits, meublés au sans meubles - Prix de location 25 - 30 - 35 - 45 - 55 - 60 - 70 - Tél : 0795.35.32.60

■Loue : F3 - 97 m² - 1^{er} étage 2 façades, 542 Logts. Bir El Djir. ORAN – Tél : 0550.24.92.18 - 0770.78.63.91

■Loue plusieurs Appts F2, F3, F4 à Bir El Djir et Canastel - toutes commodités et bien situés – Ag. Immo. Canastel – Tél : 0770.74.68.41

■Vends F4. Acté. 90 m². Refait. Vide. 5e étage, ensoleillé, vue sur Bd et Tramway, 2 façades. Parking. Bon prix. Haï Chouhada – Tél : 0771.74.97.22

■Vends F3, bien situé, 3e étage. Acté. Climatiseur + fixe + Internet. Cité les Amandiers - Oran – Tél : 0770.97.62.26

■Vends Appt F3 à Yaghmoracen, 1^{er} étage, refait à neuf. Acté – 0771.47.33.20 - 0560.82.85.34

■A vendre F4 à Yaghmoracen coop. Hosn El Jivar près de Pinocchio au 3^{ème} étage, nouvelle construction, de 3 Faç. Sup. 135 m². Acté + L. Foncier. Fini à 80% - Tél : 0555.80.46.56

■Vds bel Appart F3, acté 77 m², libre de suite, 3^{ème} étage refait à neuf, bien ensoleillé, pas de vis-à-vis, immeuble calme, parking gardé sis à haï Zitouna derrière commissariat 10^{ème}. Toute commodité. Prix après visite – Tél : 0554.80.43.59

■A vendre ou échange appartement F4, 112 m² contre Haouch, 4^{ème} étage et dernier. Tél. ADSL, très bien situé, B. ensoleillé, bon voisinage, parc auto - route du Tramway boulevard Nakache Hosn El Djivar USTO – Tél : 0771.11.18.10 - 0552.63.90.04

■ESPAGNE : Groupe Immobilier spécialisé aux orientations vente, achat, échange, rapport locatif, appartement, villa, bungalow, locaux. ORIENTA PLUS - Contactez notre TMK : 0555.18.13.80 – E-mail : panorami58@gmail.com

■Vends F3 Désistement à Ain El Turck (Paradis-plateau) 2^{ème} étage, 70 m², dalle de sol, propre, bon voisinage, vue sur mer - Contactez 0794.61.68.62

■A vendre Appart F4, 110 m² 1^{er} étage, 3 façades à haï Essalem – Tél : 0555.49.76.46

■Vente appartement F3, 2ème étage bien aménagé, immeuble très propre haï Seddikia (Désistement) - Tél : 0557.51.83.34

■Loue des super F5 – F3 – F1 meublés haut standing, sécurisés, climatisés à 100 m de la plage, terrasse vue sur mer - au mois ou à la semaine + superbe villa à Bousfer-plateau meublée – Tél : 0771.84.25.21

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends grand standing 130 m². Acté. 1 grand salon, 3 P, un hall. Tél fixe. Internet. 3ème étage, Clairefontaine Ain El Turck - Oran – Tél : 0791.65.17.75

■Loue des Apparts F2 et F3 équipés. Adr : Paradis-plateau Ain El-Turck – Loue Hammam avec sauna à la même adresse – Tél : 041.44.59.15 – 0777.01.34.14

■A.V. bel Appart F3, très bien situé, 3ème étage. 70 m² : 109, Rue de Mostaganem BT Coopérants en face Registre de Commerce - Tél : 0771.71.28.33

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends grand standing 130 m². Acté. 1 grand salon, 3 P, un hall. Tél fixe. Internet. 3ème étage, Clairefontaine Ain El Turck - Oran – Tél : 0791.65.17.75

■Loue des Apparts F2 et F3 équipés. Adr : Paradis-plateau Ain El-Turck – Loue Hammam avec sauna à la même adresse – Tél : 041.44.59.15 – 0777.01.34.14

■A.V. bel Appart F3, très bien situé, 3ème étage. 70 m² : 109, Rue de Mostaganem BT Coopérants en face Registre de Commerce - Tél : 0771.71.28.33

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

ANNONCES CLASSÉES

■LOUE Appart F3 de 100 m² équipé 60% à Camp 5 pour profession libérale ou bureau – Tél : 0554.66.26.09

■TLEMCCEN : Vds Appt RDC 190 m² + garage et cour ttes commodités en plein centre-ville à FAKHARINE – Tél : 0770.14.73.19 / 0551.91.95.34

■A vendre Appart F4. 6^{ème} étage au 32, Rue Larbi Ben M'hidi. ORAN - Tél : 0770.78.63.91 - 0550.24.92.18

■Vends Appart F4 acté, bien situé entre Choupot et Protin - ORAN - au 1^{er} étage. Convient habitation, laboratoire d'analyses, bureau d'avocat - Tél : 041.24.48.99 - Visite après 17 H

■Vends Maison individuelle F5 Désistement à Hassi Bouinif (OPGI). Prix demandé 550 millions – Téléphone : 0668.44.57.46

■Vends Apparts haut standing quartier résidentiel, très calme, vue sur mer (ascenseur - parking) sécurisés, surveillance, caméra (Fa: 144 m² / F3 : 115 m²) cuisines équipées (Claire-Fontaine - Ain El Turck) - Tél : 0561.08.88.81

■A vendre ARZEW Cité Ahmed Zabana F4 dans un bel endroit : Îlot 12 Tour 06 au 5ème étage - 0556.86.44.18 - Visite après 17 h 00 - Interm. et courtier s'abstenir S.V.P.

■Vends F5 - 92 m² - bien aménagé à Haï Ghazi Boujdemaâ (Avenue d'Arcole - ORAN) - Tél. 0775.73.52.13

■Vends Appart F4 acté + L.F. 2ème étage. 80 m² à l'Hippodrome (St Eugène). Quartier résidentiel ttes commodités - Mobile: 0790.37.04.20 - 0770.31.52.92 - Curieux s'abstenir

■A vendre grand appartement F6 rénové, 4ème étage. 135 m² + terrasse 35 m². Vue sur mer, ensoleillé - ORAN-Centre. Quartier Miramar - Tél. 0555.85.27.56

■Vends Appart 124 m² à Plaza Immobilier (Seddikia) - jamais habité avec parking au sous-sol. Cuisine équipée + 2 SDB + 2 balcons, 2 dressings + chauffage central - Contacter le : 0770.87.52.40 ou le 0770.86.50.34

■A.V. F2 acté, G.C., G. SDB, 1^{er} étage, 2 façades, vue sur mer à 20 m de la Route Nationale Mers El-Kébir. Prix après visite et pas de Promesse de vente S.V.P. Merci – Tél : 0799.94.13.11

■A vendre F3 standing de 130 m², grand salon + 2 pièces spacieuses avec balcons, hall d'entrée, SDB, cuisine refaite à neuf avec balcon de 12 m² + (Tél. et ADSL), 1^{er} étage dans un immeuble de 03 étages bien situé à Boulanger a proximité du marché, école et lycée – Tél. 0669.74.56.55

■A vendre bel F5 acté de 3 P. + double salon, Cuis. S. de B. WC + 2 balcons vue sur Bd Maâta et 2 entrées (Possib. de transform. en 2 Apparts dans un immeuble calme et clôturé avec peu et bon voisinage – P.O. 850 U – Tél. 0553.16.42.23

■Vends F3 Désistement à Ain El Turck (Paradis-plateau) 2^{ème} étage, 70 m², dalle de sol, propre, bon voisinage, vue sur mer - Contactez 0794.61.68.62

■A vendre Appart F4, 110 m² 1^{er} étage, 3 façades à haï Essalem – Tél : 0555.49.76.46

■Vente appartement F3, 2ème étage bien aménagé, immeuble très propre haï Seddikia (Désistement) - Tél : 0557.51.83.34

■Loue des super F5 – F3 – F1 meublés haut standing, sécurisés, climatisés à 100 m de la plage, terrasse vue sur mer - au mois ou à la semaine + superbe villa à Bousfer-plateau meublée – Tél : 0771.84.25.21

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends grand standing 130 m². Acté. 1 grand salon, 3 P, un hall. Tél fixe. Internet. 3ème étage, Clairefontaine Ain El Turck - Oran – Tél : 0791.65.17.75

■Loue des Apparts F2 et F3 équipés. Adr : Paradis-plateau Ain El-Turck – Loue Hammam avec sauna à la même adresse – Tél : 041.44.59.15 – 0777.01.34.14

■A.V. bel Appart F3, très bien situé, 3ème étage. 70 m² : 109, Rue de Mostaganem BT Coopérants en face Registre de Commerce - Tél : 0771.71.28.33

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends grand standing 130 m². Acté. 1 grand salon, 3 P, un hall. Tél fixe. Internet. 3ème étage, Clairefontaine Ain El Turck - Oran – Tél : 0791.65.17.75

■Loue des Apparts F2 et F3 équipés. Adr : Paradis-plateau Ain El-Turck – Loue Hammam avec sauna à la même adresse – Tél : 041.44.59.15 – 0777.01.34.14

■A.V. bel Appart F3, très bien situé, 3ème étage. 70 m² : 109, Rue de Mostaganem BT Coopérants en face Registre de Commerce - Tél : 0771.71.28.33

■SBA : A vendre appartement F4, 3 façades superficie 90 m² cité Gabbetta, façade commerciale – Tél : 0773.91.95.87

■Vends appartement F3 surface 82 m² au centre-ville d'Oran boulevard des Chasseurs, 5^{ème} et dernier étage, toutes commodités - Appelez le 0780.84.65.39

■A louer un appartement F3 sis à 27, rue de Mostaganem Résidence Clémentine, sécurisé 24/24 – sous-sol box de (2) deux voitures – deux ascenseurs – Tél : 0661.31.32.23

■Vends petite villa 230 m², 3 Pcs + garage + bache d'eau + bain + grand jardin. Haï Khemisti ex-Fernandville à côté clinique El-Hikma – Tél. 0774.75.41.60

■Vendre très belle villa 295 m². R+2 - R : 2 salons, Cuis., SDB, hammam, 2 garages. 1er : 1 salon, 4 chambres, 1 SDB. 2ème : 1 salon, SDB. Terrasse. Haï Khemisti. Fernandville. ORAN – Tél. 0773.00.70.34

■Vends villa 2 façades construction récente 2 étages 500 m² (33 x 15 m) sise Maraval Rue Gl Nivellet côté des Palmiers sur route Bus 14 avec L.F. (Grand jardin + garage) –Tél. 0551.96.21.13

■Loue villa (R+1) 293 m² entre Canastel et Bir El Djir avec toutes les commodités (3 salons, 5 chambres, salle de bain, hammam, garage et jardin... etc.) à Sociétés étrangères ou autres – Tél. 0775.44.93.44

■Loue villa 280 m². 2 façades. Pour étranger. Rez-de-chaussée : 1 chambre, salon, toilettes, garage 2 voitures, jardin, hall, 1^{er} étage : 4 chambres, salon, douche, terrasse - à Haï Nakhil Belgaid - Bir El Djir – 0773.32.20.66

■A.V. RC + 2 Cité Petit composé de 1 G. garage + cour. 1^{er} étage : 4 chambres + 1 salon + cuisine + cour. SDB, toilettes 2ème : 4 chambres + 1 G. salon + cuisine + cour. SDB, toilettes + terrasse - chauffage central - bache à eau – Tél : 0560.06.50.76 – 0553.32.49.37

■Vends villa 200 m² Coop. Enour Cité Djamel – Tél : 0771.06.46.61

■A.V. RC + 2 à côté de la daïra de Bir El Djir composé de 1 G. garage au RDC + cour. 1er : 1 cuisine + 2 G. salons + toilettes. 2ème : 4 G. chambres, 1 SDB, 1 hammam turc - Bache à eau + terrasse. Chauffage central – Tél : 0560.06.50.76 - 0553.32.49.37

■A vendre carcasse, double façade. R+2. Es-Sénia. 107 m² Rue Amir Abdelkader - Tél : 0775.25.69.60

■TLEMCCEN - Vends villa 3 étages & 5 magasins avec 1 local de 250 m² sur terrain de 830 m² sur grand boulevard centre-ville avec Acte + Livret foncier – Tél : 0557.39.66.76

■A louer villa Es-Sénia 200 Logts. 1er étage 03 Ch. + 01 salon + hammam. 2e étage 1 grand salon + 02 chambres + hammam - Garage 2 véhicules. Prix après visite – Tél : 0550.53.55.31 – 0661.53.55.41

■Cherche location d'une villa R+1 (5 à 6 pièces) avec garage 2 V - endroit calme et propre à ORAN (tous quartiers) – 0555.71.49.77

■Vds V. Actée R+2. Millenium. 210 m² : 4 P. - 2 S. - hammam - SDB - 2 WC - 2 H. - G.G. 3 V. 6 Cuis. - Av.-C - Ar.-C. Kit G. Terre. Pos. Ext. P/Int. et curieux – Tél : 0667.66.40.47

■Vente villa à Boutléilis cité Haï El Feth - 200 m². R+1, RDC : petite cour, garage, salon, hall, une grande pièce, cuisine, SDB, une grande cour. 1^{er} étage : 04 pièces, salon + hall + douche – N° Tél : 0770.89.67.11

■ORAN V.V. 267 m² 4 niv. S/sol R+20 S/sol 150 m² H. 3 m. Cuis., SDB, hammam fini. RDC local 100 m² aménagé (restaurant, cafétéria... etc. + terrasse) + SDB + 01 P. de stock avec douche fini à 90%. Garage (5 V), 1^{er} et 2^{ème} Habit. En face l'hôpital militaire allant vers les Amandiers – Tél. 0553.42.77.74

■A vendre une Maison 250 m² à Fernandville à côté clinique Hikma avec un puits d'eau – Tél. 0555.48.92.41

■Vends villa Fernandville 270 m². R+1. RDC grand salon + hammam, cuisine + sanitaires. 1^{er} étage : 1 grand salon + 4 Ch. + SDB + terrasse, 3 garages + cour - 0770.31.9

EMPLOIS

■ Société Import / Export - ORAN - Recherche Magasinier Pces détachées pour recrutement - Fax : 041.45.55.31 - Email : sarl.alitkane@gmail.com

■ J.F. licenciée en Science de gestion Opt. : Comptabilité + 05 ans d'Expér. recherche emploi comme Comptable - Tél : 0661.83.98.25

■ Salon de coiffure sis à Kara cherche coiffeuse qualifiée résidant à Kara ou à Es-Senia - Veuillez nous contacter au 0559.22.54.33

■ Entreprises privée cherche Diplômé en Conducteur de travaux ou Bac + 3 - Génie civil, maritime - pour gestion Unité de fabrication - Envoyer CV : marboluxe@gmail.com

■ A Hôtel Sheraton Oran - Excellence / CCA - Formation Thérapie par l'Energie vitale 25 Octobre (Alliad Bi Taka) Reiki (à Alger 18 Oct) - Info + Inscript : 0663.10.60.20

■ Atelier cherche des Couturiers et Finition à ORAN - Tél : 0770.33.92.95

■ Une pharmacie à Les Amandier située à ORAN cherche une Vendeuse qualifiée au minimum 16 mois - Contactez ce numéro : 0669.85.27.10

■ ORAN - Pharmacie à St Eugène cherche Vendeuse expérimentée - Tél : 041.46.96.56

■ ALPHONICA CALL CENTER recrute 1 Superviseur senior, expérimenté (Homme / Femme) profil recherché : Parfaite maîtrise de la langue française et rédaction irréprochable - Organisé, leadership et disponible immédiatement. CDI, salaire motivant, primes sur objectifs - Envoyer CV + Lettre de Motivation - à : mehdi.a@phonesolutions.fr

■ ALPHONICA CALL CENTER recrute en CDI, Télé conseiller (e)s disponibles à Temps Plein, maîtrisant parfaitement la langue française - Horaires de travail : (9 h - 13 h 30) (14 h 30 - 19 h 00) - 25 000 DA + prime atfectionnant 12 000 DA - Envoyez CV à : info@phonesolutions.fr - Tél : 041.46.58.67

■ Importante restaurant à ORAN cherche deux (02) Plongeurs + Femmes de ménage - Tél : 0560.00.41.00 - E-mail : lemediterraneen@yahoo.com

■ Taxi EL BARAKA cherche des Chauffeurs sérieux avec diplôme et permis + 05 ans - âge + 25 ans - Tél : 0560.00.98.60

■ Représentant de grande marque de vêtements recrute pour ses points de vente à Oran, Jeunes entre 20 à 35 ans, pour des postes de : Vendeurs et Responsable de boutique - Envoyer CV détaillé avec photo au : pmgrecrute@yahoo.fr

■ Recrutons pour salle des fêtes : Chef de salle et Agent de sécurité - sérieux, dynamique, forte personnalité et ayant le sens de la responsabilité - Tél : 0551.74.65.19 - E-mail : groupe.sco.a.R@gmail.com

■ Pharmacie cherche Vendeuse qualifiée avec expérience - située entre Bir El Djir et Canastel. Belgaïd - Portable : 0799.45.11.61

■ Cherche Femme pour gérer Maison sachant faire le ménage et la cuisine - présentable, dynamique et confiance - âgée de 35 à 40 ans (Possibilité d'hébergement) - 0551.74.65.19 - E-mail : groupe.sco.a.R@gmail.com

■ Entreprises privée cherche Diplômé en Conducteur de travaux ou Bac + 3 - Génie civil, maritime - pour gestion Unité de fabrication - Envoyer CV : marboluxe@gmail.com

■ Société de Taxis avec Agrément et Registre à MOSTAGANEM à vendre, sans véhicules - Tél : 0796.55.43.87

■ Importante Société privée recrute dans l'immédiat 01 Chauffeur Semi-remorque âgé entre 25-45 ans, 02 ans d'expérience, sérieux, dynamique - Tél. 0555.90.00.41 - Email : ressources.h@mateg.net

■ Salle des fêtes à Oran cherche un Secrétaire de bureau pour la réception des clients, présentable et sérieux, ayant un bon niveau d'études, âgé de 35 à 45 ans - Tél. 041.53.33.36 ou 0779.37.79.99

■ Société privée à ORAN cherche Femme de ménage, sérieuse, âgée entre 20 - 30 ans - Tél : 0661.100.454

■ IMT. Import-Export cherche Représentant (e) commercial (e). Expérience souhaitée dans le domaine - Tél. 0550.86.18.00 - Fax : 041.43.12.65

■ Centre d'appel cherche Téléopératrices expérimentées. Maîtrise du français parfait. Salaire motivant - Contact : 0550.14.56.58

■ Pharmacie à Canastel cherche Vendeuse qualifiée en vente le matin de 09 H jusqu'à 17 H - N° Portable : 0552.55.58.31

■ SIDI BEL ABBES - Grand cabinet dentaire en pleine activité cherche Chirurgien-dentiste sans emploi sérieux pour création de Cabinet de groupe - Tél. 0791.25.69.58

■ Particulier cherche Enseignante pour cours de rattrapage 2 Année Moyenne, logé, nourri à ORAN - Mob : 0558.78.90.33

■ Sté recrute une Secrétaire expérimentée, maîtrise outil informatique pour tâches administratif, âge min. 30 ans accepte déplacement - 0557.59.36.28 - Oran

■ Cherche : des jeunes Femmes de ménages temporaires (entre 18 et 25 ans maximum) wilaya d'Oran - paie 13600 DA/mois - Contacter : 0553.30.26.33 (entre 9 H et 15 H maximum) Merci

■ Cherche : des jeunes Agents temporaires pour travaux de nettoyages des vitres - paie 15000 DA/mois - Oran - Contacter 0553.30.26.33 (entre 9 H et 15 H maximum) Merci

■ Entreprise cherche des Eléments qualifiés pour le montage de meuble d'importation - Contact : 0560.97.68.55

■ Recrute Secrétaire sérieuse qui maîtrise l'outil informatique avec expérience et Vendeuses - Manutentionnaires et Magasinier - Veuillez nous contacter au 0790.78.34.82

■ Bur. Architecte Dr Bachir Agguerrabi, recrute pour suivi Trav. sur chantiers à Oran : ING. Mécanique. HVAC Résid. à Oran et pour son siège à Alger : Architectes maîtrisant la 3D, Résid. à Alger. Livres de suite pour Trav. Motiv. Env. CV complet + Prétent. Rémunér. Fax : 021.65.60.41 - Mail : architect@agguerrabi.com

■ ARZEW - Une pharmacie cherche Vendeur ou Vendeuse avec expérience - Tél. 0770.48.97.79

■ Ets de Formation recrute Enseignants : Informatique Soft et Hard - Maintenance réseaux - GRH - Marketing - HSE - Anglais - Centre-ville Oran - Tél. 0790.19.81.30

■ Entreprise privée de conditionnement cherche à recruter Techniciens Machinistes pour un emploi stable et durable. Rémunération selon compétence - Contact au Tél : 0558.59.60.04 - e-mail : recrute.ets@hotmail.fr

■ Dame âgée de 46 ans, habitant Ain El Turk, 22 ans d'expérience en Secrétariat Bilingue, Informatienne, cherche emploi - Contacter 0799.75.23.10

■ Société recrute une Chargée des affaires extérieures pour mission : Recherche des fournisseurs, suivre démarches de l'importation... en maîtrisant le français et l'anglais - Transmettez CV à l'Email : ouest-foods@live.com

■ Un particulier cherche un Professeur d'anglais pour des cours d'apprentissage avec des méthodes modernes - Veuillez transmettre vos CV à l'Email : ouest-foods@live.com

■ Minoterie Z.I. El Kerma recrute un Chef Meunier expérimenté - Tél : 0552.55.93.32

■ Minoterie Z.I. El Kerma recrute un Electromécanicien Chef de quart qualifié - Tél : 0552.55.93.32

■ Privé recrute Vendeuse - Appelez le 0555.59.80.00 ou faxez vos coordonnées au 021.54.29.36

■ Pressing cherche 1 Réceptionniste et 1 Repaseuse - Tél : 0771.56.54.22 - Adresse : 5 Rue Citoyen Bazy - Oran

■ Société groupe BEZAZ Taxi Saghir vous invite à visiter son parc des nouvelles voitures - vous êtes les bienvenus - N° 0664.21.21.21 - EL BRAYA

LOCAUX

■ Vends local commercial, plein centre d'Oran en bas du Café Riche, 130 m² pouvant servir de Restaurant - Bureau d'études - Salle de sport - Laboratoire d'Analyses - Douches... etc. + Loue villa meublée à Bousfer-plage - Tél : 0771.84.25.21

■ A louer local 15 m² (avec Sedda) à Akid Lotfi - Tél : 0554.82.23.51

■ A vendre local. Acté. USTO-HLM. 150 Mi. - Avenue F2. 1er Av. Canastel. 450 Mi - Tél : 0555.11.79.27 - 0771.27.53.78

■ A louer local sup. 200 m² à Roland Garos - Soufi Zoubida - ORAN - Tél : 0771.79.28.36

■ Un local à louer à Oran pour stockage d'une Sup. 140 m² d'une hauteur de 4,20 m composé d'une pièce + cuisine + salle de bain + toilettes - situé devant une place - Contacter N° : 0662.03.27.15

■ Vends local 33 m² fini - 2 Actes (21,50) (11,50) - 2 façades. Dar El Saleim. Yasmine. ORAN - Tél : 0773.00.70.34

■ A louer grand local Misserghine 3150 m² + grand local Choupet 500 m² - Tél : 0560.06.50.76 - 0553.32.49.37

■ Vente local de 26 m² de superficie à GDYEL Cité 80 Logts - Prix offert 200 unités. Prix demandé 250 unités - Tél : 0776.89.11.10

■ Local à louer sup. 130 m² à l'USTO les Pyramides - Visite après 17 h 00 - Tél : 0555.57.66.43

■ A vendre local commercial 57 m². Convient Bureau - Atelier - Au 2, Rue Montauban angle Rue Vieille Mosquée - ORAN - Tél : 0560.37.58.08 - 0560.78.61.34

■ Vends local 61 m² à Akid Lotfi - ORAN - Acté - N° Tél : 0552.52.03.44

■ Vends local 20 m². Sanitaires - Acté. Livret foncier - (Maraval) ORAN - Tél : 0555.78.30.14

■ Local à louer 200 m² centre-ville Place AEK - MAS-CARA - Tél : 0661.25.05.70

■ URGENT - Vends local commercial centre-ville 32 m² - 02, Rue Michelet - ORAN - Visite tous les jours sur RDV - Tél : 0699.85.64.22 - Curieux s'abstenir

■ ORAN à Belgaïd loue un local (dépot) superficie de 110 m² et la hauteur de 4,5 m - bien situé et sécurisé (électricité + eau + calage + toilettes...) - Tél : 0775.97.92.34 - 0771.84.31.03

■ Particulier cherche un local de 30 m² bien aménagé et situé dans une rue commerciale à AKID LOTFI ou autre quartier - Courrier s'abstenir - Tél : 0658.26.69.87

■ TLEMCCEN - A vendre sur plan 3 magasins 50 m² + 1 (50 m²) façade avec WC + SDB en face Triangle de Rhiba - Versement 50% - Tél : 0552.17.10.46

■ A vendre magasin fonds et murs 280 m², 3 entrées, N° 7 Rue Djabar Abdelkader - ORAN, à côté du lycée Hayat en plein centre-ville - 0697.30.92.90 - 041.39.55.24

■ Loue 3 dépôts sup. 2.000 m², 1.600 m², 1.600 m² à Z.I. Aghbal OUED TLELAT - Tél : 0770.34.18.21 - de 9 H à 16 H

■ SIDI BEL ABBES - Local commercial à louer très bien situé sur grand boulevard - Sup. 120 m² - Contacter le 0791.25.69.58

■ Donne en location un dépôt de 340 m² libre de suite au 08, rue Grine Belkacem - ORAN - Tél : 0797.36.34.88

■ Louer Pizzeria avec une belle terrasse Ain El Turk - Contacter 0552.65.48.15

■ Vends ou loue local à Sidi El Hasni ORAN de 65 m² à 100 m² sur grand Boulevard - Tél : 0555.654.717

■ Vends local de 40 m² Saint Antoine en face commissariat Sidi Okba - Tél : 0771.42.86.41

■ Vds Cabinet médical plein centre-ville. 4 Pcs + balcon + séchoir. 1^{er} étage dans immeuble à 2 étages avec 1 appartement par étage. Convient pour autre profession libérale. Prix après visite. Pas d'intermédiaire - Tél : 0771.85.97.39 - 0771.11.87.56

■ Loue local de 90 m² à Dar Esselem Hay Esselem - Toute Opt. 22000 Km - 31 Oran Safia - Toit ouvrant. Radar. Rabattables. Régulateur et Limiteur de vitesse. Bluetooth - Tél : 0698.699.739

■ A vendre : 1 / Local superficie 66 m² - 2) Local (2) 46 m² - A 16 coopérative Houssne El Jiwar - ORAN - Tél : 0771.79.28.36

■ AG : Vente sur Zone Ind. Ben-Okba ORAN un local de 1.600 m² - 3 Fac. avec charpente neuve. Acta - Terrain Boufatis 6.000 m² urbanisable 3 Fac. Acte - Tél : 0553.03.75.85

■ Location d'un hangar 1.000 m², 9 m hauteur avec administration, sur le boulevard zone industrielle ES-SENIA 1 - 0550.29.99.48

■ Vends local 385 m² à BOULANGER. Possibilité d'extension. Façade de +16 m - Curieux - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0561.17.16.90

■ Part. Loue magasin pâtisserie avec Matériels 50 m² à Hai Yasmine centre à Oran. Prix 4,5 U Nég. + Vente et location magasins 20 m² - 42 m² - 50 m² à Hai Yasmine à Oran - Tél : 0698.68.70.89

■ Vends local à Hai Yasmine 2 - 55 m², soupette 40 m². Bien aménagé (dalle de sol, Mischler). 2 façades - ORAN - Tél : 0661.20.17.15

■ Loue local Cité Petit dépôt ou usage commercial multiple de 300 m² bien agencé - Prix après visite le Samedi 11 H - 0770.24.19.97 - 0552.78.62.66

■ A louer local commercial 55 m² avec grande soupette : 25, Rue Pélissier angle Marcel Cerdan - ORAN - Prix 27.000 DA/mois - Tél : 0553.00.31.75

■ Ouverture nouveau Magasin à Maraval plus de 400 m² de surface (Rond-point NAKHLA - ORAN) - Papier Peint de qualité français - italien - Lancement d'une super remise de 50% sur toute la gamme - Tél : 0560.96.18.59 - 0550.22.76.48 - 041.45.45.92

■ Local à vendre ou à louer + de 70 m² en Duplex - Sanitaires. Eau. Gaz. OK. Gardiennage assuré. Conv. bureau, cabinet - labo... ou autre commerce - 10, Rue Ziani Miloud - Miramar (Résid. El Bous-ten) - Tél : 0557.01.36.44

■ Vends local acté de 132 m² à Ain El Turk (Oran), Rue de la Cave. Possibilité de construction en hauteur - toutes commodités (Eau. Electricité. Gaz) - Tél : 0792.20.71.45

VEHICULES

■ Vends Clarc à Fourche (28 tonnes) marque HYSTER. Renové à l'opt. Prix intéressant. Moteur PERKINS 8 cylindres en V - Tél : 0770.33.50.90

■ Vends Picanto 2008 - 1^{er} option - Roulé 108 mille 0 Retouche - Prix offert 74,5 U - Prix D. 78 U - Tél : 0770.68.79.78

■ Vends Scenic 2007 - 1.9 DCI - 145000 Km. Couleur gris argent - Tél : 0770.66.76.48

■ A vendre. Camion IVECO 2013 - Tél : 0771.79.28.36

■ ABOU SOFIANE : Location de voiture offre des véhicules neufs pour Partic. et Entrep. privées et étrangères - Adresse : Gambetta. ORAN - Tél : 0770.62.68.80 / 0781.84.33.67 / Email : Rabie31@yahoo.fr

■ Loue MASTER FRIGO 2013 avec chauffeur - Tél : 0792.45.23.46

■ A vendre à ORAN : ZOTYE NOMAD 1 - Année 2007 - 1,3 l - 69 CH - 61000 Km - Tél : 0550.10.32.64

■ TLEMCCEN - Vends KANGOO. Grise. Toutes options. Etat neuf. 1^{ère} main. Année 2004 - R. 141.000 Km. Vitrière. Moteur (1.5 DCI) en très bon état - Tél : 0770.24.78.74

■ A vendre Niveleuse FAUN-FIRSCHE 105. Année 1981, moteur DEUTZ, très bon état - Tél : 0550.89.09.88 / 0770.51.44.13

■ Cherche Achat Quad de marque YAMAHA GRIZLY 660 en panne - Mob 0771.05.40.60

■ Vends KIA Cerato grise 2010, première main 110 mille Km. Toutes options - Contactez le 0561.59.56.72

■ A vendre KANGOO WHITE 2012 Edition. Blanche. Toute Opt. 22000 Km - 31 Oran Safia - Toit ouvrant. Radar. Rabattables. Régulateur et Limiteur de vitesse. Bluetooth - Tél : 0698.699.739

■ Cause Départ. Vends 208 année 2013. Ess. Toutes options. Roulé 3000 Km. Couleur blanche + Moto 3 roues (Spyber MF3) Math + F3 Millenium acté 100 m² - Tél : 0550.23.77.97 - 0554.25.90.50

■ Vends 01 Bateau Glisseur, cabine 5 m 50, moteur Johnson 120 CV + Semi rigide 4 m 20 très propre, moteur Yamaha 40 CV avec console de pilotage - 0793.57.57.94

■ Agence de location de voiture TLEMCCEN propose des voitures Peugeot 207+ T. options 2013. Po location longue et courte durée pour entreprise, Sté privée, étatique ou étrangère - L'agence est à votre écoute - Tél : 0560.83.14.85 - 0555.23.10.85

■ Location de voiture : Spc chez location Kadri Auto : véhicules neufs et 1^{er} option, meilleur accueil plus un forfait d'1^{er} jrn gratuite après chaque 6 jrs de location - Contacter le 0772.37.11.00 / 041.53.39.38 (société, particulier)

■ A vendre nouvelle OPEL ASTRA essence - 50 Km - toutes options - 2013 - Prix 180 U - Tél : 0772.18.05.87

■ Vends PEUGEOT 3008 HDI 163 CH. Année 2011 - CCR. Roulé 89800 Km. Gris argent. Tout options. Tél. GPS. Toit panoramique. PO 170 - Tél : 0560.00.97.10

■ Vends : SEAT IBIZA FR, Blanche 1.6 TDI. Etat neuf. 2013. Kilométrage 2500 Km, avec option en + : Radar de recul + Alarme GT + Attelage avec fiche électrique + Rétroviseurs Gris FR - Tél : 0550.43.15.32

■ Vends O5 - 2011 - Noir. Toutes options. 20.000 Km - Vends Mercedes ML. 0 Km. Couleur blanche - Tél : 0698.83.26.70

■ A vendre Bus Toyota Coaster (30 places) avec clim. Année 2010. Carte grise TTC. Roulé 440.000 Km. Très bon état (bien suivi) - Tél : 0772.56.00.42

TERRAINS

■ TLEMCCEN : Vds terrain 1064 m² rond-point KOU-DIA + Vds FORD FOCUS 2010 + terrain à SIGA 225 m² - Tél : 0557.06.31.97

■ TLEMCCEN - A vendre 2 lots de terrain à OUZ-DAN 138 m² (2 façades) + 156 m² avec leur Livret foncier - Contacter SVP le : 0561.13.00.12

■ MOSTAGANEM - Vends lot de terrain commercial 200 m² - Acte + Livret foncier, R+2 à la cité militaire - Prix après visite - Tél : 0561.02.73.33

■ MOSTAGANEM - Vends lot terrain sup. 350 m² à MAZAGRAN - Tél : 0772.04.23.96

■ TLEMCCEN : A vendre lot de terrain 185 m², 2 façades, les Oliviers KIFFANE. Viabilisé. Acté - Tél : 0550.71.29.00

■ A vendre terrain environ 1.000 m² en face Dar El Hayet - ORAN - à usage de Promotion Immobilière - Prix après visite - Tél : 0556.25.82.00

■ A vendre lot de terrain situé Coopérative 1^{er} Octobre 1955 Moudjahidine (Canastel) sup. 253 m², façade 19 m - bien situé - Tél : 0772.28.69.52

■ A vendre lot de terrain 200 m² à Hay El Chahid Cité Yaghmoracen. ORAN - Tél : 0770.35.29.01

■ A vendre lot à BRAYA 190 m² deux façades avec plate-forme et piliers - Tél : 0778.33.04.75

■ Vend 1 Ha de 200 figuiers sur C/V. Electricité à 07 Km A. TEDLES et O.KHEIR grand axe routier - PD 5 MJU - Tél : 0778.33.45.36 - 0773.70.48.26 - Tel Fax : 041.33.56.85

■ A vendre lot terrain 304 m², Acté - 200 m de l'autoroute Hai Brediah - Boutléis - Tél. 0554.38.61.36

■ Vends 02 lots de terrain actés + livret foncier 3.260 m² + 1.070 m² à OUSSEKANE (BREA) wilaya TLEMCCEN + villa haute standing coopérative Hidayat (BELGAÏD) Wilaya ORAN, R+2, linie 100 %. Actée. 155 m², bâtée 130 m² - Tél. 0561.31.04.58

■ Vente lot de terrain 685 m² près de la mosquée El Qods Fernandville. ORAN - Veuillez me contacter au numéro 0559.20.07.52

■ Vends lot 366 m² en 2 lots 183 m². Acté. Bien situé Bd Belgaïd en face Maison Jeunes. Prix Off. 8 M/m². Prix D. 10/m² - 0770.30.52.44 - 0550.35.97.91

■ Vends Lot 123.75 m² à PORT-SAY - Tél : 0669.50.73.81

■ A vendre terrain 200 m² Fernand-Ville - Hai Khemisti - ORAN - Tél : 0772.44.68.84

■ Bureau d'affaires HAFID - Vente un nouveau Lotissement à la Salamandre viabilisé qui est réparti en plusieurs lot de 143 m², 155 m² et 262 m² : chaque lot a sa paperasse - Tél : 0550.66.35.94

■ V. Terrain sup. 27.000 m² situé EL HAMOUL Commune EL KERMA - Tél : 0561.35.22.07

■ Vente une parcelle de terre agricole de 17 hectares + Maison Sup. 110 m² à proximité de la nouvelle autoroute El Hidab, sise à 40 Km de la ville de SAÏDA - Contacter : 0561.62.01.28

■ URGENT ! A vendre terrain bien situé à Brédéa (daïra Boutléis) sup. 209 m², 11 m de façade - Acté - PO : 470 U / PD : 550 U - Accepte échange contre Appartement - Terrain à Misserghine / Boutléis - Tél : 0670.28.13.31

■ Vends lot de terrain. Acté. Sup. 240 m² - façade 22 m - à TAMAZOUGHA (ex-Saint-Maur) W. TEMOUCHENT - Tél : 0791.99.24.91

■ Vends 100 Hectares actés environs de MAGHNIA - Contacter Agence MAGHNAOUI - T/F : 043.30.22.71 - P. 0793.24.78.88 ou 0558.19.13.39 - Site Web : www.maghnaoui.net

■ AG IMMO. Vend terrains Agricoles : 3,5 Hectares - 4,5 Hectares à Benokba et 5,6 Hectares à Braya - 11 Hectares à Hassi Benyebka - N° Portable : 0552.55.58.31

■ Vente un lot de terrain à SENIA. Acté - d'une superficie 227 m², façade 13 m. Livret de foncier - J'accepte l'échange avec F5 ou F4 au 1^{er} ou 2^{ème} étage - Contactez : 0771.30.05.47 - 0554.02.24.90

■ Vends terrain 250 m², 3 façades. Acté - à Ain El Kerma (Daïra de Boutléis) en bordure de la voie principale. Prix demandé 520 U négociable - Tél : 0558.81.37.41 - 0776.32.94.62

■ AG. IMMO. Vend des lots terrain :



■ Cherche Four boulangerie à dalle 60 plaques BENINI Italie bon état - Tél : 0772.76.24.80

■ Enseignante d'Anglais donne des Cours de soutien à tous les niveaux à Gambetta – Num. 0774.82.96

■ ORAN : Loue Licence café - Tél : 0661.26.98.54

■ Importante société vend : un Tour automatique 05 opérations (TROB) W. Germany - Tour Revolver 21 opérations russe - Contacter au N° Tél : 040.23.92.00 & 040.23.77.73 - à partir 8 h à 16 h 30

■ Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? Audifit vous offre un bilan auditif gratuit - Pour prendre rendez-vous téléphonez au : 0661.10.35.01 Oran - 0661.10.35.06 Mostaganem

■ Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? Audifit vous offre un bilan auditif gratuit - Pour prendre rendez-vous téléphonez au : 0661.10.35.03 Tiemcen - 0661.10.35.16 Tiarret

■ A vendre Laminoin pour pâtisserie de marque française plus Hachoir à viande – Tél : 0556.15.46.69

■ TOP. ONE. Vend pour « ANSEJ - CNAC » : Extrudeuse - Souffleuse - Granulateur - Conditionneuse - Autre machine - 0666.34.34.34 - 0555.48.62.22

■ SAC PLUS. Propose pour « ANSEJ - CNAC » Machine « Gobelet Papier / Plast. - Conditionneuse - Souffleuse... etc. - 036.65.33.34 à 38 - 0555.62.34.91 - 0555.62.34.92 / 93 - 94 - 95 - 96 - 97 - 98 - 99

■ Vente & Installation des Logiciels de Gestion commerciale avec Gestion de stock intégrée - Site Web : www.shb-soft.com - Tél : 0553.95.36.16

■ URGENT - Cherche un Numéro de Taxi – Tél : 0560.09.66.36

■ Revêtement en Résine Epoxy pour tous les sols industriels et parkings avec Ponçage – Tél : 0557.52.92.57 - ORAN

■ A vendre Flacons en verre 125 ml pour eaux de toilettes - eaux de Cologne - Provenance FRANCE – Tél : 0559.02.90.59

■ A vendre : Pizzeria en activité, moderne, propre, avec tous matériels neufs - 57 m² - Endroit commercial – Tél : 0770.56.66.55 / 0770.62.68.80

■ Médecin Urgentiste : Consultation à domicile. Perfusion (Sérum), Sondage urinaire, Lavement évacuateur, Nébulisation (Asthmatique), Pansement (Escarres), Prélèvement pour analyses... (Circoncision) – Tél : 0557.19.47.99

■ Cherche Location Matériel de pâtisserie : Four ventilé – Pétrin - Batteur - Tél : 0770.59.34.47

■ Mets en location deux Pelles hydrauliques chenilles, neuves, capacité 21 Tonnes – Godets : 1 m3 20 à ORAN – Tél : 0797.956.595

■ A vendre 2 Chaines de productions industrielles automatiques de Sachets plastique (Tirette et Sac Bretelle) – 0771.360.121

■ A vendre Matériel pour Fast Food Pizzeria : 01 Four Pizza 06 plats. 01 Plaque chauffante 03 feux. 01 Friteuse à gaz. 01 Chauffe Panini. 01 Présentoir V 7 bacs à glace + 01 Présentoir vertical + Caisses Pepsi - Ifri - W. 46 – Tél : 0561.17.44.89 - 0772.96.29.63

■ A vendre 3 Machines à clou qui fabriquent clous (2,5 / 3 - 4) (5, 6, 7) (10, 12) – Téléphone : 0780.89.66.23

■ Vends une Forge neuve d'un modèle russe, fonctionne avec du coke, équipée de deux souffleurs triphasés et une turbine d'extraction – Tél : 0663.30.34.50

■ Super Promo sur la Kératine !!! L'institut de beauté Harmonie à 9900 seulement pour toute longueur et épaisseur, pendant tout le mois d'Octobre - Pour plus de détail veuillez contacter : 0556.81.94.05

■ Vends : Encarteuse Piqueuse MULLER 6 postes - Fardeuse semi-automatique - Tél : 0550.56.41.46 - Curieux s'abstenir

■ Vends Unité de Brochage complète : Chaîne de reliure sans couture - Assembleuse 20 postes - Relieuse - Margeur de couverture + Massicot Tirilatéral – Tél : 0550.56.41.46 - Curieux s'abstenir

■ IBS, école de formation agréée par l'Etat lance formations en : BTS assurance - Déclarants en Douanes et Bureautique – 22, Bd Viviani – Sananès. ORAN – Mobile : 0795.250.319 – Fixe : 041.367.575 - ibsq@gmail.com

■ A vendre ou à louer : Pompe à béton (6) six cylindres avec Accessoires. Année 2010 - utilisée que 1.000 heures – Tél : 0791.71.06.27

■ TLEMCCEN - Mets à la disposition des enseignants Espace fonctionnel pour cours de soutien tous niveaux – Tél : 0555.42.35.30

■ A vendre Atelier de tournage : Tour 4 m GA-ZNEUV - Tour TOZ 2 m - Fraisuse 2,5 - Perceuse à colonne - Scie mécanique – Presse hydraulique - 0776.62.94.86

■ UniBeauté centre de formation professionnelle lance son nouveau programme d'esthétique et de bien-être suivi par des experts du métier dans les modules suivants : Soins du visage - Epilation - Maquillage - Manucure et Pédicure - Massage - Téléphonez au : 041.53.32.23 – 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta. Oran

■ UniBeauté centre de formation professionnelle lance son nouveau programme de coiffure et de bien-être suivi par des experts du métier dans les modules suivants : Coupe et coloration. Permanente et défrisage. Technique de coiffage et chignons - Téléphonez au : 041.53.32.23 – 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta. Oran

■ Loue Licence d'exploitation cafétéria. Wilaya d'ORAN - Tél : 0790.84.28.76 - 0670.10.44.68

■ Equipe de Maintenance informatique se déplace à domicile pour Réparations et Dépannage de matériels informatiques (Domicile - Bureau - Magasin - Cyber – Sté...) – Tél : 0551.54.93.18 - 0781.34.09.96 // 57, Rue Larbi Ben M'hidi - Oran

■ TLEMCCEN - Mets à la disposition des enseignants Espace fonctionnel pour cours de soutien tous niveaux – Tél : 0555.42.35.30

■ Import - Médical vend Echographie couleur Doop Echo portable NB et chariots – Radiographie 100 /300 mA. ECG. Fauteuil Dent. Autoclaves - Tél : 0771.63.32.73

■ Bureau d'Etudes d'Architecture agréé propose ses services : Permis de construire. Permis de démolir. Architecture intérieure. Certificat de conformité. Demande de lot de terrain (dossier Calpires). Modélisation 3D, images de synthèse de projet - Pour RDV appelez au Tél. 0667.15.20.27 – E.mail : AMK_77@hotmail.fr

■ Vends Refondeuse bobine laize 2 m 50 - Vends 2 Autobobines : 1 2 têtes, 1 3 têtes – Vends 1 Régleuse HOLWEG Laize 120 cm 6 couleurs – Vends 1 Coupeuse Bobine format Laize 130 cm – 0771.42.49.53

■ Vends : Baraque de chantier tractable - Treuil pour machine de forage grande profondeur - Batteur - Treuil pour machine de forage par battage – Tél. 0560.12.95.89

■ Vends Matériel de pressing - dégraissage complet - tous bon état - Contacter : 0552.95.83.95

■ Institut Selmane ORAN vend 02 Imprimantes CANON à prix intéressants – Tél. 041.33.13.97 / 0554.58.56.08

■ A louer Licence de café W. d'Oran – Contactez-moi N° 0797.60.50.59

■ Vends 02 Machines en état de marche : Massicot de marque LHERMITE (Français) - Coupeuse bobines en rame (Rameuse) - Veuillez contacter : 0661.20.85.20

■ Particulier vend Matériel complet de pâtisserie, excellent état + présentoir 2 m, garde chaud et caisse + tables et chaises - le tout très peu servi - curieux et intermédiaires s'abstenir – Tél : 0771.34.95.09

■ Prof de Maths, longue expérience, assure remise à niveau + cours de soutien individuels BEM + 1AS + 2AS + Bac série G, S, M, TM – ORAN-Centre (Possibilité de déplacement à domicile) - Tél : 0661.21.50.51

■ Vends ligne de fabrication de produits agro-alimentaires en poudres : (chocolat en poudre instantané, flan en poudre, lait en poudre, jus en poudre genre CALYPSO, améliorant pour pain...etc.). Capacité de production: 1.500 Kg/cycle - Tél : 00213.554.060.704

■ Vends 1 Guillotine OMAG - 1 Plieuse OMAG - 02 Presses ROSS 30 et 50 tonnes - 1 Soudeuse à point FIMER - Tél : 0558.13.66.90

■ Vends M. médical S. emballage : Table opératoire+ Traction ORTHO. Ch. brancard Ht variable - Lot civière à cuillère - brancard ambulance - Tél : 0558.13.66.90

■ VVW PACK INDUSRY. Fabricant des Etiquettes automatiques linéaires, Machine de pose d'étiquettes adhésives présentation en rouleaux sur tout type de contenant (Bouteilles, Flacons, Boîtes...) - Tél : 021.35.19.05 - Mob : 0770.52.96.12

■ Profitez de la Super Promotion pour rénover votre maison. Fourniture et Pose : Parquet stratifié - Gerflax - Moquette - Gazon synthétique - Tapis de Sport - Produits d'Origine européenne - Maraval. Rond-point Nakhla - ORAN - Tél : 0560.96.18.59 - 0550.22.76.48 - 041.45.45.92

■ Prof. de Maths, longue expérience, assure remise à niveau + cours de soutien individuels: BEM - 1 AS - 2 AS - Bac S. M. TM - ORAN-Centre - Tél : 0661.21.50.51

■ Vente de Mouton au kilo en face ORAVIO - Contacter : 0555.02.73.55 - 0661.20.60.78 - 0550.96.23.09

■ Le Géant du Papier Peint lance une Promotion (-50% de réduction) produits de qualité français et Italien. Profitez de cette excellente offre d'un prix directement de l'importateur au consommateur - Maraval. Rond-point Nakhla - ORAN - Tél : 0560.96.18.59 - 0550.22.76.48 - 041.45.45.92

■ Réparation à domicile Machine à laver (linge et vaisselle) - Frigo - Cuisinière - Climatiseur - Pièces de rechange disponibles. Travail garanti - Tél. 0662.87.45.68

■ MASCARA. Z.A. : A louer Chambre froide Néglative 300 m3, site spacieux et sécurisé, bien situé - Tél. 0555.47.84.34

■ L'Ecole de cuisine et de pâtisserie agréée depuis 2007 forme : Cuisinier - Pâtissier - Pizza - Gâteaux orientaux - Chef de Rang - Réception - Bon Accueil - Carteaux (HLM) ORAN - Tél/ Fax : 041.42.34.46 / 0555.11.47.80 / 0665.70.63.40

■ 2013 / 2014 - Les cours ont débuté le 17 Sept. - « Gambetta » 041.53.30.27 - « Maraval » 041.34.85.55

■ El Hayet School reconduit l'expérience précédente en ouvrant une classe spéciale aux bacheliers désireux d'améliorer leur moyenne au Bac – Tél : 041.53.25.85

PENSÉE

Cela fait quatre années, le Vendredi 9 Octobre 2009, que

nous a quittés pour un monde meilleur notre cher et regretté

BENYEBKA HABIB « HABIBOU »

Nous garderons de toi le souvenir d'un homme d'exception,

affable, courtois et disponible. Tu resteras présent dans nos

cœurs et pensées. Sa veuve, ses enfants, petits-enfants et sa

belle-fille demandent à tous ceux qui l'ont connu et apprécié

d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons

NI OUBLI NI PARDON

*Le 10 Octobre 1993 le Professeur de Pédiatrie **Djilali BELKHENCHIR** était assassiné à l'intérieur de l'hôpital Birtraria où, comme tous les matins de bonne heure, il s'était rendu auprès de ses petits malades. Il n'a jamais cessé de nous manquer.*

*Son assassinat injuste a laissé pour toujours un vide béant dans nos vies. Jamais devant Dieu ni devant les hommes nous ne pardonnerons. Pas plus que nous ne pardonnons à ses assassins, nous ne pardonnons à leurs commanditaires, à ceux qui leur ont pardonné ou à tous les tueurs de mémoires de cette nation. **Djilali BELKHENCHIR** est mort parce qu'il avait foi en son pays. Honneur à lui et à celles et ceux qui sont morts pour la patrie. Vous pouvez tuer les patriotes mais vous ne tuerez pas leurs rêves. Car leurs rêves nous les portons et, de génération en génération, nous les transmettons...*

Fadila BELKHENCHIR

Ses enfants

Ses petits-enfants

شركة النحوييل وقليد الصليب وهران
Société de Transformation et de Tréfilage des Aciers D'ORAN
Filiale Du Groupe TPL
Société par action au capital de 754.300.000 DA
19, Rue MEKKI KHELIFA BP 1005 EL MENAOUER ORAN ALGERIE
ART : 3157677241 NIF : 099931010369785 RC : B990103697
Direction Générale Tél. : 00 213 41 24 08 17 Fax : 00 213 41 24 71 41
Département Commercial Tél/Fax : 00 213 24 09 09

AVIS D'INFRUCTUOSITE

DE L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR L'ACQUISITION DE 2400 TONNES DE FIL MACHINE N° 002/DG/2013

La société TREFILOR Filiale du groupe TPL, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'offres international N° 02/DG/2013, portant sur l'acquisition de 2400 Tonnes de fil machine, qu'à l'issue de l'évaluation des offres, l'appel d'offres a été déclaré infructueux par la commission d'évaluation des offres de TREFILOR.

Société cherche

*** UN TECHNICIEN EN INSTRUMENTATION**

Conditions de recrutement :

- Diplôme dans la spécialité.
- Expérience dans les fours et séchoirs industriels.
- Expérience minimum 05 ans.
- Résider à Oran
- Disponibilité immédiate.

Les candidats répondant aux conditions sont priés d'envoyer leur CV avec photo à l'adresse email suivante : rhrecruteoran@gmail.com

Société privée recherche

*** UNE ASSISTANTE DE DIRECTION**

Conditions de recrutement :

- Maîtrise parfaite de l'outil informatique.
- Maîtrise parfaite de la langue française (écrit et oral).
- Ayant le sens de la responsabilité et du travail d'équipe.
- Dynamique et sociale.
- Résider à Oran

Merci d'envoyer vos CV par mail : drh.recrute@outlook.com

Clinique Chelia

Avis de recrutement

La clinique CHELIA recrute :

- **Pédiatre**
- **Instrumentistes bloc opératoire**
- **Kinésithérapeute**
- **Infirmier (es) diplômés**
- **Secrétaires médicales**
- **Femmes de ménage**
- **Agents de sécurité**
- **Cuisinière**
- **Réceptionniste nuit (homme)**

N.B. : Prière déposer CV au niveau de la réception.

مكتب الأستاذ دريل عامر محافظ البيع بالمزايدة
باختصاص محكمة سيدي بلعاجين
03. شارع طيب إبراهيم شرفية سيدي بلعاجين
الهاتف: 0556.10.20.58
إعلان عن بيع بالمزايدة شفاعة مع قبول التعدادات المختومة
يوم الاثنين 2013/10/21 على الساعة 09 والنصف بمكتب محافظ البيع بالمزايدة
- تنظيماً للأمر الصادر عن محكمة سيدي بلعاجين رقم 13/862 بتاريخ 09 ماي 2013 لفائدة بنك التنمية المحلية سيدي بلعاجين ضد السيد : فرعون نيل.
- Lot N°01 : Renault Traffic Fourgon 100DCI Imm. : 00154.309.22
- شروط البيع: سحب دفتر الشروط من مكتب محافظ البيع بالمزايدة.
محافظ البيع بالمزايدة

ORAN. Annonce arrivage imminent de Ciment 42.5 R –

Origine : PORTUGAL.

Marque : CIMPOR -

Sac de 50 Kg –

Tél : 0669.66.09.95

Société cherche

*** UN GEOLOGUE**

Conditions de recrutement :

- Diplôme dans la spécialité.
- Homme de métier qualifié.
- Spécialiste dans la carrière d'argile.
- Expérience minimum 05 ans.
- Résider à Oran.
- Disponibilité immédiate.

Les candidats répondant aux conditions sont priés d'envoyer leur CV avec photo à l'adresse email suivante : rhrecruteoran@gmail.com

Pour l'ouverture de son prochain restaurant gastronomique à Oran

Recrute :

eden HOTELS
www.hotelseden.com

- Poste 1 : 02 Chefs de cuisine
- Poste 2 : 02 Seconds de cuisines
- Poste 3 : 03 Chefs de partie
- Poste 4 : 02 Commis de cuisine
- Poste 5 : 01 Commis de pâtisserie
- Poste 6 : 02 Plongeurs

Profil :

- Diplômes et qualification exigés pour les postes 1, 2, 3.
- Minimum de 5 à 10 ans d'expérience pour le poste 1.
- Minimum de 3 à 5 ans d'expérience pour les postes 1, 2, 3.
- Résider à Oran ou ses environs.
- Possibilité d'hébergement pour les postes 1, 2, 3.

Merci d'envoyer votre CV détaillé par email à : recrutement@hotelseden.com

Pour l'ouverture de son prochain restaurant gastronomique à Oran

Recrute :

eden HOTELS
www.hotelseden.com

- Maître d'hôtels
- Chefs de rang
- Caviste
- Commis de salle
- Hôtesse d'accueils
- Femmes de ménages
- Voituriers
- Agents de sécurité

Profil :

- Diplômes ou qualification exigés.
- La maîtrise de la langue française est impérative (lu et écrit).
- Bonne présentation physique pour les postes en contact avec les clients.
- Résider à Oran ou ses environs.
- Possibilité d'hébergement pour les maîtres d'hôtel et chefs de rang.

Merci d'envoyer votre CV détaillé par email à : recrutement@hotelseden.com

Permanence de l'Aïd Les boulangers tiendront-ils parole ?



A. El Abci

Une liste de 75 boulangers à l'échelle de la wilaya de Constantine a été arrêtée conjointement par la direction de wilaya du Commerce et le bureau local de la Fédération nationale des boulangers pour assurer la permanence pendant les deux jours de l'Aïd, mardi et mercredi prochains, puisque cette année cette fête religieuse est suivie tout de suite après par le week-end. C'est ce qu'a indiqué hier le coordinateur du bureau de la ville des ponts de la Fédération des boulangers, M. Bouguerne, lors de l'organisation d'une cérémonie où ont été honorés six candidats au concours du meilleur fabricant de pain et l'action de solidarité de boulangers qui ont fourni gratuitement du pain aux «meïdat Ramadhan» du Croissant-Rouge algérien. Ladite cérémonie a été organisée par l'Union des commerçants (UGCAA) de la ville des ponts dont le coordinateur de wilaya, M. Gueraïche, précisera que la mesure ne concerne pas uniquement les boulangers mais tous les commerces. Et d'ajouter qu'il en va de même de l'alimentation générale et toutes les autres activités de commerce, tels notamment le transport par bus et par taxis, dont près de 80% seront assurés à partir du 2e jour de l'Aïd et l'obligation d'ouvrir, y compris les jours du week-end. Selon notre interlocuteur, la mesure concernant la permanence, qui est désormais codifiée

par un décret ministériel, fera en sorte que tous les marchands qui manqueront leur permanence seront passibles de sanctions administratives sévères. Le représentant des boulangers dira, à l'adresse des gens de sa corporation et également à celle des commerçants en général, d'assumer leur responsabilité en garantissant le service public que l'on se doit aux clients, particulièrement en ces jours de fête.

En la matière, il expliquera que les sanctions contre les contrevenants à cette mesure sont de deux ordres afférents à la fermeture du local pour un mois, d'une part, et à des amendes variant entre un et trois millions de centimes, d'autre part. Interrogé, dans ce cadre, sur les actes d'indiscipline de boulangers de la wilaya lors des fêtes de l'Aïd El-Fitr précédent, alors que le même décret était déjà en vigueur, M. Bouguerne soulignera à ce propos que le nombre de cas concernant les boulangers est marginal si bien, affirmera-t-il, que Constantine n'a connu en vérité que trois cas et dont les justifications présentées comme des faits de force majeure sont en cours de vérification, au niveau du bureau de la Fédération et de la direction du Commerce de la wilaya de Constantine. Enfin, le bureau de l'UGCAA de Constantine affirme qu'il est le seul organisme représentatif des commerçants dans la ville du vieux rocher, qui est agréé par qui de droit, pour représenter et parler au nom de toute la corporation.

El-Khroub Des quartiers privés d'eau

Kamel M.

Plusieurs quartiers de la commune d'El-Khroub sont privés d'eau depuis le 8 octobre et la perturbation risque de durer encore jusqu'à demain. Ces interruptions dans la distribution d'eau potable sont motivées, selon les termes d'un communiqué de la SEACO, par des travaux de raccordement d'une nouvelle conduite de renforcement sur la conduite de distribution, ainsi que l'installation d'une vanne altimétrique au niveau du réservoir d'El-Khroub.

La société invite ses clients, affectés par cette interruption, dans les quartiers du centre-ville, 900 et 500 logements, Geni Sider et El-Hana, à prendre leur mal en patience.

Pour les populations de ces quartiers, habituées aux coupures d'eau prolongées, c'est cette période des fêtes qui ne leur semble pas propice

pour l'engagement de tels travaux. A une semaine de Aïd El-Adha, l'eau est encore plus sollicitée. Ils espèrent que les travaux soient terminés dans les délais indiqués.

Il est à noter aussi que cette année 2013 restera marquée du sceau des interruptions sur les réseaux AEP à travers de vastes territoires de la wilaya de Constantine, mais aussi de celui d'une grande activité de la SEACO qui a décidé d'en finir avec un vieux réseau, et des canalisations, parfois centenaires, devenues obsoletes et très vulnérables, ne répondant plus aux normes actuelles en matière de dimensions et de qualité.

Cette vulnérabilité du réseau d'AEP de la wilaya de Constantine est apparue au grand jour depuis que celui-ci est devenu de plus en plus sollicité par une distribution quotidienne et prolongée en provenance du barrage de Béni Haroun.

Des enseignants... un mois après la rentrée !

Un mois, jour pour jour, s'est écoulé depuis la rentrée scolaire, et pourtant c'est seulement hier qu'on a appris avec consternation que l'école primaire El Mutanabi du quartier Ziadia n'avait pas d'enseignants dans les classes de première et de 5e année (une classe d'examen). L'information a été divulguée hier par des parents d'élèves qui se sont adressés à la radio régionale de Constantine. Ainsi interpellé, le directeur de cette école a reconnu l'anomalie en expliquant que ce problème était survenu après la sortie en retraite de trois enseignants de l'école et que la quatrième a été mutée vers un autre établissement. «Et il y a eu du retard dans la désignation de leurs remplaçants», a-t-il souligné, en indiquant qu'à présent, ces derniers ont rejoint leurs postes et tout est rentré dans l'ordre, en ce sens que les élèves concernés ont entamé normalement leurs études.

Une commission en attendant le service public

Dans le cadre des instructions gouvernementales sur la réhabilitation des services publics à l'échelle des collectivités locales, le secrétaire général de la wilaya de Constantine, chargé de l'interim du wali, a procédé, au cours de la semaine dernière, à l'installation de la commission ad-hoc de wilaya chargée de cette mission. C'est ce qu'indique un communiqué diffusé hier par la cellule de communication du cabinet du wali en précisant que ladite commission dans laquelle siègent les directeurs de la Réglementation, de l'Administration locale et de l'Inspection générale, est élargie aux chefs de daïra et aux cadres et élus communaux. Le communiqué note à la fin que cette nouvelle instance «est ouverte aux avis et apports des universitaires et du mouvement associatif afin d'enrichir les débats et les travaux devant aboutir à un projet à suggérer d'un service public parfait au service du citoyen».

Distributeurs de billets de banque

Profitant de l'opportunité offerte par la célébration de la Journée mondiale de la poste, la direction d'Algérie Poste de la wilaya de Constantine a organisé des journées portes ouvertes sur les activités et les réalisations acquises par cette entreprise. La manifestation, qui se tient à la nouvelle ville Ali Mendjeli, porte notamment sur une exposition philatélique et des communications qui seront données par les professionnels du secteur aux élèves des établissements scolaires de la ville afin de leur faire connaître ce service public. A cette occasion aussi, le directeur de wilaya a annoncé la prochaine opération de généralisation dans toutes les communes de la wilaya, au niveau de l'université et dans toutes les stations-services de Naftal, des distributeurs automatiques de billets de banque (DAB) ainsi que la construction de nouveaux bureaux de poste à Ali Mendjeli.

A. Mallem

Des motocyclistes se plaignent Ces «engins de la mort» qu'on refuse d'assurer

Kamel M.

Une opération de police qui ciblait les motocyclistes a été organisée lundi après-midi au centre-ville de Constantine. En quelques minutes, un grand nombre a été contrôlé. Plusieurs engins ont été embarqués dans le camion de la police aménagé à cet effet. Outre l'absence du port du casque et autre équipement de protection, c'est surtout pour défaut d'assurance que l'infraction a été signalée. Il est normal de procéder à de tels contrôles au regard de nombreux accidents constatés à Constantine et sa région dont la plupart étaient mortels. Mais du côté des motocyclistes que nous avons approchés, c'est un autre son de cloche. Les compagnies d'assurance sont montrées du doigt, «elles refusent de nous assurer, sous prétexte qu'elles ne sont pas spécialisées dans cette catégorie». Un homme d'un certain âge nous apprend que «sous une grande insistan-

ce pour assurer la moto de mon fils, on m'a orienté vers une de leur filiale à Annaba». Des propos confirmés par de nombreux témoins.

Nous avons posé la question à un assureur, «Pourquoi les compagnies d'assurance rechignent-elles à assurer les deux-roues ?». Celui-ci reconnaît les faits et dira «Les compagnies d'assurance sont peu engagées, voire réticentes.

Le risque que constitue une moto est tellement grand aux yeux des assureurs que dans leur jargon ils le qualifient d'engin de la mort». Et d'ajouter que «Les compagnies d'assurances n'ont pas le droit de refuser une assurance parce que c'est leur vocation, et pour le citoyen c'est un droit de fait». En conclusion il dira «Si on s'assure, c'est parce qu'il y a un risque, la compagnie adapte le prix de l'assurance à la fréquence du risque, mais ne peut pas la refuser». Et pourtant, la moto demeure honnie par les assureurs.

Quelle prise en charge pour les cancéreux ?

Kamel M.

L'association des psychologues de Constantine a tenu hier au CHU de la ville une journée d'étude sur la prise en charge psychologique des cancéreux à laquelle ont assisté des professeurs et psychologues. Une rencontre organisée sous le thème «Pour un meilleur accompagnement des malades cancéreux». Le professeur Mezhoud a, dans une déclaration au Quotidien d'Oran, signalé que «l'accompagnement ne se limite pas uniquement au malade mais englobe tout l'environnement», «la famille en est le plus proche». Et d'ajouter dans ce sillage que «la famille, c'est le milieu naturel du malade, une famille informée et apaisée influera positivement sur lui». «C'est aussi, dira-t-il, l'environnement extérieur qu'il faut chercher à améliorer». Ajoutant que «la propagation impressionnante des maladies cardiovasculaires, psychologiques et psychiques trouve aussi son origine dans un environnement où le minimum de gaieté et de joie de vivre est absent».

Abordant la prise en charge médicale, M. Mezhoud a dressé un bilan accablant et dénoncé une situation alarmante du système de santé algérien, en général, et celui de la prise en charge et de l'accompagnement des mala-

des atteints de cancer, en particulier.

La première prise en charge d'un malade, c'est d'abord lui prodiguer les soins nécessaires, mais, nous apprend le professeur Mezhoud, «comment accompagner un malade si la radiothérapie est fermée», dira-il avec dépit, en parlant de celle de l'hôpital Ben Badis.

Abordant le sujet des moyens inhérents à l'exercice d'un meilleur accompagnement et prise en charge psychologique des malades, il relève les défaillances au niveau de l'organisation du travail, de la distribution des tâches, l'aménagement de l'espace.

Quant à la formation du personnel médical, médecins, psychologues, infirmiers, le professeur Mezhoud n'y va pas de main morte. «L'université algérienne est totalement déconnectée des réalités quotidiennes de la société, les formations dispensées aujourd'hui sont inadéquates avec les défis et les challenges que la société a à relever». Il explique que «nos lieux de soins sont encore dominés par la culture de violences verbales et parfois physiques». Et d'ajouter que «dans le milieu hospitalier, c'est la communication qui manque le plus, et la communication c'est parfois des mots de réconfort et d'apaisement».

Deux blessés sur la route

Selon la cellule de communication de la Protection civile de Constantine, deux accidents de la circulation ayant fait deux blessés légers se sont produits mardi dans les communes de Ain Abid et Hamma-Bouziane.

Aussi, l'accident qui s'est

A. M

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

05 dhou el hidja 1434				
El Fedjr 05h11	Dohr 12h21	Assar 15h36	Maghreb 18h08	Icha 19h26



Equipe nationale Départ aujourd'hui pour Ouagadougou

Kamel Mohamed

L'équipe nationale s'en volera, aujourd'hui, à destination de Ouagadougou à bord d'un avion spécial affrété par Air Algérie. Le compte à rebours a ainsi commencé pour les protégés de Vahid Halilhodzic qui seront au rendez-vous avec l'histoire, ce samedi, à l'occasion du match aller de l'ultime tour de qualification pour le Mondial brésilien de 2014. A Ouagadougou, l'équipe effectuera deux séances d'entraînement légères. Il s'agit d'une séance de décrassage qui sera effectuée ce soir aux alentours de l'hôtel, alors que celle de demain est programmée sur le terrain principal du stade du 4-Juillet où se déroulera la rencontre. La préparation pour ce match a été effectuée à Alger durant les deux jours

de stage. Halilhodzic a procédé de la même manière que les deux précédents matches contre le Bénin et le Rwanda. Il avait mis en place le dispositif tactique à Alger, préférant consacrer les séances hors de l'Algérie à la récupération et la préparation psychologique. En ce sens, le sélectionneur national a déjà arrêté son effectif et a désigné l'équipe qui sera alignée ce samedi. A Ouagadougou, il consacrera les séances de préparation à la communication avec les joueurs pour bien négocier cette première manche d'un match décisif et historique aussi bien pour Halilhodzic que les joueurs et le football algérien. Le sélectionneur national et les joueurs ont déjà une petite expérience et une idée sur le stade de Ouagadougou où ils avaient affronté l'équipe malienne au

début de ces éliminatoires. Ils auront à affronter l'adversaire sur le terrain, mais aussi la chaleur et un taux d'humidité très élevé. A cet effet, Halilhodzic a préparé ses joueurs pour faire face à tous ces facteurs défavorables. Il leur a signifié cependant que seul le résultat du match compte, dans la mesure où l'ensemble de ces facteurs font partie du match et du football en Afrique. Il leur a aussi demandé de ne pas trop focaliser sur l'arbitrage et les autres aspects extra-sportifs, mais de rester concentrés sur le match. La rencontre est prévue ce samedi à 17h (heure algérienne). Près de 2.000 supporters devraient effectuer le déplacement à Ouagadougou pour encourager les Verts à arracher le quatrième billet qualificatif au Mondial dans l'histoire de l'Algérie.

LRF Oran - Coupe d'Algérie Retrouvailles à Zabana et derbys palpitants

M. Z.

Les équipes de l'Ouest se rendront au rendez-vous de «Dame Coupe» avec le déroulement de l'avant-dernier tour régional dont le tirage au sort a donné lieu à des empoignades intéressantes. Le choc de ce tour aura pour théâtre le stade Ahmed-Zabana qui connaîtra sans nul doute une ambiance des grands jours avec ces retrouvailles entre l'USMBA et le RCR, deux ex-sociétaires de l'élite qui ont connu, depuis, des chemins différents. Entre le leader de la Ligue 2 et celui de la DNA, le match s'annonce palpitant et revêt une importance capitale. Idem pour le derby inédit de Mos-

taganem entre l'USM, leader de la Régionale 2, et l'ESM, dernier de la Ligue 2. Match particulier pour Belagraâ Meçabih, l'actuel coach de l'USM et ex-manager de l'Espérance. Le team d'Ettaïradji devra se tenir sur ses gardes s'il veut éviter l'élimination qui pourrait ternir l'histoire du club. De son côté, le WAT, bien que préoccupé par le championnat, tentera de se qualifier au prochain tour mais ce ne sera pas tâche aisée face à la coriace formation du NRB Béthioua. De son côté, l'ASMO part avec les faveurs du pronostic même si l'entraîneur Mouassas a l'intention de présenter une équipe remaniée. Pour leur part, le WAM et l'USR

semblent bien placés pour arracher leurs billets pour le prochain tour devant respectivement l'AS Marsa et le MCS Bel-Abbès. A suivre également les deux derbys, KSO-SCMO et CCO-IRB Kerma, deux rencontres pleines de suspense même si le onze de Médioni est bien loti face à son voisin de Bastié en match décalé, samedi. Le RCB Oued Rhio et le CRB Ben Badis devraient logiquement faire respecter la hiérarchie face à l'AZ Azouz et l'ASB Maghnia, mais attention aux caprices de «Dame Coupe». L'OMA, qui traverse une période euphorique en championnat, tentera de confirmer sa bonne santé cette fois-ci dans l'épreuve populaire aux dépens du CRBAET. Pour l'USMO, qui en découdra avec le NRB Sirat, il s'agira de se refaire une santé après ses déboires en championnat. En revanche, la JSEA devra se méfier du Majd Zemmora. Enfin, l'indécision planera dans l'opposition CBA Tédèles-FCK Sidi Yagoub.

Vendredi à 15h30

Hennaya: CRBBB - ASBM
Arzew: NRBS - USMO
Mostaganem: RCBOR - ASA
Sidi Chahmi: OMA - CRBAET
El Amria: NRBB - WAT
Béthioua: ASM - WAM
Es-Sénia: CCO - IRBK

Samedi à 15h30

Oran (Toula): KSO - SCMO

Boxe - Championnats du monde L'Algérie présente avec neuf boxeurs à Almaty

La sélection algérienne de boxe (seniors) prendra part aux championnats du monde prévus du 12 au 27 octobre à Almaty (Kazakhstan) avec neuf pugilistes, a-t-on appris hier auprès du directeur technique national, Mourad Meziane.

La délégation algérienne s'envolera demain à destination du Kazakhstan. Actuellement en regroupement au complexe sportif Mohamed-Boudiaf (Alger), la sélection algérienne «poursuit sa préparation dans la sérénité en vue du rendez-vous mondial», a affirmé le DTN. Les pugilistes algériens prendront part à ce rendez-vous mondial avec l'objectif de faire

«bonne figure», selon Mourad Meziane. «Notre objectif à travers cette participation est de faire bonne figure et de permettre à nos athlètes d'améliorer leurs performances», a-t-il ajouté.

En prévision de ce rendez-vous mondial, les membres de la sélection nationale de boxe avaient effectué une série de stages en Algérie et à l'étranger, dont le dernier s'est déroulé du 21 septembre au 6 octobre à Cuba. Les neuf boxeurs algériens sélectionnés pour les Championnats du monde sont Mohamed Flissi (-49 kg), Réda Benbaaziz (-56 kg), Mohamed Amine Ouadahi (-60kg),



Abdelkader Chadi (-64 kg), Lyes Abadi (-69 kg), Abdelmalek Rahou (-75 kg), Abdelhafid Benchabla (-81 kg), Chouaib Bouloudinet (-91 kg) et Hamza Beguerni (+91kg).

Barrages Afrique

Le Ghana refuse de jouer en Egypte

Le Ghana, qui affronte l'Egypte en barrage qualificatif à la Coupe du Monde, refuse de jouer le match retour en Egypte, le 15 novembre prochain, pour des raisons d'insécurité. Le barrage qualificatif pour la Coupe du Monde 2014 entre le Ghana et l'Egypte n'a pas fini de faire parler de lui.

Si le match aller entre les deux équipes est prévu le 15 octobre, c'est le match retour qui fait débat. En effet, la fédération ghanéenne a demandé à la FIFA de ne pas jouer le match retour en Egypte pour cause d'insécurité : «Après les récents heurts politiques dans les pays du nord de l'Afrique qui ont coûté des vies innocentes, la Fédération ghanéenne de football



(GFA) a demandé à la FIFA de jeter un œil à la sécurité dans ce pays et de réévaluer la décision de disputer le match au Caire». Par ailleurs, seuls les deux clubs égyptiens engagés en Ligue des Champions, Al Ahli et Zamalek,

sont autorisés à jouer sur le territoire égyptien. Les rencontres nationales ne peuvent se jouer qu'à El Gouna au bord de la mer Rouge, puisque le gouvernement égyptien a interdit de jouer ce type de rencontres ailleurs en Egypte.

Handball - CAN-2014

Les adversaires de l'Algérie connus

L'équipe algérienne de handball (messieurs) évoluera dans le groupe B de la 21^e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2014, prévue à Alger du 15 au 26 janvier prochain, à l'issue du tirage effectué hier à la salle de conférences du stade 5-Juillet (Alger). Le Sept national affrontera, dans le groupe B, les équipes du Maroc, Angola, Congo, RD Congo, et Nigeria. Le

groupe A est composé de la Tunisie (tenant du trophée), de l'Egypte, du Sénégal, du Cameroun, du Gabon et de la Libye. La cérémonie du tirage au sort s'est déroulée en présence du président de la Confédération africaine de handball (CAHB), le Béninois Mansourou Arémou, du président de la Fédération algérienne (FAHB), Saïd Bouamra, et des représentants des na-

tions qualifiées. Les quatre premiers de chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale. Pour sa part, la sélection algérienne féminine évoluera dans le groupe A aux côtés de la RD Congo, du Cameroun et du Sénégal. Le groupe B, quant à lui, est constitué de l'Angola, la Tunisie, le Congo et la Guinée. L'Algérie, en tant que pays organisateur, a choisi de jouer dans le groupe A.

Handball - Nationale 1

Le GSP, le CRBM, le MCS et la JSES sur du velours

Ali Sadji

Après avoir réalisé une bonne opération avec son succès à domicile face au MAJD Blida, la JSK sera cette fois confrontée à la dure réalité du terrain, en allant à Alger affronter le leader du groupe A et grand favori du championnat, le GS Pétrolier. Quant au co-leader, le WO Rouiba, il évoluera également sur ses terres où son adversaire du jour, l'ES Arzew, ne semble pas

en mesure d'inquiéter les banlieusards algérois. De leur côté, les Blidéens du MAJD, freinés dans leur élan, effectueront un périlleux déplacement à Ouargla où l'IRCO, battu lors de la dernière journée, aura la ferme intention de se racheter. Dans le groupe B, nous aurons droit à une belle affiche avec ce choc entre l'actuel leader, le CRB Baraki, face à son dauphin l'O M'sila. Plus à l'aise sera le GS Boufarik avec la réception de la lan-

terne rouge, le NRB Touggourt. A suivre aussi, à Barika, l'opposition entre les mal classés, à savoir l'ABB et le C. Chelghoum Laïd. Dans le groupe C, les deux co-leaders évolueront pour leur part sur du velours. Le CRB Mila aura pour invité la lanterne rouge, le TRB Bab El Oued, alors que le MC Saïda, en découdra avec l'avant-dernier, le HC Souk Ahras. Concernant l'O. Maghnia, son déplacement à Aïn Touta s'annonce périlleux face à l'ESAT qui s'est fixée comme objectif de déloger son hôte du jour de la troisième place. Dans le groupe D, la JSE Skikda tentera de conforter sa position de leader en accueillant la modeste formation du REA El-Harrouch.

Pour sa part, son dauphin, le CR Bordj Bou Arréridj, semble bien loti pour passer l'écueil de la lanterne rouge, le TRS, à Sétif. Il en est de même pour l'O El Oued devant son public contre le CRB et Alger-centre.

Vendredi à 15h00

Groupe A
El-Biar: HBCEB - HCB
Rouiba: WOR - ESA
Alger: SGP - JSK
Ouargla: IRCO - MAJD

Groupe C:
Aïn Touta: ESAT - OM
Saïda: MCS - HCSA
Mila: CRBM - TRBB

Groupe B
Baraki: CRBB - OMS
Boufarik: GSB - NRBT
Barika: ABB - CCL

Groupe D:
El Oued: OEO - CRBEE
Skikda: JSES - REA
Sétif: TRS - CRBBA

Volley-ball - Supercoupe d'Algérie GSP-ESS pour le prestige

Ali Sadji

Une première pour la FAVB qui organisera, ce vendredi, une compétition inédite en prélude du coup d'envoi de la saison, à savoir le déroulement de la

Supercoupe qui mettra aux prises à partir de 16h00, au centre sportif de Ben Aknoun, le champion d'Algérie de la saison précédente, le Groupement sportif pétrolier (GSP) et le détenteur de la Coupe d'Algérie, l'Etoile

sportive Sétifienne (ESS). Cette rencontre revêt une importance pour les entraîneurs des deux formations pour jauger les capacités de leurs joueurs. Un trophée à ne pas négliger à la veille du championnat.

www.renault.dz

NOUVEAU RENAULT KANGOO EXPRESS REPENSÉ POUR S'ADAPTER À VOS MÉTIERS.

NOUVEAU DESIGN AFFIRMÉ
NOUVELLE PLANCHE DE BORD
ENCORE PLUS FIABLE ET PLUS ROBUSTE

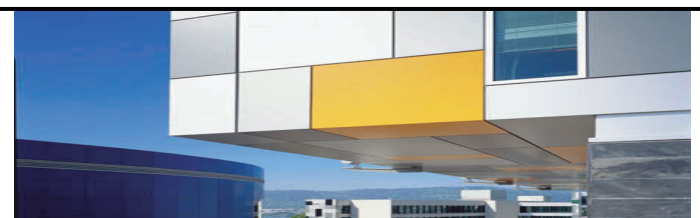
AU PRIX DE 1 340 000 DA*
LEASING : À PARTIR DE 39 700 DA/MOIS**

RenaultAlgerie



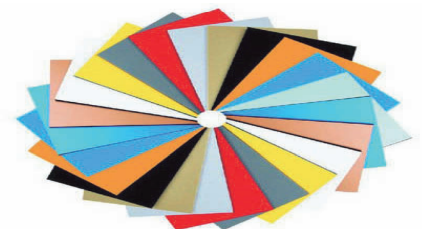
(*) PRIX EN TTC TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE.
PEINTURE MÉTALLISÉE NON INCLUSE.
OFFRE VALABLE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2013 DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT ALGÉRIE.
LIVRAISON LE JOUR MÊME. SHOWROOMS OUVERTS DU SAMEDI AU JEUDI JUSQU'À 19H.
(**) LOYER EN HT SUR LA BASE D'UN APPORT DE 30% SUR UNE DURÉE DE 36 MOIS.
TAXE VÉHICULE NEUF ET ASSURANCE INCLUSES SUR TOUTE LA DURÉE DU LEASING.
OFFRE VALABLE POUR LES ENTREPRISES, COMMERÇANTS ET PROFESSIONS LIBÉRALES.
Showroom El Biar : 021 92 23 39 / Succursale Oued Smar : 021 51 37 33 à 37
Succursale Grands Vents - Dely Ibrahim : 021 38 76 88/87

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



Notre société, spécialisée dans la fabrication de panneaux composites en aluminium, vous propose un produit de qualité aux couleurs et dimensions de votre choix pour le revêtement de façade de tous type de structure.

Pour toute commande ou information, nos commerciaux se feront un plaisir de vous assister.



Tel: 041 42 28 71 / 041 42 28 60

Fax : 041 42 29 98

Mob: 0554 53 55 53

Adresse: CW 32 A 0.5 Km Hassi Ben Okba (à 15 Km d'Oran) ORAN ALGERIE

Web : www.acpalgerie.com

E-mail: acpalgerie@msn.com

"THE RETURN" ... L'offre CHOC continue !

1.2 L, 4 CYLINDRES • 16 SOUPAPES • TECHNOLOGIE VVT • 86 CH DIN

Swift Dzire GL

☑ Double airbag ☑ ABS + EBD ☑ Direction assistée électrique
☑ Climatisation manuelle ☑ 4 Lèves-vitres électriques ☑ Verrouillage centralisé avec télécommande ☑ Radio CD MP3 + USB Box
☑ Rétroviseurs réglables électriquement ☑ Rétroviseurs et pare chocs ton caisse ☑ Accoudoir central à l'arrière ☑ 5 jantes en alliage

Swift Dzire GLX

+ Climatisation autorégulée
+ Commande Radio au volant

© Autoparc 2013



SWIFT DZIRE GL/AC
1.035.000 DA*
TVN INCLUSE

SWIFT DZIRE GLX/AC
1.085.000 DA*
TVN INCLUSE

(*) : Offre valable jusqu'au 31 octobre dans tout le réseau SUZUKI. Disponibilité immédiate.

www.elsecom-auto.com
www.facebook.com/Suzuki.algerie

Elsecom Automobiles - Distributeur Officiel Suzuki

Bab Ezzouar - Alger (Siège & Showroom) : 021 51 01 50 - 0770 81 03 40 - 0770 81 03 69 - 0770 81 00 95 - 0770 81 01 26 - Fax : 021 51 09 44

Succursale Birtouta : 0770 53 34 71 - Succursale Oran : 040 23 41 52 / 53 - Succursale Ouargla : 029 71 32 74 - 0770 99 79 67

www.elsecom-auto.com



Way of Life!

Photos non contractuelles



08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
09.30 Qouloub fi sir'a'e
10.00 La mer méditerranée
10.30 Dessins animés
11.00 Culture club
12.00 Journal en français
12.25 El holm el azrak
13.40 Rahalat bahria
14.15 El Amimi
15.10 Un toit, une famille
16.30 Dessins animés
17.00 Oulama'e el djazaïr
17.25 Takder tarbah
18.20 Qouloub fi sir'a'e
Feuilleton algérien
19.00 Journal en français
19.30 Khalti Lalahoum
20.00 Journal en arabe
20.45 Fleur de lotus
Film algérien
22.20 La femme kabyle
Reportage
23.10 Festival de la musique andalouse
00.00 Boucle en français



19.45 Des paroles et des actes

Présenté par David Pujadas

Le président de l'UMP réagit à plusieurs thématiques, dévoile ses projets et s'exprime, notamment, sur la ligne de son parti. Le député-maire de Meaux, qui a annoncé qu'il brigait un quatrième mandat dans son fief de Seine-et-Marne lors des élections municipales de mars 2014, est interrogé par David Pujadas, entouré des journalistes Nathalie Saint-Cricq pour la séquence «Le révélateur», François Lenglet pour «Pure économie» et Jeff Wittenberg pour «Pure politique».



JEUDI



19.50 Profilage



- Dans la lumière
Avec Stéphane Freiss, Juliette Roudet
 La DPJ reçoit, par courrier, un DVD contenant le film du meurtre particulièrement violent d'une jeune femme. Il s'agit de Delphine Picard, vue pour la dernière fois il y a trois jours. Trois jeunes stagiaires en criminologie, arrivés dans le service le matin même, prêtent main forte à l'équipe. Alors qu'ils quittent les locaux, Rocher et Chloé retrouvent le corps de la victime dans le coffre sa voiture, abandonnée sur le parking de la police.



19.45 True Grit



Avec Jeff Bridges, Hailee Steinfeld, Matt Damon, Josh Brolin
 En 1870, la jeune Mattie Ross, 14 ans, veut venger la mort de son père, abattu par le lâche Tom Chaney. Elle se met en tête de faire traquer et tuer ce dernier. Pour mener à bien cette mission, elle tente d'embaucher Rooster Cogburn, redoutable marshal. Alcoolique et irascible, ce dernier ne se laisse pas convaincre facilement. Pour ne rien arranger, LaBoeuf, un ranger local, est déjà aux trousses de Chaney.

19.50 Bones



- Les enfants soldats
Avec Emily Deschanel, TJ Thyne, David Boreanaz, Michaela Conlin
 Un bras humain ensanglanté est découvert encastré dans un baril par un vigile. L'équipe identifie rapidement la personne à qui il appartient. Il s'agit d'un jeune immigré africain diplômé dans une école d'hôtellerie qui avait obtenu le statut de réfugié à l'âge de 14 ans. Booth apprend qu'il recevait des revenus de la part d'un cabinet spécialisé dans l'immigration. Bones et Vaziri comprennent qu'il avait été jadis un enfant soldat.

00.10 The Gates



- La morsure de l'aube
Avec Rhona Mitra, Frank Grillo
 Nick joue les médiateurs lorsqu'une guerre éclate entre les vampires et les loups-garous. Andie, de son côté, se rapproche de Brett. Mia, elle, est contrariée que Peg ne veuille pas lui enseigner les secrets de la sorcellerie.



19.55 Dexter



- La neuro-psychopathe
Avec Michael C Hall, David Zayas, Jennifer Carpenter
 Six mois ont passé. Toute l'équipe se réunit pour l'inauguration d'un mémorial en l'honneur du lieutenant LaGuerta. Angel est l'un des plus affectés par sa disparition. Dexter s'inquiète pour sa sœur qui refuse de lui parler. Celle-ci trouve refuge dans la drogue et l'alcool et travaille désormais pour une agence de détectives privés. Un nouveau meurtre mobilise l'équipe, rejointe pour l'occasion par une brillante neuropsychiatre, Evelyn Vogel.

21.45 Weeds



- Donnant-donnant
Avec Mary-Louise Parker, Alexander Gould, Hunter Parrish
 Silas obtient rapidement 15 kg de cannabis en travaillant dans la propriété d'Heylia James. Il s'apprête à faire sa première livraison à New York et projette de mettre en place un vaste trafic. Mais Nancy n'est pas d'accord. Andy tente de trouver des partenaires pour promouvoir la Roue da-noise qu'il souhaiterait commercialiser.



09.00 Bonjour d'Algérie
10.30 Qouloub fi sir'a'e
11.00 Sur le vif
12.00 Journal en français
12.25 Massadjid oua tarikah
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association Awtar Tlemcen
14.05 Réflexions
15.00 Ali oua ali yedi oua Ali ma yedich
16.20 Dessins animés
17.00 Yakari
17.30 Oulama'e el djazaïr
18.00 Journal en amazigh
18.20 Yamachi fel leile
19.00 Journal en français
19.30 Khalti Lalahoum
20.00 Journal en arabe
20.45 El hob oua taoune
22.00 Jijel
Reportage
23.00 Soirée artistique
00.00 Sketch
00.30 Boucle en français



19.45 Boulevard du palais

- Aimez-moi
Avec Anne Richard, Jean-François Balmer

Emilie, une jeune fille de 17 ans issue d'une famille très catholique, a disparu. Rapidement, son corps calciné est découvert dans les bois mais difficile d'établir les causes de sa mort. Grâce à un site de lycéens, la police se rend compte qu'Emilie était inscrite sur un site de rencontres sexuelles. De son côté, Nadia constate un soir que quelqu'un est entré chez elle, a pris une photo et déposé un livre près de son lit.



VENDREDI



19.50 Match amical



- France / Australie
 Didier Deschamps n'aura pas d'autres occasions de tester de nouveaux joueurs avant le dernier rendez-vous des éliminatoires contre la Finlande, dans quatre jours, et avant les barrages prévus au mois de novembre. Ce match amical face à l'Australie, déjà qualifiée pour la coupe du monde 2014 au Brésil, revêt donc une importance particulière. Le sélectionneur des Bleus pourrait composer une équipe mixte, avec un mélange de cadres à l'instar de Mathieu Valbuena, et de jeunes talents prometteurs.

22.00 Vendredi, tout est permis avec Arthur



Présenté par Arthur
 L'animateur s'est entouré de nombreux invités pour cette soirée placée sous le signe du jeu et de la bonne humeur. Ariane Brodier, Florent Peyre, Patrick Bosso, Steevy Boulay, Karine Ferri, Malik Bentalha et Issa Dombia participent aux épreuves désormais cultes de l'émission. Parmi elles, «In the dark», dans laquelle ils sont plongés dans le noir, «Brain dance», une séance de danse très acrobatique, et bien entendu le fameux «Décor penché».

19.50 NCIS : enquêtes spéciales

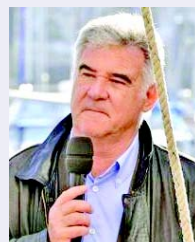


- Autopsie d'un crime
Avec Mark Harmon, Brian Dietzen, Michael Weatherly, David McCallum
 L'équipe se rend à Richmond où un lieutenant de la marine a trouvé la mort en absorbant volontairement un liquide toxique. L'autopsie indique qu'il était sur le point de mourir à cause d'une plaie provoquée par une balle. En rapportant le corps dans une fourgonnette, Jimmy et Mallard sont attaqués par deux individus qui les enlèvent et les séquestrent. Alertée, l'équipe met tout en œuvre pour les retrouver.



19.45 Thalassa

- Saint-Malo : au pays des marins
Présenté par Georges Pernoud
 Des îles et des forts. La baie de Saint-Malo abrite des îlots fortifiés que des passionnés font revivre. Les amoureux de Cancale. Rencontres, entre autres, avec le chef étoilé Olivier Roellinger et Céline Maisons, ostréicultrice. Les messieurs de Saint-Malo. Surcouf, Duguay-Trouin et Jacques Cartier ont écrit les plus grandes pages de l'histoire maritime de la ville. Les secrets de la Rance. Cap sur ce magnifique estuaire entre Dinard et Saint-Malo.



19.55 Nous York

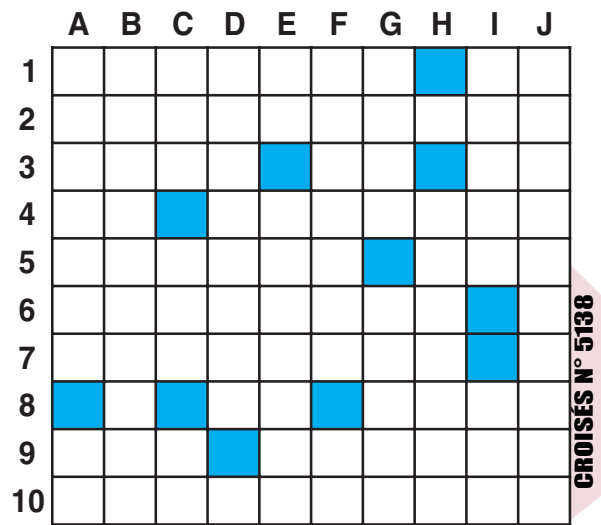


Avec Géraldine Nakache, Leïla Bekhti, Nader Boussandel
 Grâce à l'organisation de Gabrielle, Michaël, Nabil et Sylvain se rendent à New York pour faire une surprise à Samia dont c'est l'anniversaire. Inséparables en France, les deux amies se sont un peu éloignées depuis qu'elles vivent aux Etats-Unis. Assistante d'une jeune comédienne à la mode, Samia vit dans un appartement luxueux. Gabrielle travaille dans une maison de retraite où elle s'est attachée à une vieille dame.

21.30 Un bonheur n'arrive jamais seul



Avec Gad Elmaleh, Sophie Marceau
 Pianiste comme son père, Sacha ne vit que pour son travail et ses amis. Séducteur, il aime les femmes mais ne se voit pas du tout en couple, d'autant qu'il déteste les enfants. Par hasard il croise Charlotte dont il tombe immédiatement sous le charme. Le courant passe très vite entre eux mais Sacha découvre bientôt que Charlotte a trois enfants, avec deux pères différents. Et lui travaille sur un spectacle très important.



Horizontalement:

1. Mauvaise liaison.
Gras des oreilles.
2. Moment de se les rouler.
3. Trouble dans la ville.
Brin de zinc. Forme verbale.
4. Mauvaise note. Tournées.
5. Pas un rond, mince alors !
Façon de pleuvoir.
6. Omettrai.
7. Placèrent à bout portant.
8. Symbole de réflexion.
Connue de bouche à oreille.
9. Donne l'exemple.
Mis en lieu sûr.
10. Auxiliaires.

Verticalement:

- A. Diligence ou train.
Est à tu et à toi.
- B. Excedantes.
- C. Poème lyrique. Prit.
Lettrs de classe.
- D. Passés sous silence.
- E. Plus à notre portée.
Hirondelles de mer.
- F. Champ de caroline.
Passage à l'acte.
- G. Mélange de boissons alcoolisées. Fixa.
- H. Elle donne l'impression, elle fait paraître.
- I. Voie d'eau.
C'est vraiment bête de se couvrir par cette chaleur !
- J. Convaincues.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 5137

C	H	E	N	E	V	I	E	R	E
R	O	T	I	E	N	V	O	L	
A	N	A	L	O	G	U	E		E
T	N	T		M	E	T		E	C
E	I		D	E	T	I	E	N	T
R	E	C	I	T	A	L		C	R
E	S	O	R		R	E	G	L	O
L		R	E	V	I	S	I	O	N
L	A	N	C	E	E	T	R		
E	M	E	T		N	U	E	E	S

FLECHES N° 5137

M	O	N	A	R	Q	U	E		
A	P	P	L	A	U	D	I	R	
L	E		G	R	E	C		E	
C	R	I	E	E	S		F	C	
H	A	R	T	O	L	E			
A	F	I	N	I	A	P			
N	O	U	E	O	V	N	I		
C	P	I	O	N	U	S			
E	R	E	I	N	S				
U	S		S	E	G	E			
S	I	E	S	T	E	O			
E	D	E	S	S	I	N	S		

FOUILLIS N° 5137 BALANCE (Bas - Lance)

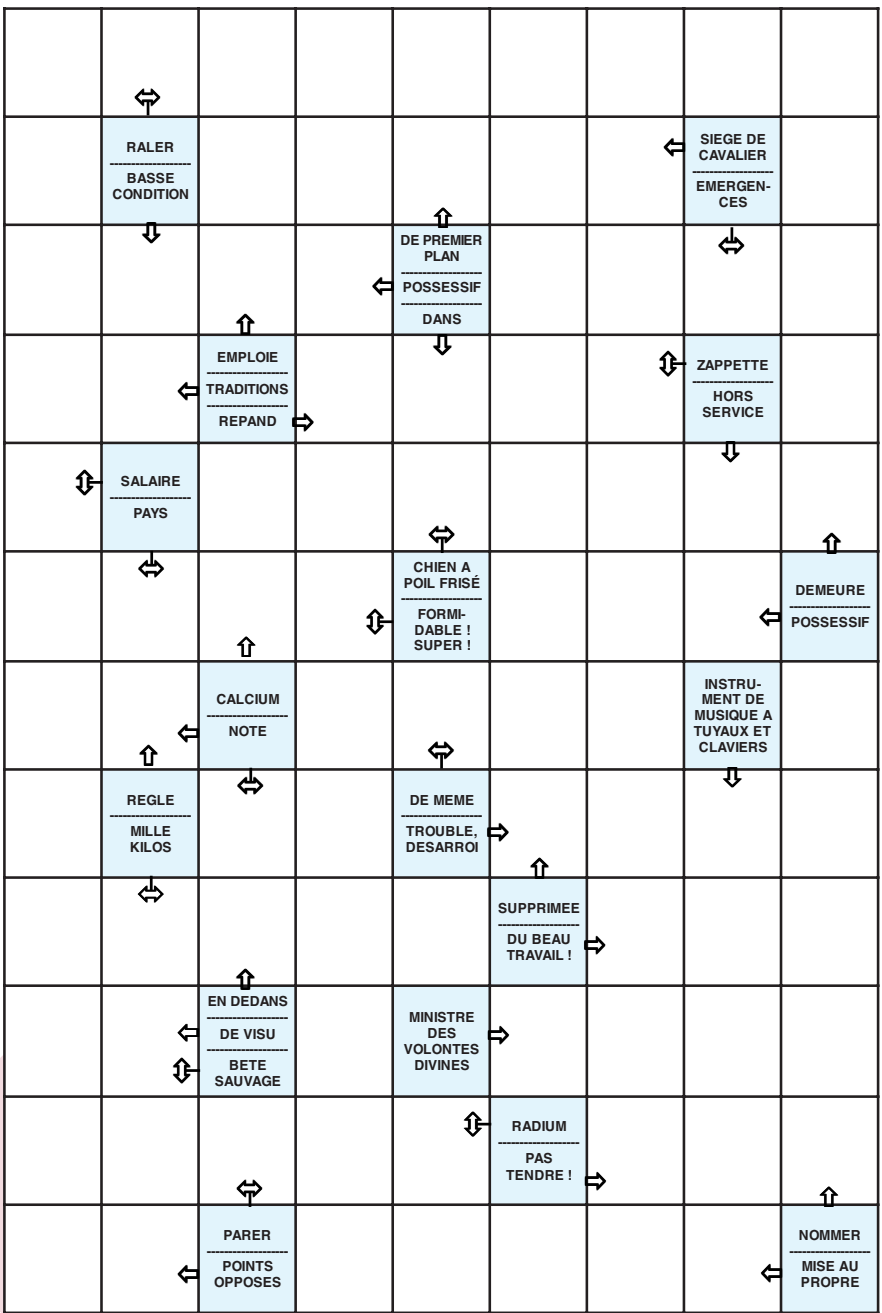
CODÉS N° 5137

1	L	I	C	E	5	R	T	N	8	A	10	S	O	V	H
14	U	G	M	D											

1	R	L	O												
14															

15	2	4	8	16	9	5	11	10	8						
3		2	3	6	14	4		11	4						
8	6	10	11		10	7	14	3	11						
5	11		10	4		17	3	6	11						
10		15	3	7	17	4	11		9						
16	4		8	9	3		10	4							
9	14	10	5		6	2	9	7	4						
1	10	5		13	1	10	1	4							
4	15		1	4	12	9		11	12						
17	6	11	10	8		1	10	1	9						
2	2		9	11	9		11	10	1						
9	11	4		4	7	10		15	4						
5	9	10	8	5		2	10	9	8						
	6	2	11	10	7	9		5	15						
14	1	9		4	8	5	9		9						

Jeux proposés par Chérifa Benghani



FLÉCHÉS N° 5138

- ALLEE - APPEL -
ARBRE -
ATTENDRISEMENT
- BONJOUR - BRIN
- CARICATURE -
COURSIER - DAME
- ELEVER - FORET
- FORGER -
FORTIFICATION -
FRITURE -
FROMENT -
GALANTERIE -
GAMIN - GANG -
GENTILLESSE -
HABITER - HOMME
- IMPERIALEMENT -
IMPOT - LABEL -
LITRE - KARATE -
KOALA - LAME -
LIRE - MASSUE -
MATERNITE -
MYSTERE - OASIS -
PITIE - POIS -
RECRUE - RIEN -
SALIERE - SEMER -
TACT.

E	H	E	S	S	E	L	L	I	T	N	E	G	B	A
L	F	A	E	M	A	D	E	M	M	O	H	O	T	T
E	O	F	B	R	I	N	I	M	A	G	N	T	N	N
V	R	R	E	I	L	I	T	R	E	J	E	E	F	E
E	T	I	R	E	T	A	R	E	O	N	M	O	O	M
R	I	T	B	N	C	E	T	U	D	E	R	A	R	O
U	F	U	R	T	M	A	R	R	L	G	S	L	E	R
T	I	R	A	E	R	E	I	A	E	I	A	A	T	F
A	C	E	S	A	I	S	I	R	S	M	L	O	I	T
C	A	C	K	S	S	R	I	T	E	A	I	K	N	E
I	T	R	R	E	E	L	L	A	I	P	E	G	R	T
R	I	U	M	P	L	E	B	A	L	P	R	N	E	E
A	O	E	M	O	T	O	P	M	I	E	E	A	T	E
C	N	I	E	I	R	E	T	N	A	L	A	G	A	D
T	M	A	S	S	U	E	E	R	E	T	S	Y	M	V

- Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est un souhait.
 - Mon 2e est à rembourser.
 - Mon tout est une star.



Jeudi 10 octobre 2013

05 dhou el hidja 1434

N° 5741

Morsi jugé le 4 novembre pour «incitation au meurtre»



Le procès du président islamiste destitué Mohamed Morsi pour «incitation au meurtre» de manifestants, au Caire en décembre 2012, va débiter le 4 novembre, a indiqué mercredi l'agence officielle Mena. Mohamed Morsi va comparaître au côté de 14 autres accusés pour la mort de manifestants devant le palais présidentiel, près de sept mois avant sa destitution par l'armée le 3 juillet. Au moins sept personnes avaient été tuées dans des heurts le 5 décembre entre des partisans de Mohamed Morsi et ses opposants l'accusant de vouloir islamiser la législation du plus peuplé des pays arabes après la publication d'un décret constitutionnel. Les Frères musulmans, le mouvement de M. Morsi, avaient indiqué que la plupart des victimes étaient des islamistes et avaient été tuées après le dispersement d'un sit-in d'opposants. Plusieurs proches de l'ex-président ainsi que des responsables des Frères musulmans figurent parmi les accusés.

Par ailleurs, le général Abdel Fattah al-Sissi, le nouvel homme fort de l'Égypte, n'exclut pas de se présenter à la présidentielle prévue en 2014, dans une interview mercredi à un quotidien national.

Des dirigeants africains pour un retrait de la CPI



Les dirigeants africains se réunissent à partir de vendredi pour discuter d'un éventuel retrait collectif de la Cour pénale internationale (CPI), une position contre laquelle mettent en garde des organisations de défense des droits de l'Homme. En mai, dans la foulée de la victoire à la présidentielle kényane de Uhuru Kenyatta et de son colistier William Ruto, poursuivis par la CPI pour crimes contre l'humanité, les 54 membres de l'Union africaine (UA) avaient presque unanimement fait bloc derrière Nairobi pour dénoncer un acharnement du tribunal de La Haye contre le Kenya et l'Afrique en général. L'UA avait demandé l'abandon des charges contre les dirigeants kényans fraîchement élus, le Premier ministre éthiopien et président en exercice de l'UA, Hailemariam Desalegn, évoquant une «chasse raciale». Seuls des Africains ont jusqu'ici été inculpés ou condamnés à La Haye. Malgré l'intense lobby exercé par le Kenya, un retrait collectif semble cependant improbable. «Il est difficile de dire que l'ensemble des membres africains se retireront, mais il est possible que certains pays le fassent parce qu'ils sont fatigués de la situation», explique l'ambassadeur du Rwanda auprès de l'UA, Joseph Nsegimana.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Hadj : Ryad met en garde contre toute instrumentalisation politique



Le ministre saoudien de l'Intérieur a mis en garde mercredi contre toute instrumentalisation politique du Hadj. «Le gouvernement saoudien demande à tous les pèlerins d'effectuer ce rituel en s'abstenant de toute action pouvant mettre leur sécurité en danger», a déclaré le prince Mohammed ben Nayef à l'agence officielle SPA. Certaines informations de presse ont fait état de l'intention des Frères musulmans d'Égypte d'appeler les fidèles à manifester à La Mec-

que leur soutien à leur cause après avoir été évincés du pouvoir par l'armée. «La sécurité des pèlerins nous impose de prendre au sérieux toutes les éventualités», a souligné le responsable saoudien à ce propos, en rappelant que son pays avait été le théâtre au début des années 2000 d'une «vague terroriste qui n'a pas exclu les lieux saints». Il faisait référence aux attaques revendiquées par Al-Qaïda entre 2003 et 2006 auxquelles les autorités ont répon-

du par une répression implacable. Les autorités saoudiennes ont pris l'habitude de mettre en garde contre toute manifestation à caractère politique durant le pèlerinage qui réunit cette année quelque 2 millions de fidèles. Le nombre de pèlerins est en baisse par rapport à l'année dernière. Les autorités saoudiennes ont invoqué les risques d'une épidémie du coronavirus MERS et d'importants travaux d'agrandissement des lieux saints de la Mecque.

Obama n'exclut pas de nouvelles opérations en Afrique

Le président Barack Obama a promis mardi que les États-Unis continueraient à s'en prendre aux extrémistes, après deux raids distincts en Somalie et en Libye le week-end dernier, mais a refusé de commenter la légalité de l'opération à Tripoli. «Nous avons dégradé le noyau central d'Al-Qaïda qui opérait avant tout entre l'Afghanistan et le Pakistan. Mais maintenant, il existe des groupes régionaux, certains liés de façon explicite à Al-Qaïda ou à cette idéologie, d'autres plus autonomes», a observé M. Obama lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche. «Rares sont ceux qui peuvent opérer à l'extérieur de leurs frontières, mais ils peuvent faire beaucoup de dégâts au sein de leurs frontières», a expliqué le président, en citant l'Afrique parmi les endroits dans lesquels ces groupes peuvent se cacher. «Nous



allons devoir continuer à nous en prendre à eux. Mais il y a une différence entre poursuivre les terroristes et nous impliquer dans des guerres», a prévenu M. Obama. L'opération en Libye a abouti à la capture d'Abou Anas al-Libi,

un chef présumé d'Al-Qaïda. Elle a été dénoncée par le gouvernement libyen comme une «violation flagrante de la souveraineté nationale», et Tripoli a enjoint Washington de lui remettre «immédiatement» le suspect.

Des colons israéliens attaquent une école palestinienne

Une vingtaine de colons israéliens ont jeté mercredi des pierres sur une école palestinienne, incendié des véhicules et arraché des oliviers dans le nord de la Cisjordanie occupée, selon des témoins et un responsable palestinien. Une vingtaine de colons de l'implantation sauvage d'Esh Kodesh, dont certains masqués, ont jeté des pierres sur une école à Jaloud et incendié cinq voitures appartenant aux enseignants, ont précisé à l'AFP des témoins et le responsable pour l'Autorité palestinienne du dossier de la colonisation dans le nord de la Cisjordanie, Ghassan Daghlis.

Quelques dizaines d'oliviers dans un champ mitoyen ont également été arrachés, a-t-on ajouté. En moyenne, huit incidents par semaine entre Palestiniens et colons provoquent des victimes ou des dégâts côté palestinien, et un par semaine côté israélien, selon le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha). Quelque 360.000 colons juifs vivent dans les implantations de Cisjordanie, considérées comme illégales par la communauté internationale, qu'elles aient été ou non autorisées par le gouvernement israélien.

30 islamistes seront jugés aux Emirats

Trente islamistes émiratis et égyptiens, accusés d'appartenance à une branche illégale des Frères musulmans, comparaîtront le 5 novembre devant la Cour de sûreté de l'État d'Abou Dhabi, a rapporté mercredi un journal local. Selon le quotidien Al-Khaleej, 14 Égyptiens figurent parmi les membres de «la cellule égypto-émiratienne» des Frères musulmans, dont le démantèlement avait commencé fin 2012.

Des membres du groupe sont accusés d'avoir «fondé et dirigé, sans autorisation, une branche de l'Organisation mondiale de la confrérie des Frères musulmans d'Égypte», avait indiqué en juin le procureur général de la sûreté de l'État, Ahmed Rached al-Dhanhani. Les prévenus se sont organisés pour «recruter de nouveaux membres» et ont procédé à des collectes d'argent dans le pays, comme ils sont accusés d'avoir obtenu «un soutien financier de l'organisation secrète qui a tenté de prendre le pouvoir aux Émirats», selon les autorités. Le 2 juillet, 69 islamistes émiratis, jugés pour complot, avaient été condamnés à des peines allant de 7 à 15 ans de prison par la Cour de sûreté de l'État. Ils étaient accusés d'avoir formé un groupe clandestin dans l'intention de «prendre le pouvoir» et d'entretenir des contacts avec l'organisation mondiale des Frères musulmans.

EDITORIAL

Par M. Saadouné

L'ÉCONOMIE, C'EST POLITIQUE !

organisation patronale unique. Certains observateurs parlent d'ailleurs que la nouvelle coordination patronale à laquelle le FCE a refusé de participer ne tiendra pas très longtemps.

Le gouvernement s'est toujours accommodé du «pluralisme patronal», chose qu'il n'a toujours pas accepté d'étendre au domaine syndical. Dans ce domaine, la tradition est totalement respectée, ce sera l'UGTA et elle seule. Qui d'ailleurs n'essayera pas de mettre sur la table - comme de tradition - le sujet de l'article 87 bis qui comprime le salaire minimum garanti. Ces questions seront, peut-être, abordées au cours d'un sommet social avant la fin de l'année. Pour l'heure, on parlera d'économie même si la grogne sociale s'exprime dans le secteur de l'enseignement et dans les transports publics. Le gouvernement s'inquiète d'une facture d'importation en hausse mais ne semble pas trouver la recette pour inverser la tendance. Pourtant que l'on soit libéral - au sens

économique - ou non, la vraie question économique réside dans l'usage stratégique que l'on fait - ou non - d'une rente finissante.

La tripartite a été - et elle l'est jusqu'à preuve du contraire - comme un espace où le gouvernement «affecte» et «donne» et où les partenaires apportent en contrepartie un soutien «politique». De pure forme. Ce n'est donc pas un espace où l'on peut s'attendre à des débats de fond, à un parler-vrai qui brusquerait les propos conventionnels de circonstance. Et pourtant, il y a urgence à changer d'approche pour une économie en «gouvernance dépassée», selon la formule d'Abderrahmane Benkhalfa. La formule est juste même s'il a tendance à «techniciser» le débat en appelant à une «gestion renouvelée de l'État». On le sait, il n'existe pas d'économie «pure», il n'y a que de l'économie politique. C'est-à-dire des politiques publiques de régulation - ou non -, d'affectations des ressources et de choix stratégiques. Certains parlent pudiquement de «gouvernance économique» alors qu'il y a un problème de gouvernance tout court. La tripartite ne peut parler d'économie si elle feint de l'ignorer. L'économie, c'est politique !